



# sommaire

<b>acteur d'une solidarité durable et partagée</b>	4
--	---

<b>préambule</b>	5
------------------	---

<b>l'expertise de triangle génération humanitaire</b>	8
---	---

<b>construire avec les entreprises partenaires</b>	14
--	----

<b>les programmes réalisés et en cours</b>	16
--	----

● <b>algérie</b>	17
------------------	----

Programme d'assistance aux réfugiés d'Alger  
Amélioration des conditions d'hygiène des femmes et des personnes handicapées  
Soutien aux populations réfugiées sahraouies  
Soutien aux programmes d'intervention du Programme alimentaire mondial dans les camps de réfugiés sahraouis

● <b>birmanie [union du myanmar]</b>	28
--------------------------------------	----

Soutien à l'autosuffisance alimentaire et à la relance économique des populations vulnérables du district de Laputta en Birmanie  
Amélioration des services sociaux délivrés par les associations locales envers les personnes handicapées au Myanmar  
Soutien aux personnes déplacées et aux communautés hôtes des zones de Dala et Seikyi Khanaungdho par l'amélioration des services de santé, d'eau, d'assainissement et des conditions économiques.

● <b>corée du nord</b>	38
------------------------	----

Améliorer l'accès de la population de Munchon à une eau de meilleure qualité  
Amélioration durable de l'environnement sanitaire de la ville de Munchon  
Amélioration et diversification des repas servis aux enfants dans les institutions sociales  
Soutien à la sécurité alimentaire des institutions pour enfants à travers le renforcement et la sécurisation de la production des fermes aquacoles de Sinhung et Yonggwang en République Populaire et Démocratique de Corée  
Amélioration de la consommation de lait et de produits laitiers au sein des institutions pour enfants  
Soutien à la sécurité alimentaire des institutions pour enfants dépendantes des fermes de Sariwon et Daeane en République Populaire et Démocratique de Corée

● <b>laos</b>	53
---------------	----

Soutien à la sécurité alimentaire dans le district de Bualapha – Province de Khammouane  
Renforcement des capacités des autorités locales dans la définition et la mise en œuvre de leur stratégie d'irrigation agricole dans la province de Khamouane

● <b>république centrafricaine</b>	59
------------------------------------	----

Vers le renforcement des capacités des acteurs locaux en faveur des enfants de la rue  
Soutien d'urgence aux populations victimes de violence dans le nord-est de la RCA  
Amélioration de la sécurité alimentaire et renforcement de la production agricole dans les zones touchées par les conflits dans le Nord est de la RCA  
Soutien à la restauration des services essentiels et à la redynamisation du tissu social dans la Préfecture de Vakaga

Accompagnement multisectoriel à l'insertion et l'autonomisation progressive des réfugiés soudanais sur le nouveau site de Pladama Ouaka

Vers une amélioration durable des conditions de vie des populations agricultrices les plus vulnérables de la Ouaka

Vers le renforcement organisationnel et structurel des Associations de Parents d'Élèves pour une meilleure prise en charge des écoles en République Centrafricaine

Vers un accès pérenne à l'eau potable et un environnement sanitaire amélioré pour les populations vulnérables de la Ouaka, République Centrafricaine

---

● **république du congo** 79

---

Vers un développement économique de proximité au service de la préservation de l'environnement

---

● **soudan** 83

---

Soutien à la diversification de la production alimentaire des populations rurales de l'état de Gedaref

Contribution au maintien d'une réponse directe aux besoins essentiels des populations vulnérables, tout en augmentant l'implication des populations et des acteurs locaux

Soutien à la sécurité alimentaire et aux capacités de résilience des populations

---

● **timor leste [timor oriental]** 92

---

Amélioration des conditions de vie des populations rurales du district de Covalima

Amélioration des services d'eau et assainissement dans les zones rurales du Timor-Leste

Soutien au centre de formation professionnalisant de Caméa en partenariat avec le SEFOPE (Secretary of State for Vocational Training and Employment)

---

● **vietnam** 101

---

Contribution à l'amélioration de l'environnement sanitaire du district 8

Projet de développement et de renforcement de l'École Hôtelière pour jeunes défavorisés d'Hô Chi Minh Ville

---

● **yémen** 107

---

Programme intégré de sécurité alimentaire dans le district de Marawah, gouvernorat de Hodeidah

Projet intégré en sécurité économique dans les districts de Mayfaah et Rudoom, gouvernorat de Shabwah

Projet intégré de sécurité alimentaire – Districts de Al Rawdah et Jordan – Gouvernorat de Shabwah

Soutien d'urgence aux populations affectées par le conflit du nord du Yémen

Développement et promotion d'une agriculture socio et écolo compatible sur l'île de Socotra

Vers la reconstitution des capacités productives agricoles des ménages,

l'amélioration des pratiques et une mitigation de l'impact de la hausse des prix alimentaires

---

**vie associative** 121

---

L'assemblée générale | Le conseil d'administration | Le bureau

Les Commissions mixtes (Programmation, Communication et Stratégie) | L'exécutif (personnel salarié)

---

**budget annuel 2011** 125

---

---

**lexique des acronymes et sigles** 128

---

---

**nos principaux partenaires en 2011** 131

---



# acteur d'une solidarité durable et partagée

Née en 1994 d'une volonté de développer une expertise transversale et pérenne, Triangle G H, association de solidarité internationale, élabore et met en œuvre des programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement dans les domaines de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, du génie civil, de la sécurité alimentaire et du développement rural, du socioéducatif et du psychosocial.

En 2011, ses équipes engagées sont présentes dans 10 pays et gèrent 40 programmes grâce à des partenariats publics durables avec les principaux bailleurs internationaux.



# préambule

---

***L'année 2011 a été tout particulièrement marquée par l'enlèvement de trois membres de notre équipe au Yémen.***

*Amélie, Léa et Pierre ont été kidnappés le 28 mai à Seiyun dans la région de l'Hadramout au centre du pays. Ingénieurs de formation, ils travaillaient là pour Triangle G H en partenariat avec le Wadi Hadramout Development Project<sup>1</sup> et le soutien de la Commission européenne à la restauration des terres agricoles et des infrastructures traditionnelles d'irrigation détruites par d'importantes inondations. Au grand soulagement de tous, ils ont été libérés en bonne santé le 13 novembre 2011.*

**Parmi les 40 programmes en cours en 2011**, nous retenons cette année l'ouverture d'une nouvelle mission en République du Congo, le lancement d'une nouvelle action dans l'état de Gédaref au Soudan, l'ouverture d'une base opérationnelle à Bambari, en République Centrafricaine, deux nouveaux programmes en Birmanie ainsi qu'une aide apportée aux réfugiés et demandeurs d'asile subsaharien à Alger.

A l'issue de deux missions d'étude conduites en 2010 puis en 2011 au **Congo Brazzaville**, nous avons entrepris en novembre dernier un programme de développement agricole, respectueux des normes environnementales. Cette action, conduite dans le département du Pool au Sud du pays, s'articule autour de la relance des activités du FOJEP – Développement, organisation congolaise, ayant vocation à former et à accompagner de jeunes agriculteurs dans leurs projets professionnels. Ce programme inclut également un volet visant à aider des femmes identifiées comme vulnérables. Il s'agit de la fabrication, de la promotion et de la commercialisation de fours à combustion améliorée.

Cette action reçoit le soutien de la Commission européenne (EuropeAid), elle est cofinancée par le Ministère français de l'intérieur et de l'Outre-mer et s'achèvera à la fin de l'année 2014.

Novembre 2011, lancement d'un nouveau programme dans l'état de **Gedaref à l'Est du Soudan**. Comme les deux autres états de l'Est, Gedaref montre des indicateurs de développement parmi les plus alarmants du pays. Si Gedaref est

---

1 - Département du ministère yéménite de l'agriculture et de l'irrigation

considéré comme un état riche, eu égard à l'importance de sa contribution dans la production céréalière nationale, cette manne ne profite qu'à quelques-uns et ne contribue pas au développement local. Les régions les plus isolées de l'état sont tout particulièrement touchées ; les populations y vivent essentiellement d'une activité agricole journalière au bénéfice de grands propriétaires et ne développent que marginalement des activités permettant de compléter leurs revenus. Notre projet doit permettre le développement d'activités agricoles alternatives au travail salarié de la terre. Ces activités augmenteront la disponibilité et la diversité de produits alimentaires sur les marchés de la région notamment à Gureisha, localité située à l'extrême est et coupée du reste de l'état et des approvisionnements en biens durant les quatre mois de saison des pluies.

Ce programme reçoit le soutien du Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (CIAA) - Ministère français des affaires étrangères et européennes.

**En République Centrafricaine**, grâce au soutien de l'UNHCR, nous assurons depuis 2007, avec l'ONG américaine International Medical Corps (IMC), un dispositif humanitaire multisectoriel pour aider les populations soudanaises réfugiées à Sam Ouandja dans le Nord-est du pays. A la fin de l'année 2010, la dégradation de la situation sécuritaire a poussé l'UNHCR à relocaliser le camp de réfugiés vers une zone plus stable à proximité de Bambari (centre de la RCA). C'est tout naturellement que Triangle G H a accompagné les réfugiés vers ce nouveau site avec pour mission l'installation et l'autonomisation progressive des réfugiés dans leur nouvel environnement. Ainsi tout au long de l'année 2011 Triangle G H a travaillé autour de cinq axes : autosuffisance alimentaire, fourniture d'eau potable, amélioration des conditions d'hygiène, augmentation du taux de scolarisation des enfants et autosuffisance économique grâce notamment à une production agricole renforcée et à des activités génératrices de revenus.

**En Birmanie**, après plus de deux ans consacrés à des projets de soutien aux populations affectées par le cyclone Nargis, qui a frappé le pays le 2 mai 2008, et notamment de relance économique et agricole, l'association a démarré en janvier 2011 deux projets financés par EuropeAid dans le district de Yangon. L'un de ces programmes est mené en consortium avec Première Urgence-Aide Médicale Internationale, dans la périphérie de Yangon (districts de Dala et Seykyi). Triangle G H intervient sur le volet socioéconomique de ce projet, destiné à améliorer les conditions de vie des foyers vulnérables de ces quartiers pauvres, et PU-AMI met en œuvre les composantes eau et santé (forte prévalence du HIV parmi les populations de la zone). L'autre projet vise à renforcer les compétences de l'une des rares associations birmanes apportant un soutien aux personnes handicapées dans le pays.

Ces deux projets, qui permettent de conforter la présence de Triangle G H dans le pays et notamment sa reconnaissance par les autorités birmanes, se poursuivront sur l'année 2012. Un programme visant à la restauration des conditions de vie des populations du district de Laputta, suite au cyclone Nargis, a par ailleurs été poursuivi sur l'année 2011.

**En Algérie**, l'année 2011 a également permis la réouverture des programmes de Triangle G H sur Alger - avec l'extension du partenariat avec l'UNHCR jusque-là destiné aux réfugiés sahraouis présents dans le sud du pays - aux réfugiés et demandeurs d'asile en majorité sub-sahariens vivant à Alger et sa périphérie.

**Cette année 2011 a connu un important développement des partenariats avec des associations locales.** Le plus souvent, ces projets combinent des actions visant à améliorer les conditions de vie (accès à l'eau, à la sécurité alimentaire, à des services de base) de populations vulnérables tout en incluant un volet spécifique de renforcement des capacités de l'organisation locale. L'augmentation du nombre de partenariats a conduit Triangle G H à préciser et compléter sa politique de formation et d'accompagnement (aux niveaux opérationnel, administratif et logistique) des ONG locales des pays dans lesquels Triangle G H intervient.

Ce type de partenariat, s'il n'est pas nouveau, doit se construire afin de dépasser le simple niveau de collaboration actuel pour favoriser l'échange de compétences et augmenter la capacité de ces organisations à capter puis à gérer des fonds institutionnels. Si le niveau de professionnalisme des partenaires locaux de Triangle G H est hétérogène, leur capacité opérationnelle est toujours élevée. Souvent portées par les populations bénéficiaires, les associations locales sont l'exemple même de concrétisation des méthodes participatives.

**Enfin, autre évènement annuel :** un groupe de travail s'est constitué pour définir une stratégie visant à diversifier et augmenter les ressources privées de l'association. Au-delà du classique fundraising ou mécénat, nous avons souhaité prendre en compte l'évolution des entreprises qui entrent aujourd'hui dans une réflexion intégrant les enjeux de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et privilégier des partenariats, riches de sens, durables et solides, éloignés des opérations de communication et de marketing sporadiques. Ce travail nous a donné l'occasion de préciser notre positionnement à l'égard du secteur privé (voir page 13), il a donné lieu au projet de création d'un nouveau poste de « chargé des partenariats » dont l'entrée en fonction est prévue dans le deuxième trimestre 2012.



# | l'expertise de triangle génération humanitaire |

**Triangle Génération Humanitaire est une organisation de solidarité internationale qui intègre dans ses programmes urgence, réhabilitation et développement.**

**Au sein de son approche généraliste, le moteur de son action est un fonctionnement professionnel et fortement interactif qui inclut plusieurs domaines d'expertise :**

- Eau, hygiène, assainissement et génie civil
- Développement rural et sécurité alimentaire
- Socioéducatif et psychosocial

**L'association dispose d'un pôle technique dont les principales fonctions sont :**

- Étude, expertise et évaluation,
- Stratégie et mise en œuvre,
- Création d'outils de référence,
- Transfert de compétences, outils méthodologiques et formation,
- Mise à jour continue des bibliothèques techniques,
- Activation et développement d'un réseau interprofessionnel,
- Capitalisation de l'expérience.



## eau, hygiène, assainissement et génie civil

Triangle Génération Humanitaire a acquis une expertise technique dans le secteur eau, hygiène, assainissement et génie civil au travers d'interventions menées sur le terrain depuis de nombreuses années. La nature de ses interventions varie selon le niveau de réponses à apporter (urgence, réhabilitation, développement et sécurité alimentaire). Elle est également adaptée pour répondre d'une manière efficace aux besoins locaux des populations en mettant en place des infrastructures pérennes et appropriées aux spécificités des groupes à risque, ayant un accès limité voire inexistant à l'eau ou à l'assainissement. Les projets d'amélioration des conditions de vie liées à l'eau sont directement supervisés par la cellule technique Eau, hygiène et assainissement, qui valorise et garantit l'impact positif des projets menés et prend en compte l'adéquation entre ressources, environnement et population.

### Accès à l'eau potable

- Construction et / ou réhabilitation de puits, forages et captage de sources
- Protection de la ressource contre les contaminations
- Mise en place de systèmes d'exhaure<sup>1</sup> par pompage à motricité humaine ou mécanique (électrique, solaire...)
- Création / réhabilitation de réseaux d'alimentation en eau (gravitaire<sup>2</sup>, simplifié en zone rurale, urbain)
- Mise en place de systèmes de traitement (filtration, décantation, chloration...) afin de garantir la qualité de l'eau potable
- Création / consolidation des systèmes communautaires de gestion de l'eau (soutien à l'autonomie au niveau financier, technique et organisationnel)
- Formations techniques et de gestion de l'eau (suivi au moyen d'études sanitaires, mise en place de système de monitoring performant)
- Approvisionnement en eau potable en situation d'urgence (camions-citernes, rampes de distribution)

### Assainissement

- Construction et / ou réhabilitation de latrines familiales et publiques
- Valorisation des déchets (compostage, assainissement écologique, biogaz<sup>3</sup> ...)
- Réhabilitation de réseaux d'évacuation des eaux usées

1 - Épuisement des eaux d'infiltration d'un terrain, d'une mine, d'une carrière...  
2 - Écoulement de l'eau où l'altitude de la source est supérieure à l'altitude du point de consommation et se déplace donc grâce à la force de gravitation.  
3 - Gaz produit par fermentation de matières organiques, animales ou végétales en l'absence d'oxygène. Cette fermentation se produit naturellement dans les marais ou spontanément dans les décharges contenant des déchets organiques, mais on peut aussi la provoquer artificiellement dans des digesteurs pour traiter des boues d'épuration, des déchets organiques industriels ou agricoles, etc.

- Gestion et valorisation des ordures ménagères
- Lutte contre les vecteurs des maladies liées à l'eau (moustiques, mouches, rongeurs...) et prévention contre le paludisme
- Mise en œuvre de la méthodologie ATPC<sup>4</sup> (CLTS)

## Promotion de l'hygiène

- Approche participative (méthodologie PHAST<sup>5</sup>, enquêtes CAP<sup>6</sup>, PRA<sup>7</sup> ...)
- Formation des formateurs
- Sessions de sensibilisation auprès de la population, avec un focus dans les écoles
- Supports de communication (posters, pancartes, livrets, spots radio...)

## Génie civil

- Étude, conception et suivi des travaux pour la réhabilitation ou la construction d'ouvrages divers
- Adduction d'eau et assainissement : réservoirs, latrines, DEWATS<sup>8</sup>, fosses et caniveaux
- Infrastructures routières : routes, pistes, ponts et jetées
- Bâtiments : écoles, abris, cliniques et hôpitaux
- Infrastructures agricoles : digues, barrages, seuils en gabions<sup>9</sup>, canaux d'irrigation, bassins aquacoles, bâtiments d'élevage, silos, serres et réservoirs
- Environnement : biogaz et constructions bioclimatiques
- Formations en construction et en maintenance des installations

### ■ Contact :

Cellule technique Eau, hygiène, assainissement et génie civil :

| [wash@trianglegh.org](mailto:wash@trianglegh.org)



## développement rural et sécurité alimentaire

La mission de la cellule "Sécurité alimentaire et développement rural" est d'apporter un soutien aux populations rendues vulnérables suite à des crises humanitaires ou à des situations économiques difficiles, pour que celles-ci puissent se nourrir de manière autonome. Pour comprendre dans sa diversité et sa complexité le fonctionnement des sociétés

4 - Assainissement Total Piloté par la Communauté / Community-Led Total Sanitation;

5 - Participatory Hygiene and Sanitation Transformation - Cette méthode privilégie une approche participative consistant à identifier, avec les populations locales, les problèmes d'hygiène et d'assainissement auxquels elles sont confrontées et à trouver des solutions simples pour les résoudre.

6 - Connaissances, Attitudes et Pratiques – Knowledge, Attitude, Practices (KAP).

7 - Participatory Rural Appraisal - Méthode Accélérée de Recherche Participative.

8 - Decentralized Wastewater Treatment Systems / Systèmes décentralisés de traitement des eaux usées.

9 - Le gabion désigne une sorte de casier, le plus souvent fait de solides fils de fer tressés et contenant des pierres, utilisé pour construire une berge artificielle non étanche. On utilise fréquemment des gabions pour lutter contre l'érosion fluviale ou torrentielle.

auprès desquelles nous intervenons, la cellule s'appuie sur une approche systémique et multidisciplinaire.

Elle met l'accent sur les caractéristiques et contraintes des différents écosystèmes, sur l'organisation socioéconomique, sur les dynamiques de changement et sur les interactions entre ces composantes, analysées à différentes échelles. Cette approche met en évidence les stratégies et les savoir-faire locaux dans les systèmes de production, dans l'organisation économique des ménages et dans l'organisation socioéconomique et culturelle de la société. Dialogue et concertation avec les communautés, implication des acteurs locaux sont les principes qui permettent de définir et d'orienter nos actions et qui garantissent ainsi la pertinence des projets.

### **Sécurité en post crise**

- Évaluation des besoins
- Mise en place de dispositifs communautaires pour la relance des activités rurales
- Distribution d'intrants<sup>10</sup> (semences, outils)
- Aide à la réconciliation en cas de conflits sur le foncier ou l'accès à l'eau
- Accompagnement technique (suivi, conseil, formation)
- Renforcement des capacités des producteurs à pérenniser leurs activités (reconstitution des stocks de semences...)

### **Projets intégrés de développement agricole, élevage et pêche**

- Cultures vivrières autoconsommées (céréales, maraichage)
- Jardins maraichers et arboricoles (mise en place de pépinières, introduction de nouvelles variétés adaptées, appui à l'irrigation...)
- Expérimentation et parcelles pilotes (variétés et itinéraires techniques) puis vulgarisation
- Promotion systématique de pratiques d'agriculture biologique et sensibilisation aux risques liés à l'utilisation de produits chimiques de synthèse
- Construction de polders<sup>11</sup>
- Élevage : santé animale (vaccination, prophylaxie et traitement des animaux), nutrition et amélioration des ressources fourragères (distribution de semences et mise en défens<sup>12</sup> des parcours)

### **Renforcement des capacités des organisations de producteurs**

- Ateliers communautaires pour la construction artisanale de bateaux de pêche
- Formation de producteurs, formateurs et acteurs en développement rural
- Banques de semences

10 - En agriculture, on appelle « intrants » tout ce qui est acheté ou consommé chaque année pour la culture et l'élevage : les engrais, les amendements, les semences, l'alimentation du bétail, les produits vétérinaires...

11 - Un polder est une étendue artificielle de terre, dont le niveau est inférieur à celui de la mer, gagnée sur des marais, des estuaires, des lacs ou des zones littorales.

12 - La mise en défens est l'ensemble des mesures consensuelles prises par les populations locales, pour réhabiliter et conserver les ressources sylvo-pastorales d'une zone donnée de leur terroir, de façon à pérenniser les ressources fourragères. Ces mesures permettent également de produire durablement des avantages écologiques, socioéconomiques et culturels.

- Activités génératrices de revenus et microcrédits pour des filières locales
- Appui à l'organisation locale des filières agroalimentaires (optimisation de la transformation, collecte et commercialisation)
- Professionnalisation des organisations locales de producteurs (coopératives et autres organisations traditionnelles collectives)

## Gestion des ressources naturelles

- Développement de l'hydraulique agricole et pastorale (périmètres irrigués, puits, réservoirs)
- Lutte contre la désertification
- Aménagements pour la conservation des sols
- Mesures de conservation et de valorisation de la forêt
- Gestion de la biodiversité

## Amélioration de l'alimentation

- Amélioration et diversification des productions agricoles
- Sensibilisation à l'alimentation et à la relation nutrition/santé (équilibre et hygiène alimentaire)
- Développement de productions riches en nutriments essentiels (beta carotène, fer...)

### ■ Contact :

Cellule technique Sécurité alimentaire et développement rural :

| [agro@trianglegh.org](mailto:agro@trianglegh.org)



## socioéducatif et psychosocial

Les programmes éducatifs, sociaux et/ou psychosociaux font partie intégrante des interventions de Triangle G H depuis sa création. Ses acteurs sont en effet convaincus qu'au delà de l'aide matérielle apportée aux populations en difficulté, une autre dimension s'impose. Sur les zones d'intervention, des enfants, des adolescents, leurs familles, ont besoin d'être accompagnés pour faire face au bouleversement de leur existence, au traumatisme qu'ils viennent de vivre, à leur situation extrême de réfugiés, déplacés, «retournés», ou en raison de la précarité de leurs conditions de vie. Ces actions sont systématiquement réalisées avec les ressources humaines locales, et en concertation avec la communauté qui, par son implication, se reconstruit et retrouve sa propre identité.

## **Soutien éducatif**

- Soutien éducatif en direction des enfants et adolescents handicapés, orphelins, abandonnés, ou souffrant de traumatismes liés à la guerre, à l'exil, aux catastrophes naturelles...
- Actions éducatives basées sur le jeu à multiples composantes, les apprentissages divers, les activités permettant l'expression des difficultés, le développement des capacités

## **Prise en compte des difficultés sociales et psychologiques des populations**

- Présence, écoute, dialogue suite à des situations traumatiques
- Recherche concrète de restauration des liens sociaux, apaisement des conflits
- Soutien à l'émergence de projets communautaires
- Accompagnement dans la prise en charge de personnes en grave difficulté ou de groupes particulièrement vulnérables au sein des communautés bénéficiaires
- Accompagnement social dans les camps de réfugiés

## **Appui à la gestion ou aide à la création de structures éducatives et/ou sociales**

- Enquêtes préalables, création et animation de structures associatives ou gouvernementales
- Cantines sociales
- Centres accueillant des enfants handicapés
- Centres de ressources pour la jeunesse
- Structures d'accueil pour les enfants des rues

## **Mise en place de dispositifs de formation**

- Formation de différents types de personnels (animateurs, éducateurs, encadrants, enseignants...) dans leurs fonctions éducatives et/ou sociales : formation de base, promotion de responsables, remises à niveau
- Formation professionnelle des jeunes : hôtellerie, restauration...
- Ateliers d'apprentissage (Éducation Non Formelle) : cuisine, couture, broderie, électricité, mécanique, menuiserie, informatique...

### **■ Contact :**

Cellule technique Socioéducatif et psychosocial :

| [socio@trianglegh.org](mailto:socio@trianglegh.org)



# construire avec les entreprises partenaires

Association de solidarité internationale, Triangle Génération Humanitaire souhaite développer ses opportunités de mécénat et de partenariat, en sollicitant notamment les entreprises pour dynamiser et valoriser ses savoir-faire : une approche intégrée et durable, des expertises techniques et des projets élaborés au plus près des besoins et ressources locales, dans un accompagnement à long terme des populations.

Triangle G H a associé depuis sa création des partenaires économiques institutionnels et privés à la mise en œuvre de ses projets sur ses terrains d'action. De grands groupes, des fondations, des groupements d'intérêt, des collectivités territoriales, des comités d'entreprise, qu'ils soient régionaux, nationaux, européens ou internationaux ont accompagné les actions de Triangle G H sur le terrain (Total, Fondation de France, Fondation Hermès, intercommunalité Toulouse-Blagnac, Comité National Olympique et Sportif Français, Téfal...).

L'expertise de Triangle G H peut nourrir les enjeux de responsabilité sociétale des entreprises, celles-ci peuvent être les leviers du développement au travers de partenariats orientés vers l'innovation et les relations stratégiques des quatre domaines d'expertise de l'association :

- **Eau, hygiène, assainissement,**
- **Développement rural & sécurité alimentaire,**
- **Génie civil,**
- **Socioéducatif & psychosocial**

En s'engageant dans une démarche de diversification de ses ressources privées, Triangle G H propose aux entreprises responsables d'être, ensemble, acteurs de solidarité et de développement.

## être partenaires dans la création de valeurs

Triangle G H inscrit dans sa stratégie de développement la recherche active de financements privés. Une gouvernance transparente et réactive permet d'étudier au cas par cas les opportunités de partenariat avec le secteur privé, tout en conservant l'adhésion de tous les collaborateurs.

Les partenariats sont envisagés dans une perspective de durabilité et d'intégration sociale, qui peut répondre à des besoins de renforcement des pratiques de l'association comme à des impératifs de responsabilité sociétale des entreprises. Dans tous les projets développés, la priorité sera donnée aux besoins et intérêts des populations bénéficiaires, dans une dynamique de dialogue constructif avec toutes les parties prenantes de la société.

## impact et innovation

Triangle G H, qui s'ouvre à toutes les entreprises intéressées à s'associer à ses activités de réhabilitation et de développement, choisit de concentrer sa recherche de partenaires en fonction de quatre objectifs principaux :

- Cofinancer des projets reconnus d'intérêt public par ses partenaires institutionnels ;
- Développer sa capacité d'innovation et de prospective (nouveaux terrains et nouvelles méthodologies d'intervention) ;
- Financer des projets en autonomie ;
- Évaluer à long terme les projets réalisés et capitaliser les savoir-faire selon les axes stratégiques de l'association.

### **Triangle G H privilégiera une collaboration avec le secteur privé en respectant trois niveaux d'approche :**

- La poursuite d'expériences enrichissantes de mécénat, la réponse aux appels à projets et manifestations d'intérêt d'entreprises et de fondations ;
- L'interaction avec des entreprises multinationales et groupements d'intérêts avec lesquels l'association pourra contribuer à améliorer la prise en compte des dimensions sociales, environnementales et économiques au sein de leurs chaînes de valeur ;
- La sensibilisation et la coopération avec les groupes portant le dynamisme et l'innovation de la région Rhône-Alpes, ancrage naturel de Triangle G H, à travers un Club « Impact & Innovation ».

Capitalisation et échange d'expériences constitueront la base de partenariats innovants pour construire, ensemble, de la valeur autour des questions de prospective des métiers du développement.



# les programmes réalisés et en cours

# algérie



Capitale :	Alger
Superficie :	2.381.741 km <sup>2</sup>
Population :	35,4 millions
Croissance démographique :	1.165%
PIB/habitant :	7.200 \$
Espérance de vie :	74,73 ans
Taux de chômage :	9.7%
Indice de développement humain (IDH) :	96/187

État d'Afrique du Nord faisant partie du Maghreb, l'Algérie est à la fois le plus grand pays d'Afrique, du monde arabe et du bassin méditerranéen. Elle partage des frontières avec la Tunisie (nord-est), la Libye (est), le Niger et le Mali (sud), la Mauritanie et le territoire non autonome du Sahara occidental (sud-ouest), et le Maroc (ouest).

## Camps de réfugiés sahraouis

Le Sahara occidental, territoire non autonome selon l'ONU, est situé au nord-ouest de l'Afrique. Sa côte ouest donne sur l'Atlantique, et il est bordé par le Maroc (nord), l'Algérie (nord est), et la Mauritanie (est et sud). Triangle G H intervient dans les camps de réfugiés sahraouis, situés en territoire algérien.

Après plus d'un siècle de colonisation française, l'Algérie obtient son indépendance en 1962, à l'issue d'une guerre engagée depuis 1954. L'Algérie connaît un système multipartite et appartient à de nombreuses organisations internationales (ONU, Union Africaine, Mouvement des Non-alignés, Ligue Arabe). Des élections générales sont prévues en 2012. Le Sahara occidental est une ancienne colonie espagnole, qui n'a toujours pas trouvé de statut définitif sur le plan juridique, plus de trente-cinq ans après le départ des Espagnols en 1976.

Le territoire est revendiqué à la fois par le Maroc et par la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD), proclamée par le Front Polisario en 1976. Le conflit armé, démarré

<b>1884</b>	Occupation du territoire sahraoui par l'Espagne.
<b>1963</b>	Le Sahara Occidental est classé sur la liste des territoires non autonomes selon les Nations Unies (statut inchangé à ce jour).
<b>1966</b>	L'Assemblée Générale des Nations Unies invite l'Espagne à organiser un référendum au Sahara sous les auspices de l'ONU, auquel s'oppose le Maroc, au nom de ses «droits historiques».
<b>1973</b>	Création du mouvement politique et armé du Sahara Occidental contre l'occupation espagnole (Front Polisario).
<b>1975</b>	
14 octobre	Avis consultatif de la Cour Internationale de Justice sur le statut du territoire, confirmant qu'aucun lien de souveraineté territoriale ne s'oppose au principe d'autodétermination.
6 novembre	Le roi du Maroc, Hassan II, organise une marche pacifique de 350.000 volontaires civils (la «Marche Verte») afin de prendre le contrôle symbolique du territoire.
14 novembre	L'Espagne signe les accords de Madrid, qui partagent le territoire entre le Maroc (2/3 nord) et la Mauritanie (1/3 sud).
<b>1976</b>	Le Front Polisario proclame la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) et entre en conflit avec le Maroc et la Mauritanie.
<b>1979</b>	
10 août	Signature d'un traité de paix entre le Front Polisario et la Mauritanie, qui cède sa partie du Sahara Occidental au mouvement indépendantiste.
14 août	Le Maroc annexe l'ancien territoire mauritanien.
<b>1980</b>	Le Maroc entreprend la construction d'un mur de 2 720 km, séparant le territoire en deux. Cette construction s'achève en 1987, le Maroc contrôle 80% du pays.
<b>1991</b>	La médiation des Nations-Unies aboutit à un cessez-le-feu, et la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) entre en fonction.
<b>1991-2011</b>	Les nombreuses phases de négociation organisées sous l'égide de la MINURSO n'ont pas permis d'aboutir à un règlement politique du conflit.

en 1976, s'achève sur un cessez-le-feu en 1991 obtenu grâce à la médiation de l'ONU. Le territoire est aujourd'hui partagé par un mur construit dans les années 1980 par le Maroc, qui occupe les 80% du territoire situés à l'ouest de ce mur, les 20% restants étant sous le contrôle du Front Polisario. Le référendum voulu par l'ONU afin de déterminer le statut du territoire a été reporté à plusieurs reprises. Depuis 2007, l'ONU a engagé une médiation entre les représentants du Maroc et du Front Polisario, sans parvenir à obtenir un accord. Le Maroc propose une large autonomie permettant une administration locale du territoire, qui resterait sous la souveraineté marocaine. Le Front Polisario, soutenu par l'Algérie, réclame la totale indépendance du Sahara Occidental.

Pour échapper au conflit armé, plusieurs milliers de personnes ont quitté dès 1975 le Sahara Occidental pour se réfugier de l'autre côté de la frontière algérienne. Cette population est estimée à plus de 150.000 personnes, qui vivent depuis plus de trente cinq ans dans des camps répartis autour de la ville de Tindouf, en Algérie. L'aide internationale est indispensable à ces réfugiés pour avoir accès aux services essentiels (accès à l'eau, assainissement, hygiène, alimentation/nutrition, soins de santé, soutien aux personnes vulnérables...).

Depuis 1993, la Commission européenne a fourni 165 millions d'euros pour répondre aux besoins des réfugiés.

# Triangle G H en algérie

**personnel  
expatrié**

**5**

**personnel  
national**

**49**

**programmes  
réalisés**

**27**

**programmes  
en cours**

**4**

Après deux missions d'évaluation en 2000, les interventions de Triangle G H dans les camps de réfugiés sahraouis ont débuté en 2001 avec un programme de construction et d'équipement de centres d'accueil pour les personnes handicapées. Triangle G H conduit depuis plusieurs projets : distribution de kits d'hygiène composés de produits de base (savon, shampoing, lessive, serviettes hygiéniques), production d'eau de Javel destinée aux institutions sahraouies (hôpitaux notamment), soutien aux centres pour personnes handicapées, gestion d'un atelier mécanique en charge de la réparation des flottes de véhicules assurant les distributions d'eau et de vivres, gestion de la base de Rabouni qui accueille les bureaux et logements des organisations et institutions internationales, fourniture de matériel et consommables médicaux et réhabilitation des infrastructures médicales (hôpitaux, dispensaires, pharmacies).

En juillet 2003, Triangle G H, déjà présent dans les camps de réfugiés sahraouis, apporte son soutien à la population algérienne à la suite du tremblement de terre qui frappe Alger et sa région, au travers de la mise en place d'actions périscolaires dans deux écoles, et de la création d'un centre de soutien psychologique pour les victimes du séisme. Ces deux actions sont financées par la Fondation de France, qui a également permis la mise en place d'un programme de soutien scolaire aux enfants hospitalisés de la région de Boumerdès (est d'Alger). Depuis janvier 2011, Triangle G H met également en œuvre un programme d'assistance aux réfugiés subsahariens de la périphérie d'Alger, financé par l'UNHCR.

- 2003** Création d'une boulangerie
- 
- Création d'une cellule d'accueil, d'écoute et de soins psychologiques - Belouizdad et Bordj Ménaïel
- 
- 2004** Soutien aux structures de prise en charge des personnes handicapées
- 
- Création de classes de soutien scolaire en milieu hospitalier - région de Boumerdeès
- 
- 2005** Achat et distribution de kits d'hygiène destinés aux femmes sahraouies réfugiées dans les camps d'Aoussert, El Aioun, Dakhla et Smara
- 
- Soutien aux personnes handicapées et aux personnes âgées vulnérables
- 
- 2006** Programme d'urgence à la suite des inondations de février 2006
- 
- Réhabilitation des structures de santé endommagées par les inondations de février 2006
- 
- Achat et distribution de kits d'hygiène destinés aux femmes sahraouies réfugiées dans les camps d'Aoussert, El Aioun, Dakhla, Smara et du « 27 février »
- 
- 2007** Poursuite et extension du projet de soutien aux personnes handicapées et aux personnes âgées vulnérables
- 
- Achat et distribution de kits d'hygiène destinés aux femmes sahraouies réfugiées dans les camps d'Aoussert, El Aioun, Dakhla, Smara et du « 27 février »
- 
- 2008** Soutien aux populations réfugiées
- 
- Amélioration des conditions de vie et des moyens de subsistance des personnes handicapées
- 
- Distribution de kits hygiéniques aux femmes et aux personnes handicapées et âgées
- 
- 2009** Soutien aux populations réfugiées
- 
- 2010** Distribution de kits hygiéniques et campagnes de sensibilisation pour les femmes et les personnes handicapées et âgées
- 
- Soutien aux programmes d'intervention du Programme Alimentaire Mondial dans les camps de réfugiés
- 
- Soutien aux populations réfugiées



## Programme d'assistance aux réfugiés d'Alger



Signataire de la Convention de 1951 sur les réfugiés et de son Protocole de 1967, l'Algérie a sollicité l'UNHCR pour élaborer un régime d'asile national. Le HCR assure la détermination du statut de réfugié en vertu de son mandat et a initié depuis 2007 un programme d'établissement et de suivi des procédures de demande d'asile et d'assistance matérielle aux réfugiés urbains vivant à Alger et dans sa périphérie, leur donnant accès à un logement décent, à un panier alimentaire de base, à des produits d'hygiène, ainsi qu'une prise en charge médicale et scolaire pour les enfants.

Le logement, l'alimentation, l'hygiène et le suivi psychosocial des réfugiés sont assurés par Triangle Génération Humanitaire depuis janvier 2011. La prise en charge de la scolarisation des enfants réfugiés est faite par le Réseau Algérien pour la Défense des droits de l'enfant (NADA), la prise en charge médicale par le HCR, et le suivi juridique par le biais de la Ligue Algérienne des Droits de l'Homme (LADDH). Un accord de partenariat a été également conclu avec Caritas-Algérie qui assure des formations qualifiantes et autres activités pour les réfugiés, et le Conseil Italien pour les réfugiés (CIR) qui fournit une assistance matérielle pour les demandeurs d'asile.

La population assistée au titre de ce projet est de 131 réfugiés<sup>1</sup> même si le pays compte près de 856 demandeurs d'asile au 31 décembre 2011, originaires principalement d'Afrique sub-saharienne (République démocratique du Congo, Cameroun, Côte d'Ivoire, Nigeria, Soudan, Tchad, Somalie), mais également d'Iraq, de Palestine et de Syrie. La population de demandeurs d'asile est passée de 313 au 31 décembre 2010 à 856 un an plus tard.

1 - personne qui se trouve hors du pays dont elle a la nationalité ou dans lequel elle a sa résidence habituelle ; qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, et qui ne peut ou ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou y retourner en raison de ladite crainte

L'objectif principal de cette action est de fournir un toit et une assistance alimentaire aux réfugiés, ainsi que des articles pour la saison hivernale (couvertures, matelas et autres matériels de première nécessité pour les plus vulnérables).

Cette action a également pour objectif d'apporter une assistance psychosociale aux réfugiés. L'équipe du projet, composée de travailleurs sociaux, apporte suivi et écoute au quotidien. Pour apporter un suivi psychologique plus poussé et professionnel, un partenariat avec l'association pour l'Aide, la Recherche et le Perfectionnement en Psychologie (SARP) a été mis en place. Cette association met à disposition ses locaux et une psychologue afin d'assurer la prise en charge de certains réfugiés.

Des visites régulières ont lieu chez les réfugiés afin de les aider dans leurs différentes démarches, de s'assurer de la scolarisation des enfants, d'intervenir comme médiateur dans leurs relations avec le voisinage ou les propriétaires, de repérer et signaler à l'UNHCR les cas de détresses (femmes victimes de violences, mineurs en danger), d'en assurer le suivi (psychologique ou autre), de participer à leur intégration dans la société algérienne dans la mesure du possible, d'être à l'écoute, de les soutenir et de les conseiller sur divers aspects (suivi de la scolarisation de leurs enfants par exemple).

Une sensibilisation a été initiée auprès des non arabophones afin de suivre des cours d'arabe gratuits au Centre culturel de Cheraga. Certains réfugiés participent à des formations et ateliers chez Caritas : électricité et soudure pour les hommes, couture et mosaïque pour les femmes.

Un volet essentiel de cette action consiste à fournir un panier alimentaire mensuel pour les réfugiés, essentiellement constitué de denrées alimentaires de base (céréales, légumineuses, huile, sucre, café/thé et lait pour les enfants de moins de trois ans), ainsi que des produits d'hygiène pour les femmes (contenant 20 serviettes hygiéniques, 2 savons, 1 shampoing) et les enfants (couches).

Enfin, Triangle G H tente d'apporter des solutions à la problématique des mineurs isolés, avec la création et le soutien à un réseau de familles d'accueil.

Cette action sera reconduite en 2012.

**bénéficiaires**

**140**

**partenaire**





## Amélioration des conditions d'hygiène pour les femmes sahraouies et les personnes handicapées et âgées, réfugiées dans les camps sahraouis au sud de Tindouf en Algérie



Compte tenu des conditions de vie dans les camps de réfugiés, la problématique de l'hygiène est rapidement apparue comme prioritaire.

Un grand nombre de réfugiés ne sont pas en mesure de prendre en charge les frais liés à l'achat de produits d'hygiène corporelle et domestique, et particulièrement d'hygiène intime féminine, qui par ailleurs, sont peu disponibles sur les rares marchés des camps.

Le recours à des systèmes traditionnels destinés à remplacer ces produits (utilisation de tissus en remplacement des serviettes hygiéniques) s'est avéré être la cause de nombreuses maladies (infections gynécologiques ou dermatologiques).

Triangle G H procède depuis 2005 à la distribution de kits composés de savon, shampoing, lessive et serviettes hygiéniques, et accompagne depuis plusieurs années ces distributions de campagnes de sensibilisation à la problématique de l'hygiène. Le projet est soutenu par plusieurs partenaires locaux : ministère de l'Équipement, Croissant Rouge, ministère de la Santé, ministère de l'Information, secrétariat d'État à la Promotion des femmes.

Au cours de ce projet, les kits hygiéniques ont été composés, pour les femmes et jeunes filles, de 4 savons de Marseille de 250 gr, 2 paquets de 10 serviettes hygiéniques, 1 flacon de shampoing de 500 ml, 1 sachet de lessive en poudre de 550 gr.

3 distributions de produits hygiéniques ont été effectuées durant l'année 2011, s'adressant chacune à 38 450 personnes. Une distribution supplémentaire de 2 savons par bénéficiaire en fin de projet a été conduite.

Les personnes handicapées ont également été ciblées par le projet et 2 distributions de kit comprenant 2 shampoings, 4 savons et 2 bouteilles de détergent ont été faites pour 1393 personnes identifiées.

Le projet comprenait également un volet sensibilisation à l'hygiène auprès des populations pour améliorer les pratiques et connaissance hygiéniques. 100 sessions de sensibilisation ont été conduites dans les 4 camps pour 1 000 femmes. Une campagne média composée de tables rondes radiophoniques, de messages courts reprenant les thèmes de la campagne mais également d'un spot télévisé ont permis de relayer les messages principaux à une très grande échelle.

<p><b>bénéficiaires</b></p> <hr/> <p><b>39.843</b></p> <p>38.450 femmes</p> <p>1.393 personnes handicapées</p> <p>1000 femmes sensibilisées</p>	<p><b>partenaires</b></p> <hr/> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère de l'Équipement Sahraoui</li> <li>• Croissant Rouge Sahraoui</li> <li>• Ministère de l'Information Sahraoui - Secrétariat d'État à l'Assistance Sociale et à la Promotion des Femmes</li> </ul>	<p>COMMISSION EUROPÉENNE</p>  <p>Aide humanitaire</p>
---	--	--



## Soutien aux populations réfugiées sahraouies

	<p><b>budget</b></p> <hr/> <p><b>1.647 K€</b></p>	<p><b>durée</b></p> <p>J F M A M J J A S O N D</p> <hr/> <p>2011 ■■■■■■■■■■</p>
---	---	---

Des statistiques précises sur le nombre de réfugiés ne sont pas disponibles en raison de l'absence de recensement dans les camps. Les autorités sahraouies ainsi que le gouvernement algérien estiment à 165,000 le nombre de réfugiés dans les camps. En l'absence d'enregistrement récent, les programmes d'assistance de l'UNHCR et du PAM visent 90.000 réfugiés, considérés comme les plus vulnérables. En 2007, après des consulta-

tions avec les autorités algériennes et sahraouies et afin de répondre aux problèmes de malnutrition dans les camps, le nombre de rations mensuelles a été augmenté de 35,000 pour atteindre 125,000.

Les femmes et les enfants représentent plus de 70 % de la population bénéficiaire de l'assistance dans les camps.

### **Triangle G H intervient sur différents volets de l'assistance UNHCR aux réfugiés sahraouis :**

- **Logistique** : maintenance des bases opérationnelles de l'UNHCR, réparation et maintenance du parc de véhicules, formation des mécaniciens et chauffeurs,
- **Santé** : fourniture, installation et maintenance de matériel et consommables médicaux, formations dispensées au personnel des centres de santé,
- **Soutien aux personnes handicapées** : fourniture d'équipement et de matériel aux centres d'accueil et de prise en charge pour les personnes handicapées, formation aux personnels,
- **Hygiène** : achat/production et distribution d'eau de Javel pour les centres médicaux, le département de l'eau et les écoles.

L'ensemble de ces actions a pour but d'assurer aux habitants des camps un accès régulier à l'eau, aux vivres, à un service de collecte des déchets, à un service médical et d'évacuation des malades, mais également d'améliorer les capacités techniques et opérationnelles des centres pour handicapés, et plus généralement d'enrayer les problèmes de santé récurrents en restaurant des conditions d'hygiène adéquates.

Cette action est la poursuite d'un partenariat engagé avec l'UNHCR depuis 2001, et dont les activités sont reconduites en 2012.

#### **bénéficiaires**

# 125.000

parmi les réfugiés  
les plus vulnérables  
(source HCR)

#### **partenaires**



- **Secrétariat d'État sahraoui à l'Assistance Sociale et à la Promotion des Femmes**
- **Ministère sahraoui de la Santé**
- **Ministère sahraoui de l'Eau**
- **Ministère sahraoui de la Coopération**
- **Croissant Rouge Sahraoui**



# birmanie

| union du myanmar



Capitale :	Naypyidaw
Superficie :	676.578 km <sup>2</sup>
Population :	54,6 millions
Croissance démographique :	1.07%
PIB/habitant :	1.300 \$
Espérance de vie :	65,24 ans
Taux de chômage :	5.5%
Indice de développement humain (IDH) :	149/187

**Située dans la péninsule indochinoise, la Birmanie est le plus grand pays du Sud-est asiatique, bordée par le Tibet (nord), la Chine, le Laos et la Thaïlande (est), et l'Inde et le Bangladesh (ouest).**

La Birmanie a été colonisée par la Grande-Bretagne en 1886, tout d'abord comme province de l'Inde, puis comme colonie autonome à partir de 1937. Le pays obtient son indépendance en 1948, et connaît une période de démocratie jusqu'en 1962, où une première dictature militaire prend le pouvoir sous la direction du général Ne Win. Celui-ci sera déposé en 1988, à la suite d'importantes manifestations. La Birmanie devient la République de l'Union du Myanmar en 1989, et la capitale est transférée de Rangoon à Naypyidaw en 2005. Des élections législatives ont eu lieu en novembre 2010 auxquelles la Ligue nationale pour la démocratie (LND) et sa représentante Aung San Suu Kyi, refusent de participer. Le Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP), parti au pouvoir, obtient 76,5% des sièges sur l'ensemble des trois parlements. Le 4 février 2011, Thein Sein est élu président de la République. Le 30 mars 2011, la junte au pouvoir est dissoute et un gouvernement civil lui succède. Ce gouvernement prend de nombreuses mesures d'ouverture et libéralisation : autorisation des antennes paraboliques permettant de capter des chaînes étrangères, ouverture des sites Internet, libération d'une partie des prisonniers politiques, autorisation du droit de grève et des syndicats, suspension du très contesté projet de barrage sur le fleuve Irrawaddy financé par le voisin chinois.

<b>1886</b>	Ralliement de la Birmanie à l'Empire des Indes britanniques.
<b>1948</b>	Indépendance de la Birmanie.
<b>1962</b>	Instauration d'un régime militaire.
<b>1990</b>	Organisation d'élections libres, remportées par Aung San Suu Kyi pour la LND.
<b>2005</b>	Transfert de la capitale à Naypyidaw.
<b>2008</b>	Le cyclone Nargis frappe les régions de l'Irrawady et de Rangoon.
<b>2010</b>	Le cyclone Giri frappe l'état du Rakhine. Le parti au pouvoir remporte les élections législatives boycottées par l'opposition. Libération d'Aung San Suu Kyi. Légalisation de la LND

Des élections législatives partielles sont prévues en avril 2012 auxquelles la LND, redevenue légale en décembre 2011, devrait se présenter. Des cessez-le feu sont également obtenus avec différents groupes frontaliers. L'année 2011, qui a vu d'importants changements dans le pays, se conclut par une visite d'Hillary Clinton, qui rencontre successivement le Chef de l'Etat et Aung San Suu Kyi. C'est la première visite d'un haut dirigeant américain depuis 1955.

La Birmanie possède de nombreuses ressources naturelles et était, dans les années 50, l'un des pays les plus riches de la zone asiatique. Sa population demeure cependant l'une des plus pauvres d'Asie, vivant pour moitié sous le seuil de pauvreté. 61% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition, plus de 25% de la population reste sans accès à l'eau potable. Par ailleurs, le pays est régulièrement frappé par des désastres naturels (cyclones, inondations...) avec des conséquences dramatiques sur les conditions de vie des populations et les moyens de production. Le 2 mai 2008, le cyclone Nargis a ravagé la côte sud ouest, faisant 140 000 victimes et affectant plus de 2 millions de personnes. La région du Delta de l'Irrawaddy, l'une des plus fertiles du pays, a été la plus touchée par le cyclone qui a balayé des villages entiers, ainsi que de nombreuses récoltes et moyens de production (semences, outils, bêtes de labour). Ce cyclone a plongé les populations dans une situation d'insécurité alimentaire et économique extrême, 70% de la population travaillant dans le secteur de l'agriculture.

# Triangle G H en Birmanie

**personnel  
expatrié**

**4**

**personnel  
national**

**30**

**programmes  
réalisés**

**3**

**programmes  
en cours**

**3**

Triangle G H a ouvert sa mission au Myanmar en décembre 2007, avec pour projet de réaliser des actions d'aide et de développement, et - en partenariat avec le Ministère des Affaires Sociales, de l'Assistance et de la Relocalisation - de mettre en place des projets d'insertion sociale et professionnelle de jeunes handicapés. Présente sur le terrain quelques heures après le passage du cyclone Nargis, l'équipe de Triangle G H a participé aux actions d'urgence par la distribution de bâches plastiques servant à la collecte des eaux de pluie dans les lieux de refuge. Elle a ainsi pu faire le constat des situations rencontrées dans les villages les plus touchés, et engager une première action de soutien à la relance agricole (culture dominante du riz) et des activités génératrices de revenus (cultures maraîchères, soutien aux activités d'élevage, d'artisanat et de pêche).

Le financement du ministère français des Affaires Étrangères, puis du LIFT ont permis de poursuivre et développer ces actions dans plus d'une quarantaine de villages. Triangle G H a également démarré en 2011 deux projets visant respectivement à l'amélioration des conditions de vie de populations des zones de la périphérie de Rangoon, et au développement des services sociaux en direction des personnes handicapées, grâce au financement de l'Union européenne.

<b>2007</b>	Missions d'étude
<b>2008</b>	Assistance aux personnes affectées par le cyclone Nargis – Division de Yangon (Rangoon), district de Kungyangon
<b>2009</b>	Soutien à la sécurité alimentaire dans les zones affectées par le cyclone Nargis – Réhabilitation de terres agricoles et d'infrastructures de proximité, appui au maraîchage- Districts de Laputta et de Kungyangon
<b>2010</b>	Restauration des moyens de subsistance pour les populations rurales de la zone du Delta



## Soutien à l'autosuffisance alimentaire et à la relance économique des populations vulnérables du district de Laputta en Birmanie



Au-delà de pertes humaines immenses, le cyclone Nargis a eu un impact profond sur la situation des familles vivant de l'activité agricole et des «sans terre» pour qui les opportunités d'emploi deviennent de plus en plus rares. La destruction des digues limitant les intrusions d'eau saumâtre et les infestations de ravageurs, et permettant la réduction de la salinité résiduelle des sols, l'utilisation excessive et disproportionnée d'intrants chimiques pour compenser la baisse de la fertilité, la disparition des stocks de semences adaptées à la nature du sol (variétés tolérantes au sel) et des attelages de buffles ont eu des conséquences socioéconomiques radicales sur les populations vulnérables, fragilisant la nutrition au sein des foyers et poussant nombre d'entre eux à migrer vers des régions périphériques en quête de nouvelles opportunités économiques.

Présentée comme une priorité par les riziculteurs, la rénovation de digues a fait l'objet d'un effort important, le renforcement de ces aménagements influant concrètement sur l'augmentation rapide des rendements. La rénovation des infrastructures traditionnelles, réalisée avec les travailleurs locaux selon un système de Nourriture contre Travail, a permis d'apporter à ces familles une aide alimentaire leur permettant de lutter contre l'endettement.

L'achat de semences étant onéreux avant les semis, et la vente postérieure à la récolte peu avantageuse, Triangle G H a mis en place des banques de semences gérées par un dispositif communautaire, auprès desquelles les paysans peuvent emprunter des semences certifiées qu'ils remboursent après la récolte. Ils peuvent ainsi faire ainsi des bénéfiques, et les semences homogènes obtenues constituent une réserve immédiatement disponible pour un nouveau semis en cas de désastre naturel. Selon les choix des comités, les bénéfiques réalisés font l'objet de fonds rotatifs investis dans la fourniture d'équipements communautaires (motoculteurs, intrants, unités de transformation...).

Les stocks initiaux ont été constitués sur la base de distributions de semences de quatre variétés de riz à cycle long et moyen. Cinq banques de semences ont pu être mises en place dans la zone d'intervention, et une formation facilitant leur bonne gestion, leur autonomie et leur expansion a été dispensée aux comités.

La mécanisation de l'agriculture dans la zone s'est intensifiée, via la distribution de motoculteurs par des organismes de développement. Cependant, les machines proposées sur le marché à un prix abordable pour les paysans sont généralement de qualité médiocre, l'environnement salin provoque d'importants dégâts liés à la corrosion, et le manque d'ateliers de service et d'entretien limitent leur durée de vie. Triangle G H a fourni l'équipement de base d'ateliers de réparation fixes localisés dans les villages, où les mécaniciens locaux sont formés par un mécanicien expérimenté pendant une durée de trois mois. La prise en charge d'un montant forfaitaire pour le remplacement de pièces détachées permet de réparer les motoculteurs sans demander aux paysans une participation financière extravagante. Avant son retrait, Triangle G H a participé à la formulation de règles d'utilisation fixant le prix des services délivrés, en concertation avec les villages ciblés et les mécaniciens.

Le quatrième volet du projet, réalisé en collaboration avec un cabinet birman de consultants (Golden Plain Agricultural Products Cooperative Society Ltd), consistait à renforcer les capacités de production des paysans par des formations techniques favorisant l'introduction de pratiques de culture améliorées et raisonnées afin de réduire les coûts de production (engrais, pesticides, densité de semis) et d'améliorer les résultats d'exploitation. Deux thématiques ont été abordées : la pertinence du recours à des pratiques plus raisonnées (diminution des intrants chimiques), et la vulgarisation de nouvelles pratiques de cultures (produits maraichers) afin de soutenir la diversification des revenus des ménages les plus vulnérables et d'améliorer le contenu de leurs paniers alimentaires. Ces formations étaient complétées pour la première thématique par des parcelles pilotes comparant la performance et l'adaptation de différents systèmes de culture, et pour la seconde par la distribution de kits personnalisés de semences maraichères, adaptés aux compétences de chaque ménage.

Pour s'assurer de la durabilité et de la reproduction de ce schéma de développement, Triangle G H forme les acteurs de la vie économique communautaire (leader paysan, chef de village...) à la maintenance et à la gestion des infrastructures, et fait appel à l'expertise d'institutions locales.

Ce projet a participé à l'accomplissement de l'Objectif n°1 du Millénaire pour le Développement ; réduire l'extrême pauvreté et la faim.

<b>bénéficiaires</b>	<b>partenaires</b>	
<b>15.224</b>	• Golden Plain	

## Interview de Khin Thet New

| animatrice communautaire Triangle G H |

### **En quoi ce projet contribue-t-il au développement et à la sécurisation des conditions de vie des populations rurales bénéficiaires ?**

“ Toutes les activités que nous menons sont absolument nécessaires à l'amélioration des conditions de vie. Ce sont globalement des activités qui atteignent l'objectif recherché : permettre aux bénéficiaires d'augmenter leurs revenus de manière durable et relancer l'économie de notre Delta. Le projet s'attaque concrètement aux difficultés quotidiennes des paysans. Il met l'accent sur l'importance de travailler en collaboration avec les institutions communautaires. Triangle G H demande un investissement des bénéficiaires. Ainsi, ceux-ci se sentent directement impliqués dans la formulation des problèmes et leur résolution, ce qui assure la pérennité de nos actions. Pour qu'un projet réussisse, il faut que les gens se sentent compris. Les participations volontaires de certains villages montrent leur réel intérêt pour nos projets. ”

### **Pour vous, quels sont les innovations et les facteurs de succès de ce projet ?**

“ La rénovation des digues est l'un des principaux facteurs pour obtenir une amélioration sensible des rendements. En deux ans, en fonction des villages, les rendements vont pouvoir être doublés. Les dégâts causés par les crabes et les rats dans les cultures ont diminué.

Ce projet permet aux paysans un accès à des semences purifiées et stockées dans des conditions optimales. La mise en place des ateliers de motoculteurs recueille un vif succès car cela relocalise l'activité agricole et limite l'endettement de nos familles.

Enfin, les formations délivrées dans le cadre d'un partenariat avec le groupe de consultance birman, Golden Plain, a suscité l'intérêt des producteurs, en particulier sur les approches innovantes de la fertilisation biologique et de la lutte intégrée contre les ravageurs. ”



## Amélioration des services sociaux délivrés par les associations locales envers les personnes handicapées au Myanmar



Triangle G H a identifié le handicap comme un domaine clé pour agir sur la réduction de la pauvreté. L'Eden Centre for Disabled Children (ECDC), une ONG birmane, propose ses services aux enfants présentant un handicap physique et/ou intellectuel, et dispense aux organismes de la société civile des formations de sensibilisation et des formations techniques de rééducation. En 2011, Triangle G H a initié une étroite collaboration avec ce partenaire afin de lui conférer plus de poids dans la planification des stratégies visant à améliorer le bien-être social des personnes handicapées. L'un des principaux objectifs de ce projet est de permettre à l'ECDC d'accroître ses capacités en matière de compétences techniques et managériales, afin d'améliorer la durabilité future de ses actions. Des changements importants sont apportés à l'organisation dans son ensemble, impliquant de nombreux membres du personnel. Des formations techniques sont organisées, en collaboration avec des spécialistes du handicap venant d'autres pays asiatiques, afin d'améliorer la qualité des services fournis. Enfin, un appui sur les capacités de recherche de financement du centre est effectué, afin d'accroître son autonomie financière future.

Au cours de ces dernières années, l'ECDC a développé un centre de soins de jour, axé sur le soutien à l'éducation et à la rééducation. Ce centre propose une gamme importante de services à la fois éducatifs et thérapeutiques (physiothérapie, ergothérapie, éducation spécialisée, hydrothérapie, psychomotricité...). Il accueille 180 enfants, dont la majorité souffre de paralysie cérébrale, de trisomie 21, de retard mental et d'autisme, dans un pays où les perspectives de rééducation des enfants et adultes souffrant d'un handicap sont quasi inexistantes. L'équipe du département Rééducation est composée de quatre physiothérapeutes, deux assistants thérapeutes et une unité de thérapie opérationnelle (un thérapeute occupationnel et un assistant thérapeute). L'équipe du département Éducation est composée de 8 personnes (quatre éducateurs spécialisés seniors et quatre

juniors). L'ECDC dispose également d'une équipe administrative, et d'un nombre variable de volontaires. Le centre est presque gratuit, les familles des enfants doivent payer un forfait d'entrée annuel de 15,000 Kyats (environ 20 US\$). Une équipe dédiée de dix personnes travaille dans un effort constant à la sensibilisation autour du handicap, en organisant des séminaires et formations à travers le pays. Triangle G H et l'ECDC travaillent ensemble sur la gestion de divers handicaps au sein de la communauté locale, en réorientant les soins vers des services et du soutien à domicile, ce qui requiert une approche intégrée entre les aidants et les thérapeutes.

L'objectif est de promouvoir, de permettre et de maintenir l'autonomie, l'inclusion sociale et la qualité de vie pour les enfants et leurs principaux aidants, dans un cadre offrant une approche centrée sur la personne.

Les deux associations travaillent ensemble sur la mise en place de deux programmes RBC (Réadaptation à Base Communautaire) dans les zones rurales de Miang Da Ka (district de Yangon) et de Kalay (district de Sagaing). L'objectif principal de ces projets est de renforcer les capacités des personnes handicapées, de leurs familles et de leur communauté au travers d'opérations de sensibilisation, de promotion de l'inclusion, de facilitation de leur accès à des opportunités de rééducation et d'éducation.

Des formations de sensibilisation aux dirigeants communautaires locaux, aux professeurs d'écoles, aux membres des familles et aux thérapeutes sur la manière de gérer le handicap sont dispensées, et des services de rééducation et d'éducation spécialisée aux enfants qui vivent dans des endroits reculés et n'ont pas accès aux services de soins sociaux sont mis en place. Triangle G H fournit du matériel fonctionnel (fauteuils roulants, béquilles, prothèses auditives...), apporte une contribution financière à l'éducation (paiement de frais de scolarité et distribution de kits éducatifs), et intervient sur les infrastructures (réhabilitation de routes, installation de rampes et de latrines accessibles), pour permettre aux personnes handicapées d'accéder aux espaces publics et de bénéficier de la même vie sociale que les autres.

Une évolution positive et encourageante pour la pérennité de ce projet tient au renforcement des liens entre l'administration de tutelle (Département des affaires sociales), et les organisations de la société civile, souvent les premières à effectuer le travail de terrain.

## bénéficiaires

**3.600**

## partenaires



**EUROPEAid**  
CO-OPERATION OFFICE



## Soutien aux personnes déplacées et aux communautés hôtes des zones de Dala et Seikyi Khanaungdho par l'amélioration des services de santé, d'eau, d'assainissement et des conditions économiques

Conduit en partenariat avec Première Urgence / Aide Médicale Internationale



Les districts de Dala et Seikyi Khanaungdho, situés à la périphérie de Yangon, sont soumis à des conditions environnementales particulières (marais et île), et d'un accès difficile, bien que proches de la capitale (en l'absence de pont, le trajet ne peut se faire qu'en bateau). Cette situation prévient toute tentative de développement urbain et économique, mais maintient des prix raisonnables des biens de première nécessité, encourageant l'immigration de nombreuses populations déplacées du fait de conflits ou de raisons économiques. La population de ces districts (176 600 habitants) est vulnérable aux aléas économiques et sanitaires, en particulier aux maladies hydriques favorisées par l'environnement. Les opportunités d'emploi sont peu nombreuses, et la plupart des habitants dépendent de l'économie de Yangon. Les coûts journaliers de transport pour joindre la capitale constituent un fardeau d'endettement pour les familles vivant à la périphérie et dépendant de l'économie informelle.

Afin d'avoir une réponse globale et pluridisciplinaire auprès des bénéficiaires, Triangle G H intervient en partenariat avec l'ONG PU/AMI. PU/AMI est en charge des activités médicales, d'eau et d'assainissement, quand Triangle G H se concentre sur les activités de soutien socioéconomique.

- Un premier volet est dédié à la création et la consolidation d'initiatives économiques locales. Diverses activités génératrices de revenus sont présentées (mécanicien, menuisier, couturier, vendeur à l'étalage...), et les bénéficiaires sélectionnés reçoivent des

formations professionnelle, mais également des formations sur le cycle d'endettement et la gestion budgétaire. Une stratégie de réduction de l'endettement accompagne ces formations.

- Un deuxième volet est consacré au soutien aux activités d'élevage (cochon, chèvre). Là encore, les bénéficiaires sont sélectionnés et reçoivent une formation vétérinaire sur les pratiques adaptées d'élevage. Des cochons et des chèvres leur sont distribués, ainsi que deux mois de nourriture.
- Le troisième volet est orienté sur le lancement de projets coopératifs, basé sur un plan d'action coopératif (capacité, pertinence, faisabilité), des formations à la gestion d'un commerce, d'une coopérative, ainsi que des formations professionnelles (artisans).
- Le dernier volet consiste en la création de trois nouveaux marchés afin de redynamiser les échanges commerciaux et soutenir économiquement la zone. Les emplacements appropriés sont identifiés, des négociations sont conduites avec les autorités afin d'obtenir les autorisations adéquates, des sessions de sensibilisation avec les travailleurs journaliers sont organisées, et des stands appropriés (bois, bambou) sont construits.

L'ensemble de ces actions est suivi quotidiennement par l'équipe de Triangle G H qui dispose d'un bureau au centre de ces quartiers. Cette mission entre dans le cadre de l'Objectif n°1 du Millénaire pour le Développement : réduire l'extrême pauvreté et la faim.



# corée du nord



Capitale :	Pyongyang
Superficie :	120.538 km <sup>2</sup>
Population :	24,6 millions
Croissance démographique :	0.535%
PIB/habitant :	1.800 \$
Espérance de vie :	69,2 ans
Taux de chômage :	NC
Indice de développement humain (IDH) :	NC/187

**La République populaire démocratique de Corée est située dans la partie nord de la péninsule coréenne, en Asie orientale. Elle est bordée par la Chine (nord), la Russie (nord-est), et la République de Corée (sud).**

Indépendante pendant une longue partie de son histoire, la Corée a été occupée par le Japon à partir de 1905. Après la Seconde Guerre mondiale, le pays est divisé, la moitié nord administrée par l'URSS et la partie sud par les États-Unis. Les offensives successives nord et sud coréennes de part et d'autre de la frontière (Guerre de Corée) ne mettront pas fin à cette séparation. L'armistice est signé le 23 mars 1953, et une zone démilitarisée est mise en place, surveillée en permanence par plus d'un million de soldats (nord-coréens, sud-coréens, et américains). Kim Il-sung, président de la Corée du Nord depuis 1948, développe l'économie et la politique du pays selon la doctrine du «Juche», une société sans classes, reposant sur le principe d'indépendance politique, d'autosuffisance économique et d'autonomie militaire.

En 1991, les deux Corée sont admises à l'ONU, et signent un pacte de réconciliation et de non agression. Kim Il-sung décède en 1994, et est remplacé par son fils, Kim Jong-Il. Malgré plusieurs accords signés avec la Corée du Sud dans les années 90 en vue d'une réunification, les relations entre les deux pays se détériorent à nouveau dans les années 2000/2010. A la mort de Kim Jong-Il, le 17 décembre 2011, son fils, Kim Jong-un est intronisé « leader suprême » du pays.

La Corée du Nord a souffert de graves crises alimentaires dans les années 1990, dues en partie aux conditions climatiques (inondations, puis sécheresse), à la très faible proportion de terres arables dans le pays (moins de 20%), mais également au système économique

<b>1910-1945</b>	Annexion par le Japon
<b>1945</b>	Capitulation du Japon – Partition de la Corée
<b>1948</b>	Proclamation de la République Démocratique de Corée
<b>1950-1953</b>	Guerre de Corée
<b>1991</b>	Admission de la Corée du Nord et de la Corée du Sud à l'ONU. Signature d'un pacte de réconciliation et de non agression.
<b>1994</b>	Mort de Kim Il Sung.
<b>1997</b>	Le fils de Kim Il Sung, Kim Jong Il, prend le pouvoir après trois ans de deuil national.
<b>2000</b>	Signature de la déclaration commune nord/sud en vue d'une réunification des deux Corées.
<b>2006</b>	Premier essai nucléaire en Corée du Nord.
<b>2007</b>	Second sommet nord/sud et signature d'un nouvel accord.
<b>2009</b>	La Corée du Nord met fin à tous les accords passés avec la Corée du Sud. Tir de missile balistique nord-coréen dans la mer du Japon.
<b>2011</b>	Mort de Kim-Jong-II - Son fils, Kim Jong-un, lui succède.

en place, à la normalisation des relations entre la Corée du Sud et la Chine, et à la disparition de l'URSS - ces deux pays étant jusqu'alors les principaux soutiens de la Corée du Nord, fournissant chaque année engrais et carburant nécessaires aux activités agricoles. Le gouvernement a sollicité l'aide des pays étrangers en 1995, qui s'est poursuivie jusqu'en 2006, date à laquelle la Corée du Nord a mis fin à l'aide humanitaire d'urgence, lui préférant une coopération au développement. Depuis, seules six ONG européennes sont autorisées à mener des projets humanitaires et de développement en Corée du Nord, avec du personnel expatrié présent de manière permanente.

Malgré le soutien de la communauté internationale, le manque de nourriture perdure, et la qualité nutritionnelle des denrées disponibles est faible. 33% des enfants âgés de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique, et la population, confrontée à une détérioration des conditions de vie depuis le milieu des années 1990, est vulnérable. Le manque de terres arables, la dégradation des sols épuisés par la culture trop intensive, le manque d'engrais et de carburants et l'absence quasi-totale de moyens mécaniques, le tout dans des conditions climatiques difficiles, limitent drastiquement la production agricole. En 2011, les rations alimentaires distribuées par l'État, dont dépendent les deux tiers de la population, ont été réduites de manière significative : de 400g de céréales par personne et par jour, elles sont à présent de 150 g, soit moins de 400 kcal (1/5<sup>e</sup> des besoins nutritionnels journaliers moyens). Différentes évaluations menées par des agences onusiennes et des ONG ont révélé les risques importants de crise alimentaire aiguë et ont plaidé pour une aide alimentaire accrue.

# Triangle G H corée du nord

**personnel  
expatrié**

**4**

**personnel  
national**

**10**

**programmes  
réalisés**

**19**

**programmes  
en cours**

**6**

Dans le cadre de l'appel à l'aide internationale lancé par le gouvernement de Corée du Nord en 1997, Triangle G H a réalisé une mission d'évaluation en 1998, qui a abouti à la mise en place d'un premier programme dans le pays – programme d'appui au secteur agricole – en 2000.

Depuis lors, Triangle G H intervient dans divers domaines : développement agricole/sécurité alimentaire (réhabilitation de polders, soutien à des fermes coopératives), réhabilitation de systèmes d'adduction d'eau potable, amélioration des infrastructures sanitaires, distribution d'aide alimentaire dans les institutions pour enfants, amélioration des conditions de vie dans les maisons de retraite, soutien à une association de promotion des droits des personnes âgées...

<b>1998</b>	Mission d'évaluation
<b>2000</b>	Programme d'appui au secteur agricole
<b>2002</b>	Réhabilitation de polders dans la province du sud Pyongyang Travaux d'isolation des écoles et des dispensaires dans 8 fermes coopératives Reforestation et protection de l'environnement dans les provinces de sud Pyongyang et sud Hwangae (phase 1) Réhabilitation du système d'adduction d'eau potable et des structures sanitaires dans la province de sud Pyongyang
<b>2004</b>	Réhabilitation de pépinières et formation du personnel, reforestation et protection de l'environnement (phase 1) Soutien logistique sur le lieu de la catastrophe ferroviaire de Ryongchon Réhabilitation des systèmes d'adduction d'eau potable de la ville de Munchon et de ses environs Soutien aux personnes âgées sans famille (phase 1)
<b>2005</b>	Soutien aux personnes âgées sans famille (phase 2) Reforestation et protection de l'environnement dans les provinces du sud Pyongyang et sud Hwangae (phase 2)
<b>2006</b>	Augmentation du potentiel de production alimentaire dans la province de Pyongyang. Réhabilitation du polder de Kumsong et renforcement des capacités de l'Entreprise des polders Réhabilitation complémentaire du réseau de distribution d'eau de la ville de Munchon
<b>2007</b>	Soutien à la fédération pour la protection des personnes âgées
<b>2008</b>	Amélioration du réseau d'eau potable de la ville de Munchon Apport de biens alimentaires dans le cadre de la réhabilitation du Polder
<b>2009</b>	Amélioration de l'accès de la population de Munchon à une eau de meilleure qualité
<b>2010</b>	Amélioration durable de l'environnement sanitaire de la ville de Munchon Amélioration et diversification des repas servis aux enfants dans les institutions sociales



## Améliorer l'accès de la population de Munchon à une eau de meilleure qualité



La ville de Munchon se situe sur la côte est de la Corée du Nord et compte environ 42 500 habitants. Dans les années 60, un réseau d'eau a été réalisé par le gouvernement, mais par manque de maintenance et de moyens il est devenu totalement obsolète et présente de nombreux dysfonctionnements. De 2005 à 2007, Triangle G H a réalisé deux projets à Munchon, financés par ECHO, qui ont permis d'améliorer et de sécuriser la production d'eau et son accès, puis d'étendre et de rénover le réseau de distribution rendant disponible 50 litres d'eau par personne et par jour dans les quartiers autour de l'hôpital.

L'objectif de cette action était de participer à la réduction de la morbidité et de la mortalité principalement chez les personnes les plus vulnérables (enfants, femmes enceintes, personnes âgées).

La réhabilitation du réseau de distribution du quartier n°4, impliquant le suivi et la maintenance des infrastructures réalisées et des interventions sur l'ancien réseau pour en réduire les fuites, a reposé sur diverses interventions : une étude topographique, le calcul et la conception du nouveau réseau de distribution d'eau, la préparation et la mise en œuvre des procédures d'achats de matériels et matériaux nécessaires aux travaux, la réception et le stockage des achats, la formation (ou la mise à jour des compétences) des ouvriers recrutés pour les travaux, la mise en œuvre des ouvrages en béton et les travaux de réseaux (terrassement, pose des tuyaux...), l'évaluation technique du réseau.

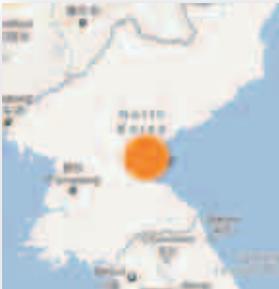
L'amélioration du fonctionnement du système de distribution d'eau s'est appuyée sur le renforcement des capacités locales en termes de management (formation de personnel technique). Elle a également nécessité de mettre en place un contrôle du système de production/distribution d'eau, des formations sur la gestion du réseau d'eau, la supervision des opérations de maintenance et de réparation du réseau, et la réception des travaux à destination des techniciens locaux.

Enfin, des informations sur la gestion de l'eau ont été transmises aux familles concernées par des sessions de sensibilisation en porte à porte et la distribution de brochures. Pour réaliser ces supports, l'équipe de Triangle G H a pris en charge l'analyse des pratiques et connaissances locales liées à la gestion de l'eau, la définition du contenu des formations et des messages à diffuser, la réalisation des moyens de communication, la formation des groupes de promotion à la bonne gestion de l'eau, l'évaluation du changement des pratiques liées à la gestion de l'eau et à l'hygiène.

<b>bénéficiaires</b>  <b>42.563</b>	<b>partenaires</b>  <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère de l'Urbanisme (MoCM) et autorités de la ville de Munchon</li> <li>• Comité Populaire de Munchon</li> <li>• Services techniques de la ville de Munchon</li> </ul>	 
---	--	--



## Amélioration durable de l'environnement sanitaire de la ville de Munchon

	<b>budget</b>  <b>417 K€</b>	<b>durée</b> <table style="width: 100%; text-align: center; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th></th> <th>J</th><th>F</th><th>M</th><th>A</th><th>M</th><th>J</th><th>J</th><th>A</th><th>S</th><th>O</th><th>N</th><th>D</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2010</td> <td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td> </tr> <tr> <td>2011</td> <td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td> </tr> </tbody> </table>		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	2010	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	2011	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D																												
2010	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■																													
2011	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■																													

Ce programme était complémentaire à l'intervention de Triangle G H sur le réseau d'eau de la ville de Munchon. Le fait d'augmenter la quantité d'eau disponible augmente automatiquement la quantité d'eau usée à évacuer et à traiter. L'action entreprise dans le cadre de ce projet porte donc sur ces deux aspects indissociables : eau potable et assainissement.

Elle vise également à réduire la mortalité et les maladies hydriques, en améliorant l'environnement sanitaire général de la ville (réhabilitation et construction de latrines publiques, augmentation du nombre de foyers reliés au réseau, amélioration du système d'évacuation des eaux usées) et en augmentant les quantités d'eau potable disponibles et d'autre part, en formant les acteurs nord-coréens à la maintenance des réseaux, à la construction de nouvelles unités et aux bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement.

Le projet a tout d'abord été axé sur la conception et l'agencement des ouvrages hydrauliques et d'assainissement ainsi que sur la formation des acteurs nord-coréens impliqués dans la mise en œuvre, le suivi et la maintenance des infrastructures. Les canalisations de gros diamètres (supérieurs à 300 mm) du réseau d'adduction d'eau potable ont été installées. Ces tuyaux, thermosoudés les uns aux autres, sont enterrés à une cinquantaine de centimètres en dessous du sol afin d'éviter les risques de gel ou autres dégradations. Plus de 7 km de tuyaux ont été installés, permettant de fournir de l'eau potable à plus de 13 000 personnes.

En parallèle, Triangle G H a mis en place des unités décentralisées pour le traitement des eaux usées (DEWATS). Ces unités, qui permettent de dégrader naturellement la pollution des eaux usées avant leur rejet dans le milieu naturel, fonctionnent sans énergie et sont faciles à mettre en œuvre et à entretenir. Triangle G H a également réhabilité quelques 2 000 mètres de canaux d'évacuation, réduisant considérablement les risques de contamination et de maladies. Les unités de traitement sont connectées à ce réseau, les eaux traitées sont évacuées directement dans la mer.

Une vingtaine de blocs de latrines publiques ont été construits, comptant chacun environ 8 cabines. Afin de maximiser l'impact de ce projet, des séances de promotion de l'hygiène et des bonnes pratiques liées à l'usage de l'eau ont été organisées tout au long du projet à l'attention de la population.

Des techniciens de la ville de Munchon ont été formés tout au long du projet, afin de pouvoir assurer les différentes opérations inhérentes à ce type d'infrastructures, et effectuer la maintenance tant préventive que curative. Ils sont à présent autonomes sur ces ouvrages, et garantissent ainsi leur pérennité.

## bénéficiaires

**42.563**

## partenaires

- **Ministère de l'Urbanisme (MoCM) et autorités de la ville de Munchon**
- **Comité Populaire de Munchon**
- **Services techniques de la ville de Munchon**



**EUROPEAID**  
CO-OPERATION OFFICE





## Amélioration et diversification des repas servis aux enfants dans les institutions sociales



L'une des composantes de la crise alimentaire qui frappe actuellement la République Démocratique Populaire de Corée (RPDC) est le manque de protéines dans l'alimentation. Cette carence affecte tout particulièrement les enfants de 0 à 6 ans (11% de la population) dont les besoins nutritionnels spécifiques ne peuvent être assurés. La prise en charge par les institutions sociales étant la norme pour les enfants en bas âge de la RPDC, l'amélioration et la diversification durable de leur alimentation passe par le soutien aux unités de production agro-alimentaire dédiées à ces institutions.

Cette mission s'attache à développer la filière piscicole par un système intégré (pisciculture-agriculture-élevage) et à améliorer les capacités de distribution et de conservation (respect des normes sanitaires) ainsi que les capacités des acteurs nord-coréens à gérer et à développer la filière piscicole de façon durable.

Conduit dans deux fermes piscicoles de la province de Hamgyong du Sud (Yonggwang et Sinhung), ce programme implique des experts coréens et français. Sa durée (34 mois) permet un accompagnement technique durant trois saisons consécutives.

Le premier volet de cette action est consacré à la mise en place dans les deux fermes d'un système intégré de production de poissons à l'aide d'activités complémentaires d'agriculture et d'élevage. Les activités agricoles fournissent les éléments organiques nécessaires à l'alimentation des poissons et du bétail. La boue générée par les bassins d'élevage ainsi que le fumier produit par les bêtes permettent de fertiliser les cultures, ce même fumier pouvant également, après transformation, être utilisé pour nourrir les poissons. Cette recherche d'équilibre entre agriculture et élevage permet d'optimiser la production piscicole, et de résoudre le problème de l'alimentation des alevins, principale difficulté rencontrée par les fermes. La première année a été consacrée à la vérification dans le détail de la validité d'un tel système intégré ainsi que son adéquation aux spécificités des fermes piscicoles nord-coréennes.

Le deuxième volet est dédié à la conservation et la distribution du poisson, qui présentent des carences importantes. Les acteurs principaux – fermes piscicoles, comités populaires et institutions pour enfants – ne disposent pas des moyens logistiques adéquats, et subissent une importante déperdition entre production et distribution, accompagnée de risques sanitaires importants. Une intervention sur les moyens de transport du poisson (respect de la chaîne du froid), la construction ou la réhabilitation de chambres froides dans les locaux des systèmes publics de distribution de chaque ville bénéficiaire et des formations sur les normes d'hygiène, accompagnées d'une mise à disposition d'équipements logistiques au Bureau de l'Aquaculture (fournitures de bureau, minibus) sont mises en œuvre pour améliorer les pratiques de conservation et de stockage des poissons.

Enfin, ce programme se propose d'améliorer les capacités des acteurs nord coréens à gérer et à développer de manière durable la filière piscicole. L'un des enjeux majeurs est en effet lié à la pérennité des améliorations apportées (notamment sur l'accès aux intrants nécessaires et aux pièces détachées en cas de défaillance technique). Différentes formations, des études de faisabilité économique et technique ainsi que des activités génératrices de revenus pilotes sont les trois axes principaux de ce dernier objectif. Les opportunités existant au niveau économique sont étudiées afin de dégager des solutions liées à la fourniture des principaux intrants nécessaires à la production.

Ce projet reçoit le soutien technique de l'APDRA (Association Pisciculture et Développement Rural en Afrique) par l'intermédiaire de missions d'expertise et d'un suivi technique.

## bénéficiaires

# 19.109

## partenaires

- Département d'Aquaculture (au sein du ministère des Pêches)
- Comités populaires de Hamhung et Sinhung
- Fermes piscicoles
- APDRA (ONG française d'aquaculture)



**EUROPEAID**  
CO-OPERATION OFFICE



MINISTÈRE  
DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET EUROPÉENNES



## Soutien à la sécurité alimentaire des institutions pour enfants à travers le renforcement et la sécurisation de la production des fermes aquacoles de Sinhung et Yonggwang en République Populaire et Démocratique de Corée



Ce projet est venu en continuation et en renforcement d'un programme précédemment soutenu par l'Aide Alimentaire Programmée, visant à réaliser des travaux de protection des ouvrages de production de deux fermes piscicoles suite à des précipitations exceptionnelles ayant entraîné d'importants dégâts.

Le premier projet avait permis la réalisation de travaux de protection des ouvrages aux endroits les plus sollicités par l'érosion fluviale.

Ce nouveau projet s'avérait nécessaire afin de renforcer les réhabilitations et d'assurer aux infrastructures de production une capacité de résilience accrue face aux risques naturels. Par ailleurs, les capacités de production des fermes ayant été fortement réduites, l'approvisionnement en poissons des institutions pour enfants dépendant de ces deux fermes s'est trouvé largement affecté. Un soutien alimentaire direct s'avérait donc nécessaire pour pallier cette pénurie.

Plus spécifiquement, l'action s'est attachée à mitiger les risques de défaillance de production alimentaire affectant de manière directe les institutions pour enfants, en renforçant les capacités de résilience aux risques naturels des deux fermes piscicoles et en procédant à des distributions alimentaires complémentaires.

**Pour ce faire 3 types d'actions ont été réalisés :**

- **Distribution de nourriture aux enfants des institutions et aux ouvriers impliqués dans la réhabilitation des canaux d'irrigation, des étangs, et de la pose des gabions et géotextile, sous forme de « Travail contre Nourriture ».** 129 tonnes de maïs, 30 tonnes de soja, 30 tonnes de farine de blé et 4 tonnes d'huile de soja ont été distribuées dans les institutions pour enfants et auprès des ouvriers impliqués dans les travaux. Ce système, déjà utilisé par le passé, permet une implication forte des autorités locales et des fermes, dans un contexte de crise alimentaire toujours présent. Par ailleurs, bien que l'impact soit difficile à mesurer par définition, les distributions alimentaires faites aux enfants dans les institutions se sont avérées particulièrement utiles dans le contexte de crise alimentaire de cette année 2011, où d'importantes diminutions des quantités fournies par les comités populaires ont été observées.
- **Fourniture de matériaux (gabion, géotextile, ainsi que 117 tonnes de ciment) pour la réhabilitation des infrastructures hydrauliques et la protection des digues :** la réhabilitation des canaux a permis la remise en marche d'une bonne partie des infrastructures détruites par les crues. Ces étangs sont maintenant refaits et sécurisés pour une production durable des poissons. Les surfaces de production piscicoles sont, pour cette nouvelle saison 2012 prêtes à accueillir une activité similaire, voire supérieure aux conditions de début de projet. Certains étangs, fortement dégradés avant le démarrage du projet et aujourd'hui inutilisables, restent à réhabiliter. Cependant les résultats de la production de 2011 ont été très encourageants : 44 tonnes de poissons ont été produites, contre 34 les années précédentes sur les deux fermes. La production attendue en 2012 est d'au moins 60 tonnes. La mise en place des gabions permettra de renforcer les derniers points sensibles. La surélévation a permis de minimiser les risques de dégâts en cas de crue pour le bâtiment d'élevage de Sinhung.
- **Fourniture de matériel de communication (câble téléphonique et batteries) pour améliorer les mécanismes d'alerte en cas de désastre naturel.** Le système de communication permettra la bonne communication et une réactivité des autorités locales plus rapides en cas de problème.

La situation géographique des fermes les rend toujours vulnérables mais le projet a fait en sorte d'anticiper au maximum les points faibles et d'améliorer la réactivité.

**bénéficiaires**

**16.088**

**partenaire**





## Amélioration de la consommation de lait et de produits laitiers au sein des institutions pour enfants



L'objectif principal de ce programme, tout comme le projet d'appui aux fermes laitières, est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire des populations vulnérables dépendantes des établissements sociaux, en renforçant la filière de production de lait destiné aux 14 010 enfants des 191 institutions environnantes. Il s'agit dans un premier temps d'augmenter en quantité et en qualité la production de la nourriture animale, identifiée comme le principal facteur limitant de production de lait, avant d'intervenir sur le reste de la chaîne, avec notamment un renforcement de la production, de la transformation, du stockage, du transport et de l'utilisation du lait au sein des institutions pour enfants.

### Une évaluation poussée sur les besoins des deux fermes a permis de déterminer les résultats visés par ce programme :

- L'augmentation et l'amélioration de la nourriture disponible pour le bétail : l'alimentation trop pauvre constituant le facteur principal limitant la production laitière, ce résultat sera atteint grâce à un travail sur les pâtures, la production et les rendements agricoles (fertilité des sols), ainsi que par une amélioration des techniques et moyens des deux fermes (mécanisation, formations techniques).
- L'augmentation de la production de lait et produits laitiers : l'amélioration de la nourriture des vaches, réalisée grâce aux interventions citées, mais également par l'association des aliments et la préparation des repas grâce à des équipements adaptés, sera associée à une meilleure gestion du cheptel, un travail sur l'amélioration génétique et la santé des bêtes, ainsi que la fourniture d'équipements de production et de transformation du lait adaptés.
- L'amélioration des capacités de conservation et de distribution ainsi que des pratiques nutritionnelles dans les institutions, par une amélioration des moyens de transport/livraison des produits des fermes vers les institutions (distantes de plusieurs kilomètres), la fourniture d'équipements aux institutions (équipements de cuisine, de préparation

des repas, de stockage plus hygiénique...), et le soutien pour l'élaboration de normes d'hygiène et nutritionnelles dans les institutions. Ce dernier point sera mis en œuvre au travers de missions courtes d'un spécialiste international.

A ce stade du projet, la priorité a été donnée aux résultats liés à la production, afin de lancer une dynamique avec les partenaires. Une première mission concernant les normes d'hygiène et nutritionnelles dans les institutions a été réalisée, et une seconde est prévue en 2012 pour démarrer la mise en application des recommandations effectuée lors de la première.

Triangle G H travaille en étroite collaboration avec le Bureau d'Élevage, dépendant du Ministère Nord Coréen de l'agriculture, associé à ce projet.

**bénéficiaires**

**16.911**

**partenaires**



## Soutien à la sécurité alimentaire des institutions pour enfants dépendantes des fermes de Sariwon et Daeane en République Populaire et Démocratique de Corée



Au début de l'année 2011, le gouvernement nord-coréen a lancé un appel à la communauté internationale pour un soutien en distribution alimentaire, afin de faire face aux très mauvaises prévisions de récolte de cette année. Cet appel a engendré une mission conjointe

de la FAO, du PAM et de l'UNICEF visant à évaluer la situation en termes de sécurité alimentaire, menée mi-février 2011, qui a fait l'objet d'un rapport « Rapid Food Security assessment mission to the DPRK ». Les conclusions de l'évaluation pointent un risque d'insécurité alimentaire, notamment pour les mois de mai, juin et juillet.

Dans ce contexte, Triangle G H a sollicité l'AAP pour une subvention complémentaire au financement UE dans le cadre d'un projet de soutien aux fermes de production laitières qui prévoit d'améliorer la production des deux fermes de Sariwon (Province Hwanghae du Nord) et Daeane (Région administrative de Nampo) afin d'augmenter les apports nutritionnels laitiers des enfants dépendant des institutions fournies par ces fermes.

Ce programme vient compléter cette action dont les premiers résultats ne sont attendus qu'en 2012, le temps pour les différents processus d'amélioration mis en œuvre de devenir efficaces. Une aide alimentaire immédiate aux institutions, en prévision des périodes d'insécurité alimentaire, permettra d'accroître l'impact des activités prévues tout au long du programme initial, en contribuant à l'amélioration des différentes étapes de traitement du lait produit dans les fermes.

Il s'agit donc d'apporter une aide alimentaire rapide (avant l'hiver 2011), de perfectionner l'équipement des cantines et les pratiques nutritionnelles des institutions (expertises coréennes et internationales).

Triangle G H a évalué, par des enquêtes menées sur le terrain en mai 2011, au cœur d'une période alimentaire particulièrement difficile, les besoins en nourriture des institutions de Sariwon et Daeane : 13 institutions ont été visitées, fournissant un échantillon représentatif des 162 institutions visées par le projet, et accueillant 18 206 enfants de 0 à 6 ans. Il est également très important de noter que les institutions pour enfants ciblées par ce projet ne rentrent pour l'instant pas dans les zones et groupes bénéficiaires compris dans les futures distributions alimentaires du PAM.

#### **Plus précisément, le programme inclut les activités suivantes :**

- **1** | Distribution alimentaire dans les institutions pour enfants de rations théoriquement composées de riz (100g), de lait en poudre (40g) et d'huile (10g) complétant les distributions du Système de Distribution Publique (SDP) nord-coréen. Le lait et l'huile sont légèrement surdosés pour compenser des déficits probables sur ces aliments lors des repas pris dans les familles. Les quantités sont calculées sur la base de 20 repas complétés par enfant, ce qui, à raison de 1 repas par jour et de 6 jours ouvrables par semaine, permet de soutenir les cantines pendant près de 3,5 semaines. Les orphelinats sont bien sûr priorités, les rations distribuées y sont plus importantes et couvrent 3 repas quotidiens.
- **2** | Fourniture d'équipements pour les cantines des institutions pour enfants afin d'assurer une meilleure qualité hygiénique et sanitaire (équipement de cuisine, accessoires de table, une dizaine d'appareils frigorifiques, des produits de nettoyage).
- **3** | Fourniture de matériel pour le traitement et le contrôle du lait (bidons de lait supplémentaires, baratte à beurre, équipement d'analyse du lait).

- **4** | Activité transversale : suivi des activités par des nutritionnistes, appui et renforcement des capacités du personnel des institutions en matière de nutrition.

Les distributions de nourriture se sont déroulées à l'automne 2011. Les dernières activités seront finalisées début 2012.

<b>bénéficiaires</b>	<b>partenaire</b>	 <i>Liberté • Égalité • Fraternité</i> RÉPUBLIQUE FRANÇAISE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES
<b>18.206</b>		



# laos

Capitale :	Vientiane
Superficie :	236.800 km <sup>2</sup>
Population :	6,6 millions
Croissance d émographique :	1.655 %
PIB/habitant :	2.700 \$
Espérance de vie :	62,77 ans
Taux de chômage :	2.5 %
Indice de développement humain (IDH) :	138/187



**Le Laos, République démocratique populaire lao ou République démocratique populaire du Laos, est un pays d'Asie du**

**Sud-est, entouré par la Birmanie (ou Myanmar) et la Chine (nord), le Vietnam (est), le Cambodge (sud) et la Thaïlande (ouest).**

Le Laos prend ses racines dans le royaume du Lan Xang, « pays du million d'éléphants », au 14<sup>e</sup> siècle. Il passe sous domination du Siam (Thaïlande) du 18<sup>e</sup> siècle à la fin du 19<sup>e</sup>, où il intègre l'Union indochinoise française. Lors de la Seconde Guerre mondiale, le Japon prend le contrôle de l'Indochine française, et proclame l'indépendance du Laos en 1945, qui sera remise en question lors du retour des Français. L'autonomie du Laos sera cependant reconnue au sein de l'Union Française en 1946. En 1947, la signature d'une nouvelle constitution fait du Laos une monarchie constitutionnelle et en 1955, le Laos siège à l'ONU en tant que nation souveraine. Entre 1964 et 1973, le conflit entre les États-Unis et le Nord Viêt-Nam donne lieu à des bombardements intenses sur une partie du territoire du Laos (piste Ho Chi Minh). En 1975, la monarchie laotienne est abolie, et la République démocratique populaire lao est officiellement proclamée, provoquant l'exode de l'élite politique et commerciale du pays, essentiellement vers la Thaïlande. Depuis plus de 20 ans, le Laos, au travers d'une libéralisation destinée à faire passer le pays d'une économie planifiée à une économie de marché, connaît un développement rapide poussé par une croissance économique soutenue.

Malgré un fort taux de croissance, le Laos est l'un des pays les plus pauvres d'Asie du sud-est (26% de la population laotienne vivrait sous le seuil de pauvreté).

Un plan quinquennal de développement socioéconomique national (2011-2015) a été élaboré en vue d'éradiquer la pauvreté. Ce projet vise à faire sortir le pays des Pays les Moins Avancés d'ici à 2020, et ainsi de permettre au Laos de s'industrialiser et de se moderniser. Selon l'IFAD, les trois-quarts de la population dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles. La province de Khammouane est l'une des zones les plus vulnérables du pays en termes de sécurité alimentaire. Le PNUD estime qu'environ 15 provinces sur 18 seraient parsemées d'UXO, engins explosifs non désamorçés, nuisant fortement à une bonne utilisation des terres et au développement de l'agriculture.

De plus, le Laos est souvent victime de catastrophes naturelles importantes, provoquant d'importants problèmes d'insécurité alimentaire.

<b>1893</b>	Colonisation par la France : le Laos forme, avec le Vietnam et le Cambodge, l'Indochine Française.
<b>1945</b>	Occupation par le Japon - Capitulation du Japon – Mise en place d'un gouvernement nationaliste lao, le Pathet Lao.
<b>1954</b>	Signature des accords de Genève, accès à l'indépendance du Royaume du Laos.
<b>1974</b>	Signature des accords de Vientiane qui instaurent un cessez-le-feu entre le Pathet Lao soutenu par le Viet Minh au Royaume du Laos soutenu par les forces américaines. Formation d'un gouvernement d'Union Nationale.
<b>1975</b>	Le Pathet Lao prend le pouvoir sur le pays et instaure un parti unique, le Parti Démocratique Populaire Lao (PPRL). Proclamation de la République Démocratique Populaire Lao.
<b>1997</b>	Admission du Laos au sein de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN).

# Triangle G H au Laos

personnel  
expatrié

1

personnel  
national

1

programmes  
réalisés

2

programmes  
en cours

2

En 2000, Triangle Génération Humanitaire, déjà présent dans la région (Vietnam, Corée du Nord), mène une mission d'évaluation au Laos en réponse à un appel à projet de la Commission européenne. Le projet de développement rural intégré dans la province de Phongsali ne sera pas retenu, mais des contacts privilégiés pris à cette occasion avec les autorités laotiennes favoriseront le bon déroulement d'une seconde mission en juin 2004, dans le cadre de l'accord établi entre la région Rhône-Alpes et la province de Khammouane.

Triangle G H travaille depuis 2005 dans cette province, toujours avec le soutien de la région Rhône-Alpes, dans le but de soutenir la production agricole des populations.

- |             |  |
|-------------|--|
| <b>2000</b> | Mission d'étude dans la province de Khammouane   |
| <b>2001</b> | Partenariat entre la Région Rhône-Alpes et la province de Khammouane   |
| <b>2004</b> | Mission préparatoire (rencontre avec les acteurs locaux et responsables politiques de la région, prise de contact avec les services agricoles régionaux) |
| <b>2006</b> | Développement rural intégré dans l'est de la province de Khammouane  |
| <b>2010</b> | Soutien à la sécurité alimentaire dans le district de Bualapha, Province de Khammouane   |



## Soutien à la sécurité alimentaire dans le district de Bualapha – Province de Khammouane



L'optimisation de l'irrigation des cultures de riz en saison des pluies permet de commencer la culture plus tôt dans l'année, et de mieux répartir le temps de travail dédié à la plantation. Elle permet également d'augmenter le rendement de la production (période végétative plus longue) ainsi que les surfaces de terre arable par agriculteur. Par ailleurs, un niveau d'eau optimal dans les rizières favorise la croissance du riz et évite la prolifération des mauvaises herbes.

L'amélioration de l'irrigation des sols passe tout d'abord par une réhabilitation des barrages, la rénovation ou la construction de canaux d'irrigation, et la construction de seuils en gabion (système de pierres enfermées dans une cage en grillage métallique), en lieu et place des systèmes traditionnels (barrages en bois ou en bambous). Ces ouvrages, simples à utiliser, ne nécessitent pas l'achat d'engrais ou de matériel supplémentaire et permettent de conserver la variété de riz habituellement cultivé. Ils sont aisément exploitables par des petites communautés et présentent donc un avantage technique mais également environnemental.

L'ensemble des interventions a été effectué en partenariat avec les villageois concernés, par la création de comités de gestion représentant les futurs usagers. Un document établissant le rôle et les responsabilités de ces comités, ainsi que le règlement de l'utilisation de l'eau par les agriculteurs a été rédigé.

Enfin, dans certains villages utilisant les seuils pour irriguer les cultures en saison des pluies, il reste souvent de l'eau disponible à la fin de la saison après la culture du riz, qui peut servir à la culture, sur de petites surfaces, d'autres produits. Les agriculteurs ont

donc reçu une formation technique à la culture des haricots, des pois et du maïs, ainsi qu'un appui à la mise en place de ces cultures.

Le projet a été développé en partenariat avec les services locaux agricoles (PAFO).

<b>bénéficiaires</b>	<b>partenaire</b>
<b>2.544</b>	<b>Rhône-Alpes</b> Région



## Renforcement des capacités des autorités locales dans la définition et la mise en œuvre de leur stratégie d'irrigation agricole dans la province de Khamouane

	<b>budget</b>	<b>durée</b>																																																			
	<b>78 K€</b>	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>J</th> <th>F</th> <th>M</th> <th>A</th> <th>M</th> <th>J</th> <th>J</th> <th>A</th> <th>S</th> <th>O</th> <th>N</th> <th>D</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2011</td> <td></td> <td>■</td> <td>■</td> </tr> <tr> <td>2012</td> <td>■</td> </tr> <tr> <td>2013</td> <td>■</td> <td>■</td> <td>■</td> <td>■</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	2011											■	■	2012	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	2013	■	■	■	■							
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D																																									
2011											■	■																																									
2012	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■																																									
2013	■	■	■	■																																																	

Le développement de la province de Khammouane au Laos est une priorité des Services agricoles, dans le but de parvenir à l'autosuffisance en riz, de diversifier les cultures et, en conséquence, de réduire la pauvreté des habitants.

A ce jour, le DAFO / PAFO (Services agricoles de la province et du district) en charge de ce projet manque cruellement de moyens techniques et humains pour mener à bien une stratégie d'irrigation. Triangle G H va s'appuyer sur ses expériences précédentes de mise

en œuvre de systèmes d'irrigation adaptés pour soutenir le DAFO / PAFO. Une évaluation et une comparaison des systèmes d'irrigation en saison sèche et en saison des pluies développés lors des précédents projets seront réalisées, ainsi qu'un rapport sur l'irrigation au Laos.

### **Rappel sur les différentes techniques d'irrigation développées dans la Province de Khammouane :**

Le Laos ne dispose que d'une saison agricole, calée sur la saison des pluies (de mai à octobre). Sur cette base, deux principes d'irrigation existent :

- L'irrigation en saison des pluies qui consiste à mettre en place des infrastructures (barrage, seuils...) permettant un contrôle de l'apport en eau pour les zones cultivées pour optimiser les cultures de riz en saison des pluies et selon le débit de la rivière faire du maraichage en début de saison sèche. Cette technique permet également aux paysans d'être moins dépendants de la saison de pluies qui a tendance ces dernières années à être plus irrégulière dans sa durée et son intensité.
- L'irrigation en saison sèche qui consiste grâce à des moyens mécaniques à apporter de l'eau provenant d'une source (plus généralement une rivière suffisamment importante pour être en eau en saison sèche) vers les zones irrigables.

Une cartographie de la Province de Khammouane sera établie, qui permettra de recenser les sites pouvant accueillir une infrastructure d'irrigation.

Un soutien technique à la duplication de ces projets sera apporté tout au long de leur élaboration, permettant de renforcer les capacités des autorités locales et de leurs équipes.

#### **bénéficiaires**

**L'ensemble  
de la population  
de la province**

#### **partenaires**

**Rhône-Alpes** Région

#### **co-financement**



# république centrafricaine

Capitale :	Bangui
Superficie :	622 984 km <sup>2</sup>
Population :	5 millions
Croissance démographique :	2,142%/an
PIB/habitant :	800 USD
Espérance de vie :	50,48 ans
Taux de chômage :	8% (2001)
Indice de développement humain (IDH):	179/187



**La République centrafricaine, aussi appelée Centrafrique, est un pays d'Afrique centrale, entourée par le Tchad (nord), le Soudan (est), la République démocratique du Congo et la République du Congo (sud), et le Cameroun (ouest).**

Colonie française depuis 1905 sous le nom d'Oubangui-Chari, puis département d'outre-mer à partir de 1946, le pays devient République Centrafricaine au sein de la communauté française en 1958, et proclame son indépendance en 1960. Son second président sera renversé en 1966 par Jean-Bedel Bokassa, qui proclame l'Empire Centrafricain et devient empereur en 1976. A l'issue d'une opération menée par la France en 1979, le président Dacko revient au pouvoir, dont il sera à nouveau chassé en 1981 par un coup d'état militaire. En 1993, sous la pression de la France, des élections sont organisées et un nouveau président est élu. Une instabilité politique s'ensuit, ainsi que des mutineries dans l'armée, auxquelles les accords de Bangui mettront fin en 1997. En 1999, le président Patassé est réélu. Il sera renversé par son ancien chef d'état major, le général Bozizé, en 2003. En 2005, le général Bozizé est élu président de la République, et réélu en 2011.

Depuis le début des années 2000, la République Centrafricaine est déstabilisée par des incidents politiques et sécuritaires graves, dont les populations civiles sont les premières

victimes. Bien qu'un processus de pacification ait été engagé depuis plusieurs années, les conditions de vie de la population se dégradent constamment.

Selon le PNUD la situation humanitaire du pays peut-être résumée en quelques chiffres : près d'1 million de personnes affectées par les troubles militaires dans le nord, plus de 220.000 Centrafricains ayant fui leurs maisons, dont 150.000 déplacés internes et 70.000 réfugiés, des cas de malnutrition aigüe (4 % des enfants de moins de 5 ans) et de malnutrition chronique (30 % de ce même groupe), une mortalité maternelle s'élevant à 1.355 pour 100.000 en 2003 comparée aux 590 pour 100.000 du Soudan, 17.150 enfants décédés en 2006 faute de vaccination, d'une bonne nutrition ou d'accès à l'eau potable, et enfin une séroprévalence estimée à 10,7 % avec plus de 140.000 orphelins du Sida.

Une étude menée par Médecins sans frontières en 2011 relève des taux de mortalité dépassant souvent les seuils d'urgence, dus au sous-développement généralisé et à la faiblesse du système de santé, même dans les régions les moins exposées aux conflits.

L'état d'instabilité permanent du pays, et l'insécurité qu'il engendre, rendent l'intervention des acteurs humanitaires très difficile, voire parfois impossible.

<b>1905-1960</b>	Colonisation par la France.
<b>1966</b>	Jean Bedel Bokassa prend le pouvoir.
<b>1976</b>	Bokassa s'autoproclame empereur de l'Empire Centrafricain.
<b>1979</b>	L'«Opération Barracuda», menée par la France, destitue Bokassa et remet au pouvoir David Dacko.
<b>1981</b>	Le général Kolingba chasse David Dacko du pouvoir et instaure un régime militaire.
<b>1993</b>	Ange-Félix Patassé remporte les élections et devient Président de la République.
<b>2003</b>	Ange-Félix Patassé est renversé son ancien chef d'état major, François Bozizé.
<b>2011</b>	Réélection de François Bozizé dès le premier tour des élections présidentielles.

# Triangle G H en république centrafricaine

personnel  
expatrié

14

personnel  
national

80

programmes  
réalisés

26

programmes  
en cours

8

Triangle G H décide en février 2007 de réaliser une mission d'étude en République Centrafricaine, qui débouchera sur la définition d'un premier programme dans la région de Birao, à l'extrême nord est du pays. Les premières actions ont initié la réalisation d'un travail visant à améliorer la situation des personnes en termes d'accès à l'eau et d'assainissement dans les zones les plus reculées de la Vakaga (régions de Gordil, Sikikédé, Boromata et Tiringoulou). Triangle G H s'attache depuis lors à soutenir le niveau de sécurité alimentaire dans les zones d'intervention et à créer les conditions d'une amélioration durable de l'accès à l'eau potable et à l'éducation primaire.

**En 2011, Triangle G H a significativement développé ses opérations dans le pays :**

- Ouverture du bureau de Bambari, épice de quatre projets au bénéfice de la population de la Ouaka, Préfecture du centre du pays dont la situation sécuritaire apaisée permet la conduite de projets de développement ;
- Lancement, en toute fin d'année, du programme en faveur des enfants de la rue à Bangui, troisième zone opérationnelle de Triangle G H en RCA.

- 2007** Assistance d'urgence aux victimes du conflit centrafricain, Préfecture de la Vakaga, nord est de la République Centrafricaine (programme reconduit en 2008)
- 
- Aide d'urgence aux personnes originaires du Darfour, réfugiées à Sam Ouandja
- 
- Programmes saisonniers de distribution de semences et de rations alimentaires pour la période de soudure (toute la Vakaga et Sam Ouandja, programme reconduit en 2008)
- 
- 2008** Programme multisectoriel de soutien aux réfugiés soudanais installés à Sam Ouandja
- 
- Amélioration de l'accès à l'éducation primaire à Sam Ouandja
- 
- Contribuer à l'amélioration d'un système éducatif adapté dans la sous-préfecture de Sam Ouandja
- 
- Soutien à la restauration des services essentiels et redynamisation du tissu social dans la Préfecture de la Vakaga (programme reconduit en 2009)
- 
- 2009** Vers un accès pérenne à une eau de boisson suffisante et de qualité accrue pour les populations vulnérables
- 
- Renforcement de la sécurité alimentaire des populations de la Vakaga
- 
- Amélioration de l'accès à l'eau potable dans la ville de Sam Ouandja (programme reconduit en 2010)
- 
- 2010** Renforcement de l'accès à l'éducation primaire pour les enfants de Sam Ouandja
- 
- Soutien aux réfugiés soudanais de Sam Ouandja pour leur accès aux services essentiels et leur intégration
- 
- Vers l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages de la Vakaga et de Sam Ouandja
- 
- Amélioration de la production maraîchère et renforcement des capacités et des connaissances techniques à Birao, Ouanda Djallé, Tiringoulou, Sikikédé et Sam Ouandja



## Vers le renforcement des capacités des acteurs locaux en faveur des enfants de la rue



Depuis les années 60, des bandes de jeunes (garçons et filles), qu'on appelle les « Godobés », vivent dans et de la rue. A la déstructuration de la cellule familiale et à l'exode rural, causes originelles de ce phénomène, sont venus s'ajouter le Sida dans les années 80, puis les différents conflits depuis les années 90. La plupart de ces enfants sont orphelins, ou abandonnés. Ils sont réunis par la nécessité de se protéger les uns les autres, et vivent de petits travaux exécutés pour les marchands, ou de menus larcins.

La dernière étude sur les enfants de la rue en République Centrafricaine - réalisée en 2004 à la demande du ministère de la Famille, des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale, et financée par l'UNICEF - avait déjà démontré l'augmentation alarmante de ce phénomène. À Bangui seule, les estimations indiquaient un accroissement de 1200 enfants environ en 1999 à 3000 en 2004. Sur tout le territoire, leur nombre était estimé à 6 000 enfants en milieu urbain (Bangui, Bambari, Bossangoa...). On les distingue en deux catégories : les enfants de la rue et les enfants dans la rue. Les premiers sont en rupture totale avec leur milieu familial et vivent exclusivement dans l'espace public. Les seconds ont des activités dans la rue en journée, souvent d'ordre économique, et retournent au domicile familial tous les soirs ou de façon épisodique. L'étude réalisée en 2004 concerne ces deux catégories. Pour l'heure, l'État Centrafricain n'a mis en place aucun dispositif en direction de ces enfants. Seule la société civile s'est mobilisée pour couvrir certains de leurs besoins et tenter d'apporter des réponses de sorties de la rue et de réinsertion sociale. Aujourd'hui, aucune ONG internationale ne traite spécifiquement cette problématique. Triangle G H a décidé de s'impliquer dans l'action que mènent huit associations réunies dans le Réseau en faveur des enfants de la rue en Centrafrique. Plusieurs évaluations ont eu lieu, et un Comité de Pilotage, composé des différents acteurs importants dans le domaine des Enfants De la Rue et de la protection, a été mis en place en début de projet, afin de valider

les actions sélectionnées puis d'effectuer un suivi global des activités. Une banque de données destinée à capitaliser les informations et les initiatives menées en direction des enfants sera créée début 2012.

Un Diagnostic Institutionnel Participatif (DIP) a été réalisé dès les premières semaines de l'action, afin d'identifier les moyens, compétences et besoins des associations et du RFERC, qui permettra la mise en place de sessions de formation, l'apport d'équipements techniques et de moyens logistiques, ainsi que l'élaboration d'outils de pratiques communes, formalisés et inclus dans le règlement de fonctionnement du RFERC.

Un ensemble d'ateliers seront planifiés afin d'accompagner les différentes étapes d'élaboration et de rédaction des sous-projets, sur les thèmes de l'action éducative en milieu ouvert, du renforcement de la prise en charge des besoins primaires, de la réunification familiale et/ou des placements familiaux, et de l'éducation et l'aide à l'insertion sociale et professionnelle.

Triangle G H accompagnera la mise en œuvre et le suivi de l'ensemble de ces projets, afin de favoriser le renforcement des acquis des membres du RFERC et de garantir le respect des objectifs définis en commun.

Au travers de l'amélioration des compétences techniques et logistiques, de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des projets, ainsi que des campagnes de sensibilisation et de formation auprès des acteurs institutionnels et d'organisations internationales et nationales, Triangle G H entend donner au RFERC et aux associations qui le composent une visibilité et une légitimité qui leur permettront de mettre en place un réseau réactif et des actions ciblées pour participer à la défense des droits et à la protection des Enfants Des Rues.

### Extrait de « Enfants des rue en République Centrafricaine »

| newsletter janvier 2012 |

“ La première cause du départ des enfants dans la rue, c'est la déstructuration de la cellule familiale. Avant, c'était la famille élargie, je pouvais prendre les fils de mes cousins, jusqu'à 15 à 16 enfants et les héberger. C'était l'hospitalité africaine qui a disparu avec le travail payant, avec la recherche de l'argent, on ne peut plus accepter de choses gratuitement. ” — **Pascal Rada, sociologue**

“ Ceux là, (...) ce sont ceux qui volent au secours des vendeurs de viande boucanée, qui font des petits travaux que les mamans paient. Ils vivent derrière la gendarmerie. Le soir ils se retrouvent dans leur bande et ils préparent de quoi manger. A côté de la gendarmerie ils sont en sécurité, personne ne peut les déranger parce qu'il y a les agents qui sont là ” — **Marie-Thérèse Bubande, directrice de l'Action centrafricaine pour la compassion (ACC).**

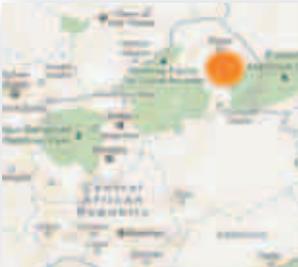
“ Nous recevons presque toutes les pathologies mais en première position les parasitoses intestinales. (...) Après il y a le paludisme, des cas de traumatismes, fractures, contusions, blessures, parce que ce sont des enfants très agressifs, mais également très agressés, et puis il y a le Sida bien sûr ” — **Denis Kouanini, responsable du service médical de la fondation La Voix du Cœur**

“ L'idée qui sous-tend le programme, c'est qu'un projet peut être mis en œuvre par plusieurs structures, par un ensemble d'acteurs, dans le but de favoriser la synergie. Faire appel aux compétences et savoir-faire que les uns pourraient amener en complémentarité des autres. Dans l'objectif de donner aux Enfants Des Rues de Bangui la possibilité de connaître et d'accéder à l'ensemble des dispositifs de prise en charge existants, mais aussi de faire évoluer les regards portés sur eux et favoriser leur protection et leur insertion sociale ” — **Corinne, chef de projet Triangle G H**

<b>bénéficiaires</b>  <span style="font-size: 2em; font-weight: bold;">3.000</span>	<b>partenaires</b>   
---	--



## Soutien d'urgence aux populations victimes de violence dans le nord-est de la RCA

	<b>budget</b>	<b>durée</b> J F M A M J J A S O N D																					
	<span style="font-size: 1.5em; font-weight: bold;">150 K€</span>	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 10%; padding: 2px;">2011</td> <td style="width: 10%; text-align: center;">■</td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;">2012</td> <td style="text-align: center;">■</td> </tr> </table>	2011	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	2012	■	■	■	■	■	■	■	■	■
2011	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■													
2012	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■													

Les attaques de Birao puis d'Ouanda Djallé par l'Union de Forces Démocratiques pour le Rassemblement en octobre 2006 a relancé une phase d'insécurité majeure en Vakaga, qui a donné lieu à une nouvelle vague de violences encore active aujourd'hui. Le soutien

de l'armée française aux forces armées centrafricaines (FACA) pour reprendre Birao et Ouanda Djallé et pour repousser la seconde attaque de Birao en mars 2007 a permis la signature d'un accord de paix entre l'État centrafricain et l'état major de l'UFDR, immédiatement dénoncé par le bureau politique de ce dernier. Ces premiers signes de scission ont débouché sur la création de nouveaux et multiples mouvements rebelles, scindant à nouveau les principaux groupes ethniques de la Vakaga.

En septembre 2007 le conseil de sécurité de l'ONU a adopté le principe d'une force internationale au Tchad et en RCA, et mandaté l'Union européenne pour sa constitution (création de l'EUFOR) : près de 300 hommes ont été déployés à Birao entre janvier et mars 2008. A la fin de l'année 2008, les tensions ethniques restaient fortes en Vakaga, et déjà des populations se déplaçaient, marquant de nouveau les territoires de chaque ethnie principale, encore très clairement délimités dans les années 90. En mai 2009, un premier braquage de véhicule marque le début d'une série d'incidents visant les organisations humanitaires, dont le nombre et l'intensité iront croissant jusqu'à l'enlèvement en novembre 2009 de deux personnels expatriés de Triangle G H à Birao, et la mise à sac des locaux de plusieurs ONG par une quinzaine d'hommes armés venus du Soudan.

Mi-décembre 2009, Ouanda-Djallé et Sam Ouandja sont attaquées par des éléments armés d'origine soudanaise aperçus les jours précédents à Birao. En mars 2010, un véhicule de la MINURCAT est braqué près de l'aéroport de Birao. Le mandat de la MINURCAT est prolongé jusqu'en novembre 2010, ce qui n'empêchera pas l'attaque par différents groupuscules rebelles centrafricains de la ville de Birao en juillet 2010. La présence nouvelle d'éléments de la LRA (Lord Resistance Army) dans le nord-est est tristement confirmée en août et septembre 2010 par des attaques sur Ouanda Djallé (près de Sam Ouandja), Tiringoulou et Birao, provoquant une nouvelle situation d'affolement et de mouvements temporaires de la population en brousse. Enfin, le 24 novembre 2010, l'attaque de Birao par la CPJP, groupe rebelle à majorité rounga et basé jusqu'alors à Sikikédé et dans la préfecture voisine du Bamingui-Bangoran, fait fuir toute la population de la ville pendant plus de 10 jours en brousse. La reprise de la ville, puis son contrôle par l'armée tchadienne permettent le retour progressif des populations et semblent, depuis lors, garantir une certaine stabilité dans la ville ainsi que sur les axes nord de la Vakaga (Am Dafok et Boromata).

Courant 2011 la situation sécuritaire s'est dégradée encore, précarisant d'avantage les populations du sud de la Vakaga (zones de Sikikédé et Gordil). Les combats entre UFDR et CPJP, en avril et octobre-novembre, ont poussé plus de 5.000 civils à quitter leurs villages respectifs, détruit plusieurs villages, spolié nombre de stocks alimentaires dans les maisons, etc.

Ce programme a eu pour objet de permettre aux populations victimes de violences dans le nord-est de la RCA d'avoir accès à l'eau potable par la construction des puits et le suivi de la qualité de l'eau.

Au cours de ce programme, qui a dû être amendé en cours de réalisation du fait de la dégradation du contexte, Triangle GH a pu assurer la réalisation de 12 puits. Ceux-ci



lation (90% de musulmans pour 10% de chrétiens) en proportion à peu près inverse de la moyenne nationale. Le contexte très volatile de la zone est d'autant plus fragilisé par les conflits ouverts des régions frontalières, le sud-est tchadien et le Darfour.

La source de revenus principale des ménages est l'agriculture. Parmi la population vivant de petits commerces, quelques personnes cultivent et vendent une partie de leurs récoltes sur les marchés locaux. Les revenus issus du domaine des services ne concernent que 3% des ménages. La culture principale reste le sorgho. En dépit de contraintes sécuritaires et logistiques importantes, Triangle G H a réussi à distribuer à 80% des ménages de la Vakaga et de la zone de Sam Ouandja des semences vivrières ainsi que maraîchères. Malgré la multiplication d'incidents, la plupart des agriculteurs ont pu cultiver à partir des semences fournies, certains ont pu acheter un complément.

La superficie cultivée est estimée entre 0,5ha et 1,5ha, avec quelques exceptions de 2 et 3ha, soit une moyenne de 1,17ha par ménage. Les agriculteurs sont actuellement en train de poursuivre, voire de finaliser la récolte, qui a été interrompue par l'attaque du 24 novembre. Le monitoring post-récolte nous permettra d'avoir des données plus précises en termes de quantités récoltées.

Les ménages manquent de matériel pour la production agricole, en raison de la faible durabilité des outils de base ainsi que des pillages ayant eu lieu pendant et après les attaques de la fin 2010 et du printemps 2011.

Ce programme vise à assurer aux ménages l'accès à des semences de bonne qualité afin de réduire le niveau de la vulnérabilité alimentaire de la zone ciblée, et à maximiser l'impact du travail agricole en renforçant les compétences techniques des agriculteurs.

Les kits de semences fournis ont été définis en fonction des conditions climatiques et des habitudes nutritionnelles de la population ciblée. La distribution des outils est mise en place de la même manière que pour les semences.

Une assistance technique sur les connaissances de base (préparation de terre, binage, semis, désherbage, repiquage, stockage...) est dispensée au cours des distributions. Dans un second temps, les méthodes de lutte contre les nuisibles sont présentées aux agriculteurs afin de mieux protéger leurs productions.

Les équipes sont coordonnées par du personnel travaillant depuis quatre ans avec Triangle G H dans le nord-est du pays et sont donc au fait du mandat de l'organisation et de sa recherche de qualité d'intervention.

La superficie cultivée moyenne dans la zone est estimée à 3ha en 2011, dont 2,1ha grâce à l'apport semencier assuré par Triangle G H. On note depuis 2008 une hausse constante de la surface moyenne cultivée par famille (plus un tiers en 4 ans) et une réduction de la période de soudure (de 8 à 5 mois).

Cette opération sera reconduite en 2012, toujours grâce au soutien du CIAA.

**bénéficiaires**

**39.500**

**partenaire**





## Soutien à la restauration des services essentiels et à la redynamisation du tissu social dans la Préfecture de Vakaga



En 2008, la Commission Européenne a décidé de consacrer une enveloppe financière spécifique pour des projets de développement en Vakaga, préfecture isolée du Nord-est de la République Centrafricaine. Conduire des projets sur le long terme dès la fin de la crise est un choix pour Triangle G H dans ce pays. Dès lors, la collaboration avec la Délégation de la Commission Européenne s'est imposée naturellement et a permis l'ouverture d'un projet d'envergure en octobre 2008.

Prévu sur une période de 32 mois, le soutien à la redynamisation des services essentiels dans la Vakaga a permis d'améliorer les conditions d'accès à l'eau et à l'éducation primaire dans la Préfecture. Il s'agit de soutenir la reconstruction des dynamiques sociocommunitaires de chaque village concerné par le projet en reformant les structures villageoises de gestion des services essentiels que sont l'eau de boisson et l'école primaire. Naturellement isolée au sein de la République Centrafricaine et culturellement discriminée, la Préfecture de la Vakaga présente un niveau de sous-développement rare, que cinq années d'une insécurité croissante n'ont fait qu'accroître. Aujourd'hui encore, la représentation de l'administration n'est qu'imparfaite et parfois erratique, et les communautés demeurent largement livrées à elles-mêmes, avec des moyens plus que limités pour pallier l'absence de soutien dont elles souffrent. Une immédiate conséquence est un niveau d'infrastructures de services singulièrement faible, et qui a été encore amoindri par la raréfaction des activités de maintenance.

La situation des personnes est ainsi rendue particulièrement difficile, tant au niveau du quotidien que du point de vue des perspectives d'avenir. L'action s'attache à modérer cette difficulté. Ses objectifs généraux, qui sont au rang des objectifs du millénaire, sont de contribuer à réduire le pourcentage de la population n'ayant pas accès de façon durable

à un approvisionnement en eau potable, et contribuer à assurer l'accès à l'éducation primaire pour tous.

L'accès à l'eau en Vakaga est parmi les plus faibles de la Centrafrique : moins de 30% des personnes ont accès à une eau potable, moins de 45% consomment une eau considérée comme salubre, et plus de 85% des personnes ne trouvent pas d'eau à moins de 500 mètres. En termes d'éducation, le constat similaire d'un très faible niveau d'accès au service combiné à de pauvres capacités de gestion peut être dressé : la Vakaga présente les taux d'analphabétisme les plus importants de RCA, et la proportion d'enseignants non fonctionnaires y est la plus élevée.

Ce programme a également contribué à pérenniser les services rendus disponibles par le projet, en accroissant les capacités locales en lien avec les services ciblés, de sorte à répondre à la fois aux exigences de pérennisation des services rendus disponibles par le projet, et aux besoins de restauration et de développement d'un tissu socio-organisationnel sans lequel tout effort de développement aurait toute chance de demeurer vain. Il s'agissait en effet d'intégrer d'une part l'évident besoin d'une représentation administrative active, sans laquelle la région demeurerait marginalisée, et d'autre part les réalités socioéconomiques de la Préfecture et du pays : pour essentielle qu'elle soit, la présence de l'État en Vakaga ne saurait être suffisante, du moins avant de nombreuses années, pour que les communautés et les organisations qui en émanent n'aient pas un rôle prépondérant.

Plus spécifiquement, et grâce notamment à un prolongement de 6 mois de la durée initiale du projet, la mission a réalisé les interventions suivantes :

- La construction ou reconstruction de 13 écoles,
- La formation des maîtres, fonctionnaires ou « maîtres-parents »,
- La formalisation et la formation d'associations de parents d'élèves villageoises,
- La création de 24 nouveaux points d'eau potable (12 puits et 12 forages),
- La formation d'agents de maintenance et leur accompagnement dans leurs activités d'entretien et / ou de réhabilitation des points d'eau existants,
- La formalisation et la formation de comités villageois de gestion de l'eau,
- Un travail visant à encourager une présence plus active de l'administration, ainsi que la mise en réseau de ses représentants avec les associations villageoises soutenues.

### bénéficiaires

**45.000**

### partenaires





## Accompagnement multisectoriel à l'insertion et l'autonomisation progressive des réfugiés soudanais sur le nouveau site de Pladama Ouaka



L'équipe de Triangle G H, déjà opérationnelle dans la préfecture voisine de la Vakaga, a mené une évaluation conjointe avec l'UNHCR et IMC dès l'arrivée des réfugiés soudanais en 2007. Un camp a alors été mis en place à Sam Ouandja par ces mêmes acteurs afin de répondre aux besoins de première nécessité des personnes réfugiées. Grâce au soutien de l'UNHCR, mais aussi de la Commission Européenne et de l'UNICEF, Triangle G H et IMC, au cours des trois dernières années, ont pu assurer les services de base pour les réfugiés (accès aux soins, à l'eau potable et à des structures d'assainissement) et développer un dispositif humanitaire multisectoriel soutenant l'intégration des réfugiés dans leur nouvel environnement.

Lorsque la décision de relocalisation du camp vers une zone plus stable a été prise, il était naturel pour Triangle G H de poursuivre son soutien à la population réfugiée. Ainsi, la préparation de la relocalisation des réfugiés, coordonnée par l'UNHCR, a été mise en place à Sam Ouandja et sur le nouveau site de Pladam Ouaka fin 2010.

**L'objectif principal du programme mené en 2011 est d'accompagner l'installation et l'autonomisation progressive des réfugiés dans ce nouvel environnement autour de cinq axes :**

- l'autosuffisance alimentaire par la mise en place d'un système d'enquête de suivi des prix du marché et des produits disponibles, la distribution de semences vivrières et maraîchères et le renforcement des capacités des agriculteurs ;
- la fourniture d'eau potable en quantité suffisante afin de réduire le nombre de personnes atteintes par les maladies diarrhéiques par la construction, la maintenance et

- l'amélioration d'un système gravitaire d'adduction d'eau, et la création ou le renforcement des capacités de gestion des COGEPE (Comités de gestion des points d'eau) ainsi que le forage et la maintenance de pompes à motricité humaine ;
- l'amélioration des conditions d'hygiène par la construction de latrines familiales et publiques, le contrôle des déchets, et la mise en place d'une sensibilisation adaptée au travers du renforcement des compétences des Promoteurs à l'Hygiène ;
- l'augmentation du taux de scolarisation des enfants réfugiés par la construction de bâtiments pour les élèves scolarisés en primaire et en maternelle, la formation et l'accompagnement des enseignants non-titulaires, l'apport en matériel scolaire et pédagogique et l'adaptation du programme scolaire aux systèmes éducatifs soudanais et centrafricain.
- l'autosuffisance économique par une évaluation socioéconomique, la formation pour la mise en place d'activités génératrices de revenus et le soutien aux initiatives individuelles.

### Extrait de l'article « Réfugiés en République Centrafricaine »

| newsletter janvier 2012 |

“ Depuis les origines du programme, les populations bénéficiaires ont toujours été partie prenante de la gestion des activités du camp. Les activités socio-communautaires et éducatives menées immédiatement après l'installation à Pladama Ouaka permettent à la population bénéficiaire de rester particulièrement maîtresse des projets mis en œuvre, que ce soit lors de leur conception, de leur réalisation ou bien encore de leur suivi-évaluation.

Les différents niveaux de participation allant de l'information, de la consultation jusqu'à la prise de décisions seront appliqués dans les divers champs d'intervention de Triangle G H tels que l'éducation, les activités génératrices de revenus, la formation professionnelle, l'eau et l'assainissement. L'implication croissante des réfugiés dans ces différents secteurs sera nécessaire pour qu'à terme certaines responsabilités puissent leur être déléguées totalement au cours du projet et que certains services soient gérés pleinement par la communauté à la fin 2012. ”

bénéficiaires

**1.800**

partenaire





## Vers une amélioration durable des conditions de vie des populations agricultrices les plus vulnérables de la Ouaka



Au travers de l'accompagnement technique des agriculteurs de la zone, entamé dès 2011, Triangle G H contribue à diversifier et augmenter la production agricole locale. L'implication des femmes, notamment au travers du soutien aux activités de petit élevage familial, sera aussi un moteur pour augmenter la rentabilité de cette activité. Enfin, Triangle G H soutiendra, à partir de 2012, quelques activités de transformation agricole et facilitera la commercialisation des produits des villages isolés vers le marché de Bambari en améliorant l'accès routier.

Les deux zones concernées par ce programme sont situées dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres au nord (Bakala) et au sud-ouest (Kouango) de la ville de Bambari (préfecture de la Ouaka), qui accueille un marché bien fourni dont les prix ne sont pas les plus élevés du pays. Les familles des 22 villages, majoritairement agricultrices, ne génèrent pas de revenus suffisants pour subvenir à leurs besoins de base. Leur régime alimentaire est essentiellement constitué de manioc, dont la valeur nutritive est limitée. La diversification de la production agricole locale s'impose donc comme une priorité, susceptible de devenir de surcroît le moteur d'une augmentation du revenu des familles et de création d'une dynamique économique favorable.

Les évaluations de terrain et l'étude documentaire réalisées par Triangle G H ont permis d'identifier les entraves structurelles au développement de la zone, ainsi que les secteurs clefs d'intervention. Le niveau de connaissance des techniques agricoles s'avère très faible, l'absence de politique nationale de vulgarisation des pratiques agricoles n'a pas permis jusqu'alors de développer à grande échelle des itinéraires techniques performants.

Le stockage des vivres et des semences n'est pas adapté pour une bonne conservation de ceux-ci, les systèmes d'irrigation simples sont très peu développés, et seules les zones de bas-fonds<sup>1</sup> sont exploitées en contre-saison, bien que la ressource en eau pour l'irrigation soit abondante à proximité des villages. Les moyens de transformation des produits agricoles sont peu existants, l'accès routier - essentiel pour l'accès aux services, la commercialisation et les échanges de biens et de techniques avec les structures nationales présentes à Bambari - est très difficile, notamment en saison des pluies.

Les petits troupeaux, souvent présents dans les familles bandas, constituent une «réserve» économique centrale pour pallier le manque de revenus. Cependant, les pratiques d'élevage sont largement sous-optimales, et nécessitent un renforcement des connaissances techniques basiques de large échelle pour aboutir à une amélioration significative de la production animale. Enfin, l'échange de bonnes pratiques liées à la production, et la mutualisation des moyens de production (connaissances, échanges de semences), de transformation (moulins, décortiqueuses, presses) et/ou de commercialisation doivent être développées au travers d'organisations paysannes afin de renforcer les étapes clefs du développement rural.

Ce programme se propose donc de réduire de façon durable l'insécurité alimentaire des groupes vulnérables en augmentant et en diversifiant la production alimentaire locale, et en renforçant les capacités locales de résilience et d'absorption des chocs.

Il s'articule autour de 8 axes :

- Renforcement des systèmes de culture pluviale : fourniture d'intrants, approche "Recherche-Action"<sup>2</sup>, mise en place de parcelles pilotes, diffusion des résultats.
- Renforcement des systèmes de culture irriguée de bas-fonds : fourniture d'intrants et d'équipement, formations techniques, suivi et évaluation.
- Développement des jardins potagers : valorisation des ressources existantes, fourniture d'outils, formations, méthode de mise en œuvre.
- Renforcement des capacités techniques des agents de recherche et développement agricole en appui direct aux agriculteurs : les agents de l'ACDA seront associés à la mise en œuvre de toutes les activités. La sélection des parcelles et des tests se fera avec les agriculteurs, afin qu'ils puissent, par la suite, réitérer cette méthode. L'ICRA<sup>3</sup> sera également investi dans le projet au travers de ses activités de recherche et d'amélioration variétale.
- Renforcement des systèmes d'élevage : formations théoriques et pratiques, support à l'approvisionnement en intrants, mise en œuvre.
- Développement des capacités de transformation, de stockage et de commercialisation : fourniture d'équipements, formations adaptées aux habitudes existantes en partenariat avec des institutions locales afin de garantir une utilisation appropriée et un entretien régulier des équipements fournis, méthode de mise en œuvre.

1 - Berges fertiles des rivières dont le niveau descend en saison sèche.

2 - La recherche-action est une méthode de recherche scientifique fondée par Kurt Lewin. Elle propose un ensemble de techniques de recherche qui permettent de réaliser des expériences réelles dans des groupes sociaux naturels. Ces techniques sont fondées sur l'idée que dans le cadre de l'expérimentation sociologique, la recherche et l'action peuvent être unifiées au sein d'une même activité. (source Wikipédia).

3 - Institut centrafricain de recherche agronomique.

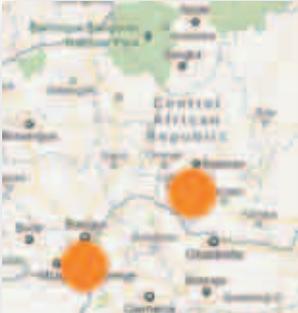
- Renforcement des capacités organisationnelles des groupements villageois : méthode de mise en œuvre, transfert de compétences et extension des domaines d'intervention.

Réhabilitation des infrastructures routières : suivi des travaux (surveillance des travaux par techniciens qualifiés), fourniture de matériaux de construction (si disponibilité et en fonction du résultat des Appels d'Offres), emploi de main d'œuvre pour les travaux de terrassement (réfection des abords).

<b>bénéficiaires</b>  <b>9.055</b>	<b>partenaires</b>   
--	--



## Vers le renforcement organisationnel et structurel des Associations de Parents d'Élèves pour une meilleure prise en charge des écoles en République Centrafricaine

	<b>budget</b>  <b>700 K€</b>	<b>durée</b> J F M A M J J A S O N D 2011 ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ 2012 ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ 2013 ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ 2014 ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
---	------------------------------------	---

Un peu plus de la moitié des enfants centrafricains de 6 à 11 ans (55,8%) fréquentent l'école primaire. La République Centrafricaine se trouve par conséquent à mi-chemin des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Les filles sont bien moins scolarisées que

les garçons, et le niveau est globalement faible dans le pays (6,7% des enfants de 11 ans ont effectivement achevé le cycle primaire).

À l'instar d'autres institutions centrafricaines, le ministère de l'Éducation Nationale déplore une extrême faiblesse de ses structures décentralisées. La disparité entre Bangui et les provinces s'en trouve accrue, et les enfants qui résident en milieu urbain sont bien mieux scolarisés que ceux qui résident en zone rurale. Sept préfectures - dont la Ouaka - ont un taux net de scolarisation en primaire inférieur à 7%.

Ce programme vise à contribuer à la réduction de la pauvreté en améliorant l'accès à l'éducation pour tous, par une redynamisation de la FNAPEC (Fédération Nationale des Associations de Parents d'Elèves Centrafricains), afin de donner aux associations de parents d'élèves les moyens d'une meilleure prise en charge des écoles.

Il se déroule en trois phases. La première, réalisée en 2011, consiste à revisiter - avec les acteurs du secteur de l'éducation en RCA - les outils de gestion utilisés par les APE (Associations de Parents d'Élèves) centrafricaines, ceux-ci étant trop vétustes et mal adaptés. Elle s'appuiera sur un soutien technique et organisationnel au personnel de coordination de la FNAPEC et des institutions, associations nationales et internationales intervenant dans le secteur, une refonte des outils constitutifs et techniques de ses organismes déconcentrés, une formalisation de la reconnaissance de ses mandats et statuts par le ministère de l'Éducation Nationale, la mise en place des formations thématiques à diffuser au sein du réseau, et la création d'une base de données.

Durant la seconde phase, Triangle G H diffusera, dès le début de l'année 2012, le manuel d'opération auprès des APE de la Préfecture de la Ouaka, et accompagnera celles-ci dans son utilisation afin d'améliorer la prise en charge des écoles par les parents d'élèves<sup>4</sup>. Cette phase permettra également un renforcement des interactions positives entre la branche formelle (ministère de l'Éducation Nationale, Inspections d'académie, direction des écoles) et la branche associative (membres du réseau FNAPEC), très largement impliquée dans le fonctionnement des écoles. Elle s'appuiera sur des formations apportées sur l'application pilote des nouveaux statuts et lignes directrices, sur une mise en réseau des acteurs et des échanges de pratiques destinés à dynamiser et structurer les APE pour leur permettre de cogérer les écoles en répondant aux besoins de l'enfant.

Enfin, Triangle G H mènera une évaluation d'impact de la deuxième phase, et, selon les conclusions de celle-ci, révisera si nécessaire le manuel d'opération ainsi que la méthode de travail. Le manuel d'opération final sera diffusé dans l'ensemble des préfectures du pays.

**bénéficiaires**

**47.200**

**partenaire**



**EUROPEAid**  
CO-OPERATION OFFICE

4 - Les maîtres-parents sont là pour pallier le manque d'enseignants titulaires. Ils bénéficient d'une formation adaptée et sont rémunérés par l'association des parents d'élèves.



## Vers un accès pérenne à l'eau potable et un environnement sanitaire amélioré pour les populations vulnérables de la Ouaka, République Centrafricaine



En 2012, dans l'ensemble de la Préfecture de la Ouaka où Triangle G H a mené un diagnostic multisectoriel conjoint avec Aide Médicale Internationale, Nourrir et la Direction Générale de l'Hydraulique, DGH (instance locale de régulation et de contrôle de l'alimentation en eau), d'immenses besoins d'intervention pour l'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement ont été identifiés. Les axes desservant le nord (Bakala) et le sud-ouest (Kouango) sont particulièrement délaissés. Dans les 22 villages ciblés par l'action, l'accès aux soins et à l'éducation de base est extrêmement faible, moins de 30% des personnes ciblées ont actuellement accès à de l'eau potable, et seulement 8.8% ont accès à des installations sanitaires améliorées. De plus, les faibles moyens institutionnels de la Direction Régionale de l'Hydraulique ne permettent aucune amélioration de la situation sans un renforcement efficace et ciblé des compétences locales et une amélioration de l'accès aux services de base liés à l'eau et l'assainissement grâce à la construction d'infrastructures adaptées. La mise en place de campagnes de sensibilisation à l'hygiène est également impérative.

Enfin, comme dans le reste du pays, les insuffisances structurelles majeures sont aggravées par une maintenance défailante des infrastructures d'accès à l'eau, et un niveau des organisations sociales en charge de leur gestion globalement faible. Les principes de transparence et de bonne gouvernance sont peu présents et requièrent la mise en place d'un travail social de fond ainsi que d'un accompagnement continu.

Inscrit dans un appel à proposition « multi-pays » d'envergure lancé par la Commission Européenne en 2010, ce programme contribue à la réduction des taux de morbidité et de

mortalité liés aux maladies hydriques, et participe à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement 4, 5 et 6. Il a débuté par la vérification des emplacements des ouvrages et des choix techniques retenus, une définition participative de la mise en œuvre des activités pour chaque village, et la mise en place d'un comité de pilotage du projet impliquant l'ensemble des parties prenantes.

### Il poursuivra ensuite les objectifs suivants :

- Extension et amélioration de l'accès à l'eau potable : construction des infrastructures hydrauliques (25 forages et 10 sources), renforcement de l'équipe mobile pour le suivi et la réparation des pompes à motricité humaine, surveillance de la quantité et de la qualité des ressources en eau en lien avec les autorités locales concernées.
- Amélioration de l'environnement sanitaire par l'extension de l'accès aux infrastructures sanitaires et par le développement des connaissances et des bonnes pratiques liées à l'hygiène : sélection des bénéficiaires selon des critères préétablis, construction des infrastructures sanitaires (1 200 latrines familiales) et sensibilisation à leur utilisation dans les établissements publics (6 écoles et 4 centres de santé), réalisation d'enquêtes CAP<sup>5</sup>, suivi des données médicales et encadrement des centres de santé pour la collecte d'informations liées aux maladies hydriques, définition des messages de promotion à l'hygiène, création de supports de communication et campagne de promotion de l'hygiène auprès de publics ciblés.
- Renforcement des capacités organisationnelles et techniques des acteurs locaux, adaptation aux exigences du projet : définition et mise en œuvre d'un cursus de formation pour le partenaire local et la DGH, création, formation et suivi des comités de gestion de l'eau.



# république du congo

Capitale :	Brazzaville
Superficie :	342.000 km <sup>2</sup>
Population :	4,366 millions
Croissance démographique :	2.849%/an
PIB/habitant :	4 600 USD
Espérance de vie :	55.27 ans
Taux de chômage :	ND
Indice de développement humain :	137/187



**La République du Congo (ou Congo-Brazzaville) est un pays d'Afrique centrale, entouré par la République Centrafricaine (nord), la République Démocratique du Congo (est), l'Angola et l'enclave du Cabinda (sud), le Gabon (ouest) et le Cameroun (nord-ouest).**

Colonie française depuis le 19<sup>e</sup> siècle, la République du Congo accède à l'indépendance en 1960. Le pays connaît ensuite plusieurs changements de régime, dus à une instabilité politique alimentée par les difficultés économiques et le contexte régional (conflit avec le Congo Kinshasa, devenu Zaïre puis République démocratique du Congo). Trois guerres civiles (1993, 1997 et 1999) causeront d'importantes pertes humaines et matérielles. Des négociations engagées en 1998 permettent l'établissement d'une convention nationale pour la paix, et la mise en place d'un cycle électoral complet en 2002. La coalition du président Sassou Nguesso remporte une très large victoire lors des différents scrutins. Le retour à une paix civile se fait progressivement, même si des troubles persistent dans la région du Pool (sud du pays). Un accord a été signé en 2003 avec les rebelles, dont le mouvement s'est transformé en 2007 en parti politique, annonçant la dissolution de sa branche armée. Le désenclavement de la région est toujours en cours, symbolisé par la reconstruction de la route Brazzaville Kinkala, qui traverse la région.

La République du Congo connaît une densité de population plutôt faible, la majeure partie de la population étant concentrée dans les deux villes principales, Brazzaville et Pointe-Noire. Le retour progressif de la paix laisse cependant certaines zones dans une situation de sécurité précaire. Le pays accueille également des réfugiés, essentiellement en provenance de République Démocratique du Congo. Malgré un taux de croissance économique en augmentation, près de 50% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, particulièrement en milieu rural et semi-rural. Le gouvernement a adopté un Plan National de Développement Sanitaire.

<b>1875 - 1960</b>	Colonisation par la France.
15 août 1960	Indépendance sous le nom de république Congolaise
<b>1979</b>	Denis Sassou Nguesso prend le pouvoir
<b>1992</b>	Election de Pascal Lissouba
<b>1993</b>	Affrontements entre la milice de Pascal Lissouba et la milice de Bernard Kolelas (adversaire de Lissouba lors des élections).
<b>1997</b>	Mai : premiers affrontements entre les partisans de Lissouba et ceux de Sassou Nguesso.
Octobre	Sassou-Nguesso se proclame président après avoir formé un gouvernement d'union nationale
<b>1999</b>	Reprise des combats entre les miliciens de Bernard Kolelas et l'armée du président
Décembre	signature d'un accord de paix
<b>2002</b>	Élection de Denis Sassou Nguesso à la présidence
<b>2009</b>	Réélection de Denis Sassou Nguesso à la présidence

# Triangle G H en république du congo

**personnel  
expatrié**

**1**

**personnel  
national**

**3**

**programmes  
réalisés**

■

**programmes  
en cours**

**1**

Sollicitée par une association lyonnaise fondée par un migrant congolais, l'association décide en 2010 d'une évaluation en République du Congo, qui débouchera rapidement sur la soumission d'un projet à l'Union Européenne, consistant en la relance des activités de développement rural d'une association locale, le FOJEP-Développement. Le premier financement sollicité obtenu, la mission Congo ouvre en décembre 2011, et travaille d'ores et déjà à son propre développement.



## Vers un développement économique de proximité au service de la préservation de l'environnement



Le FOJEP-Développement a été créé en 1989, création matérialisée par la mise en route d'une exploitation agro-pastorale sur le site de Loukanga. Ce site a alors vocation à former des jeunes à l'agriculture et à offrir un espace de rencontres et d'échanges entre les agriculteurs du Pool. Durant la guerre civile, de nombreux bâtiments et infrastructures sont pillés et détruits. Le FOJEP-D se voit donc contraint de stopper toutes ses activités jusqu'en 2003. Depuis, grâce à l'implication des membres de son antenne Lyonnaise et l'engagement de ses bénévoles au Congo, les activités ont pu être relancées dans de nouvelles infrastructures, permettant d'accueillir à nouveau des stagiaires.

L'action s'articule autour de la relance des activités du FOJEP – Développement ; elle s'appuiera en premier lieu sur un centre de ressources rural qui constituera l'épicentre du programme, à partir duquel sera développé et dynamisé un réseau d'acteurs locaux agissant comme autant de vecteurs de propagation des pratiques et activités promues par l'action, dont l'objectif est de développer un entrepreneuriat agricole respectueux des exigences environnementales.

**bénéficiaires**

**9.500**

**partenaires**

- FOJEP – Développement
- Donateur privé



# soudan

Capitale :	Khartoum
Superficie :	2 505 813 km <sup>2</sup>
Population :	45 millions
Croissance démographique :	2,484%/an
PIB/habitant :	2 200 USD
Espérance de vie :	55,4 ans
Taux de chômage :	18,7% (2002)
Indice de développement humain (IDH) :	169/187



**Le Soudan est un pays de l'est de l'Afrique, bordé par la Libye et l'Égypte (nord), l'Érythrée et l'Éthiopie (est), le Kenya et le Sud Soudan (sud), la République centrafricaine, et le Tchad (ouest).**

Depuis son indépendance en 1956, le Soudan a été l'objet de luttes pour le pouvoir entre des gouvernements militaires et religieux, et d'une confrontation entre le nord et le sud du pays, qui a provoqué deux guerres civiles (1955-1972, 1983-2005). La seconde guerre civile et la famine qui en a résulté ont causé la mort de plus de deux millions de personnes, et déplacé plus de quatre millions. Le processus de paix engagé en 2002 par l'ONU a permis la signature de plusieurs traités dont l'un, signé en 2005, accordait une autonomie de six ans au sud du pays, devant aboutir à un référendum d'autodétermination. Ce référendum s'est tenu en janvier 2011, et le Sud Soudan est devenu indépendant en juillet 2011.

Le Soudan est également le théâtre du conflit du Darfour, qui a commencé en février 2003. Dans cette région, située dans l'ouest du Soudan, et peuplée de 5 à 7 millions d'habitants, deux mouvements rebelles, l'Armée de libération du Soudan (SLA) et le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM), combattent l'armée régulière et les milices arabes progouvernementales levées par Khartoum. Ce conflit a déjà causé la mort de plus de 300.000 personnes, et – selon l'ONU – le déplacement de 2.7 millions de Soudanais. Malgré l'intervention de la communauté internationale, et le déploiement d'une force militaire onusienne (MINUAD), aucune résolution n'a été trouvée à ce conflit, dont la violence s'est accentuée durant l'année 2010, provoquant le déplacement de 40.000 autres personnes, toujours selon l'ONU.

Malgré son accès à l'indépendance, le Sud Soudan reste l'une des régions les plus pauvres du monde.

Plus de 150.000 personnes ont rejoint le Sud Soudan pour échapper aux conflits se déroulant dans les régions voisines. La population qui s'était déplacée au nord du Soudan pendant le conflit va devoir faire le choix d'y demeurer ou de rejoindre le sud, au plus tard en avril 2012. 700.000 personnes pourraient par conséquent revenir au Sud Soudan.

Le conflit du Darfour constitue toujours une crise humanitaire majeure. L'accès pour les populations réfugiées aux services essentiels reste particulièrement problématique en raison de l'insécurité provoquée par le contexte politique, économique et ethnique. L'ensemble de ces facteurs, ainsi qu'un climat difficile, limitent les possibilités de production agricole, et maintiennent le pays dans une insécurité alimentaire chronique.

<b>1899-1956</b>	Condominium anglo-égyptien.
<b>1953</b>	Signature d'un traité anglo-égyptien accordant au Soudan le droit à l'autodétermination.
<b>1955</b>	Guerre civile entre le nord et le sud du pays.
<b>1956</b>	Instauration de la République du Soudan.
<b>1972</b>	Accords d'Addis-Abeba mettant fin à la guerre civile et instaurant l'autonomie aux sécessionnistes du sud.
<b>1983</b>	Le général Gaafar el-Nimeiri impose la charia à l'ensemble du pays, déclenchant à nouveau une guerre civile avec le sud du pays, qui crée l'Armée de Libération du Peuple Soudanais (APLS).
<b>2005</b>	Signature des accords de paix entre le gouvernement de Khartoum et l'APLS.
<b>2011</b>	Référendum d'autodétermination du Sud Soudan. Le 9 juillet 2011, l'indépendance est officialisée, et le 14 juillet, le Sud Soudan devient membre des Nations Unies.

# Triangle G H au soudan

**personnel  
expatrié**

**8**

**personnel  
national**

**210**

**programmes  
réalisés**

**13**

**programmes  
en cours**

**4**

Triangle G H a débuté ses opérations dans l'ouest du Darfour en juin 2004, avec un programme d'assistance aux personnes déplacées. En 2005, les premières distributions d'intrants agricoles se mettent en place dans des villages au nord de Geneina et se poursuivent depuis, en dépit des aléas des conditions sécuritaires. En avril 2005, Triangle G H s'établit à Bindizi (Wadi Saleh), un secteur rural en marge de l'aide humanitaire, et met en place un programme intégré, comprenant des distributions de biens non alimentaires de première nécessité, des infrastructures permettant un environnement sanitaire adapté, ainsi que des activités de soutien à la sécurité alimentaire pour des populations en situation de réelle vulnérabilité. En 2006, Triangle G H étend ses activités à la localité d'Um Dukhun, située aux confins du Darfour, du Tchad et de la RCA. Basée sur l'expérience et les progrès réalisés au cours de ses interventions en zone rurale, Triangle G H a développé une stratégie opérationnelle qui permet aujourd'hui de poser les premières étapes de la phase de post urgence pour certaines des populations ciblées, tout en maintenant le dispositif d'assistance mis en place au long des années pour l'ensemble des bénéficiaires des actions de l'association.

L'insécurité diffuse qui règne dans le Darfour a progressivement touché les organisations humanitaires au cours des dernières années, tant dans l'occurrence que dans la gravité des faits. Triangle G H, comme la majorité des ONG intervenant dans le Darfour, a dû adapter ses méthodes de travail afin de renforcer la sécurité de son personnel et de ses biens. Ainsi, afin de ne plus exposer le personnel expatrié au risque majeur de kidnapping, le travail de terrain est de manière croissante délégué aux membres soudanais de l'équipe, pour lesquels les risques sont à l'heure actuelle bien moindres. Le processus de promotion et de formation interne a donc été renforcé depuis 2009, afin de maintenir le niveau de qualité des programmes tout en continuant, et c'est toujours l'enjeu majeur, à opérer les services essentiels pour les populations bénéficiaires.

En 2011, après plusieurs évaluations menées dans l'État de Gedaref, à l'est du pays, conjointement avec les autorités nationales et locales, Triangle G H a obtenu un premier soutien financier pour lancer ses opérations dans la région et ouvrir ainsi un nouveau bureau.

---

**2004** Assistance aux populations déplacées du camp de Ryad, ville de Geneina, Ouest Darfour.

---

**2005** Assistance aux personnes affectées par le conflit dans l'ouest Darfour.

---

Assistance aux personnes affectées par le conflit à Bindizi, Wadi Saleh, ouest Darfour.

---

**2006** Amélioration des conditions sanitaires des populations déplacées des camps de la périphérie de Karthoum.

---

Assistance aux populations affectées par le conflit dans l'ouest Darfour.

---

**2007** Assistance aux populations affectées par le conflit dans l'ouest Darfour.

---

**2008** Vers une sécurité alimentaire renforcée des populations de l'ouest Darfour.

---

Assistance aux populations affectées par le conflit sévissant au Darfour.

---

**2009** Soutien aux populations du Darfour affectées par le conflit.

---

Soutien à la sécurité alimentaire des populations du Darfour.

---

**2010** Assistance multisectorielle aux populations réfugiées et déplacées dans l'ouest Darfour.

---

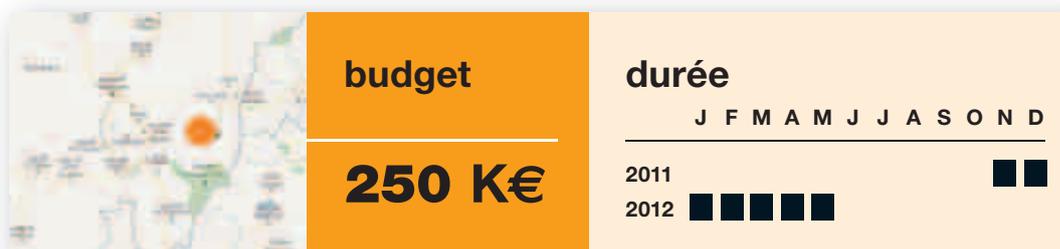
Assistance aux populations affectées par le conflit au Darfour.

---

Assistance pour la couverture des besoins vitaux des populations affectées par la crise humanitaire dans l'ouest Darfour.



## Soutien à la diversification de la production alimentaire des populations rurales de l'état de Gedaref



L'état de Gedaref - comme les deux autres états de l'Est du Soudan - montre des indicateurs de développement parmi les plus alarmants du pays. D'après le Sudan Household Survey de 2006, seuls 37,3% de la population ont accès à des sources d'eau « améliorées » contre 56,1% en moyenne au Soudan. De même, seuls 14,6% de la population ont accès à des infrastructures sanitaires contre 31,4% sur le plan national. Pourtant, les acteurs de la solidarité internationale sont extrêmement peu nombreux à Gedaref, où seule une ONG internationale opère, et où la présence des agences de l'ONU est très réduite. La population de Gedaref est estimée entre 1,35 et 1,87 millions de personnes (1,35 selon le PNUD en 2009 et 1,87 selon l'UNICEF en 2011), dont près de 50% vivent en dessous du seuil de pauvreté, estimé à 114 SDG (environ 28 \$) par personne par mois (chiffres UNOCHA, Workplan 2011).

La région de Gedaref est réputée pour être le « grenier » du Soudan. En effet, la terre argileuse riche et les pluies abondantes entre juin et septembre (entre 500 et 900 mm dans les localités du sud de Gedaref pendant ces 4 mois) sont des facteurs très favorables à la culture céréalière (sorgho à 83%, mais également mil, sésame et tournesol), réalisée en quasi-totalité en culture pluviale. La productivité est cependant très faible, en raison de pratiques agricoles mal adaptées et d'un manque de moyens mis en œuvre par le ministère de l'Agriculture pour la formation des fermiers. La productivité est de 100 kilos de sorgho par feddan (=0,42 hectare), quand elle pourrait facilement atteindre, au vu des performances réalisées dans d'autres régions, 500 ou 600 kilos. De même, la production de fruits et légumes est très faible, du fait d'une mauvaise utilisation de l'eau (pas de maîtrise des techniques simples d'irrigation), d'un manque de connaissance générale, mais également d'un engagement prioritaire des agriculteurs dans la production céréalière, qui les a massivement détournés de toute autre activité productive. Gedaref est également un territoire d'élevage, avec 5,2 millions de têtes de bétail (PNUD, 2009), vaches, moutons, chèvres et chameaux. Gureisha est l'une des 10 localités de Gedaref, peuplée de 83 394 personnes (selon le 5<sup>e</sup> recensement du Soudan en 2008). Située à l'extrémité est de l'état,

cette localité est parmi les moins pourvues en services de base, et se trouve littéralement coupée du reste du pays durant la saison des pluies à cause de l'absence de pistes aménagées. Le choix de Gureisha s'est vu confirmé par les visites de terrain réalisées par Triangle G H, mais également par les recommandations des autorités locales : la représentation locale du HAC, le directeur général du ministère de l'Agriculture comme le directeur général du ministère de l'eau et de l'irrigation ont plaidé pour une orientation des activités de Triangle G H vers cette localité qu'ils considèrent comme la localité la plus pauvre de l'état de Gedaref. En 2011, au cours des deux premiers mois de l'action, Triangle GH s'est attachée à lancer le programme en recrutant son équipe, ouvrant son bureau, enregistrant les bénéficiaires, impliquant les autorités locales et la population dans le projet à venir. Celui-ci prévoit la distribution de semences maraichères, l'amélioration de l'irrigation de ces jardins ainsi que la formation technique des agriculteurs ciblés.

### bénéficiaires

**36.000**

### partenaires

- Département horticulture du Ministère de l'Agriculture de l'état de Gedaref



## Contribution au maintien d'une réponse directe aux besoins essentiels des populations vulnérables, tout en augmentant l'implication des populations et des acteurs locaux



Ce programme vise à réduire la mortalité et la morbidité au sein des populations les plus vulnérables au travers d'une aide intégrée. L'approvisionnement en eau potable, l'accès aux infrastructures sanitaires (latrines, points de lavage des mains et du linge), le ramassage

et le traitement des ordures ainsi que la promotion de l'hygiène sont déterminants dans le contrôle des vecteurs principaux de risques sanitaires.

**Accès à l'eau potable et implication des partenaires concernés :**

- construction de nouveaux points d'eau (châteaux d'eau, pompes à main, pompes à moteur, puits) ;
- maintenance/réhabilitation des installations ;
- tests réguliers sur la qualité de l'eau (test microbien et chimique) et partage des résultats avec les services sanitaires et autres acteurs institutionnels concernés ;
- interventions régulières et continues auprès des acteurs institutionnels locaux (WES...) et de la population locale afin de renforcer leur participation.

**Limitation des risques sanitaires majeurs dans les zones à forte densité de peuplement :**

- construction/réhabilitation/maintenance de latrines avec l'aide des bénéficiaires ;
- estimation des besoins au travers d'une enquête annuelle et d'un suivi permanent de l'état du parc existant ;
- expérimentation d'une nouvelle conception de latrines plus durables ;
- collecte et traitement des ordures par les équipes de Triangle G H en collaboration avec les acteurs locaux (ONG locale, groupe d'habitants), qui devront à terme prendre en charge intégralement le dispositif.

**Amélioration des connaissances de la population sur les bonnes pratiques d'hygiène :**

- animation de sessions de promotion de l'hygiène (centres de promotion à l'hygiène, écoles, visites à domicile, campagnes collectives...) et développement des sessions de formation de formateurs afin de faciliter la transmission de ces activités aux communautés, associations locales, enseignants...
- enquêtes d'évaluation de l'impact des activités de promotion à l'hygiène.

**Coordination de l'évolution de la situation humanitaire avec les acteurs concernés et distribution de produits de première nécessité aux populations les plus vulnérables et aux nouveaux arrivants :**

- suivi des déplacements de population dans les zones d'intervention, rapports réguliers auprès des agences concernées ;
- réalisation d'études permettant d'apporter une réponse rapide aux besoins essentiels des nouveaux arrivants ;
- distribution d'aide non alimentaire (couvertures, matelas plastiques, kits cuisine, vêtements...) aux nouveaux arrivants, aux populations les plus vulnérables, ou à l'ensemble de la population dans le cas de situations d'urgence (incendies, inondations...) ;
- maintien d'un stock d'urgence (produits non alimentaires, matériaux et équipement nécessaires à la construction de points d'eau et de latrines) afin d'être en capacité de répondre aux besoins essentiels des nouveaux arrivants.

Un arrêt soudain des mécanismes actuellement en place mènerait à une dégradation rapide de la situation sanitaire globale dans la région. Une phase de transition visant à une plus grande implication des populations et collectivités locales est donc nécessaire, ainsi qu'une surveillance des déplacements de population et une distribution d'aide non alimentaire d'urgence. Ainsi les dispositifs « d'urgence » en place depuis plusieurs années impliquant une gestion directe presque totale et quotidienne par Triangle G H des services essentiels (de l'approvisionnement en essence des générateurs thermiques permettant



Ce programme vise à renforcer les capacités des populations à surmonter les chocs liés à la crise et à la diminution en cours de l'assistance. Des distributions saisonnières de semences (mairâchères en « hiver » et céréalières en saison des pluies) permettent l'augmentation globale du niveau de sécurité alimentaire dans les zones ciblées. 159 000 personnes ont bénéficié du soutien de Triangle G H lors des distributions de semences céréalières en mai et juin 2011.

Dans les zones d'intervention de Triangle G H, 51% des paysans n'ont tout de même pas assez récolté pour couvrir les besoins minimums de leur famille, 34% d'entre eux n'atteignent même pas la moitié de ces besoins vitaux. Cette situation s'aggrave si l'on prend en considération la nécessité d'achat d'autres denrées, inhérentes au régime alimentaire local (huile, sucre, sel...). Le soutien des agriculteurs doit être assuré via la distribution de semences céréalières, dont le manque est évoqué par 21% des paysans de Geneina comme l'un des facteurs principaux limitant la production de céréales. Sans les distributions de Triangle G H l'an passé, ce pourcentage serait sans doute beaucoup plus élevé : 27% des semences semées dans les zones d'intervention de Triangle G H en 2011 proviennent des distributions de Triangle G H. Toujours selon l'enquête menée par Triangle G H en octobre 2011, 76% des paysans de Bindizi ne couvriront pas leur besoins minimums par leur production. Si Triangle G H n'avait pas distribué de semences en 2011, ils auraient été 92% à ne pas les couvrir.

Au-delà des activités agricoles, l'UNHCR a souhaité que Triangle G H participe à l'augmentation du nombre de salles de classe pour faciliter l'accès à un plus grand nombre d'élèves habitant dans les zones d'intervention (Bindizi et Um Dukhun). Quatre salles de classes équipées de matériel pédagogique et de mobilier scolaires ont été construites.

<b>bénéficiaires</b>  <b>160.000</b>	<b>partenaires</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• HAC (Commission des affaires Humanitaires, Soudan)</li> <li>• Ministère de l'agriculture(Soudan)</li> <li>• FAO (organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)</li> <li>• UNHCR (Agence des Nations Unies pour les réfugiés)</li> <li>• Peace Committee, Bindizi (rassemblement de chefs traditionnels locaux)</li> <li>• Supporting Commitee, Um Dukhun (rassemblement de chefs traditionnels locaux)</li> <li>• Département du Ministère de l'Agriculture à Bindizi, Um Dukhun et Geneina</li> </ul>			

# timor leste

| timor oriental



Capitale :	Dili
Superficie :	14.874 km <sup>2</sup>
Population :	1,2 million
Croissance démographique :	1.957%
PIB/habitant :	3.100 \$
Espérance de vie :	68,27 ans
Taux de chômage :	18.4%
Indice de développement humain (IDH) :	147/187

**Le Timor est une île de l'archipel indonésien située à 500 km au nord de l'Australie, entre les îles de Java (est) et de Nouvelle-Guinée (ouest). C'est la plus grande des îles de la Sonde.**

Lors de la colonisation, l'île est coupée en deux : la partie occidentale est intégrée aux Indes néerlandaises, qui deviendront l'Indonésie. La partie orientale est annexée par le Portugal, qui se retirera en 1975. Le Timor oriental (Timor Leste) proclame alors son indépendance, mais il est envahi sept jours plus tard par l'armée indonésienne. Pendant 25 années d'occupation, l'Indonésie a mené une politique de répression sanglante sur les opposants. Plus de 250.000 Est-Timorais ont péri dans les combats, les famines orchestrées. De vastes plans de transmigration des îles surpeuplées de Java et de Sumatra ont été mis en place, visant à supplanter le nombre de natifs.

En 1998, le général Suharto, président de l'Indonésie, est poussé à la démission par des manifestations populaires. Son successeur, Habibie, concède alors au Timor Leste le droit de tenir un référendum d'autodétermination sous l'égide de l'ONU le 30 août 1999. Malgré les violences accompagnant cette consultation, plus de 78% des Timorais se prononcent en faveur de l'indépendance. L'armée indonésienne et les milices timoraises se retirent du pays dans la violence, le Timor est placé en octobre 1999 sous la gestion administrative transitoire de l'ONU. Le pays devient officiellement indépendant le 20 mai 2002, et des

élections présidentielles ont lieu. Quatre ans après l'obtention de sa pleine souveraineté, le Timor Oriental est à nouveau frappé par la violence d'un conflit, interne cette fois, causant des déplacements massifs de population à travers le pays. Le pays se concentre aujourd'hui sur sa stabilisation politique et économique. Dix ans après leur accession à l'indépendance, les Timorais de l'Est vont élire en 2012 pour la troisième fois leur Président ainsi que les membres qui composeront leur Parlement national. Après plus de 12 années de présence, la mission de l'ONU (UNMIT) et les forces internationales d'interposition (ISF) devraient quitter le pays avant la fin de l'année 2012.

<b>1515-1975</b>	450 ans de présence portugaise dont 275 ans de gouvernance coloniale.
<b>1942-1945</b>	3 ans de ravages causés par le passage de la seconde guerre mondiale.
<b>1975-1999</b>	24 ans d'occupation indonésienne reconnue comme l'une des plus sanglantes du 20 <sup>ème</sup> siècle.
<b>1999</b>	Référendum d'autodétermination sous l'égide de l'ONU.
<b>1999</b>	Arrivée des premières missions de maintien de la paix.
<b>2002</b>	Indépendance officielle de la République Démocratique du Timor-Leste.
<b>2006-2008</b>	Crises sociopolitiques internes, déplacements de 10% de la population - Nouvelle intervention de forces de maintien de la paix.
<b>2012</b>	10 <sup>ème</sup> anniversaire de l'Indépendance, élections, retrait des forces de maintien de la paix.

Malgré des ressources pétrolifères importantes, la population timoraise est l'une des plus pauvres de la planète, 50% de la population vivant sous le seuil de pauvreté avec 0,88 dollars US par jour. L'agriculture occupe et nourrit encore 70% de la population, et le taux de malnutrition reste important (près de la moitié des enfants souffrent de sous-alimentation). La faiblesse des infrastructures rend le quotidien de la population des districts particulièrement difficile. Pour certaines régions, le mauvais état des routes, l'absence d'électricité et d'eau potable reste problématique, et freine l'accès à la santé, à l'éducation, et à l'emploi. La centralisation des moyens (éducation supérieure, télécom, transport, emploi, santé...) fait augmenter le problème de l'exode vers la capitale (+ 87% d'habitants en 20 ans) et surtout le sentiment d'isolement et d'abandon éprouvé dans le reste du pays.

Le Timor-Leste est soumis depuis son indépendance à une poussée démographique importante, atteignant même le taux de fécondité le plus important au monde après 2002 avec une moyenne de 7,2 enfants par femme.

# Triangle G H

## au timor leste

**personnel  
expatrié**

**4**

**personnel  
national**

**30**

**programmes  
réalisés**

**11**

**programmes  
en cours**

**3**

Une mission d'évaluation conduite à la fin de l'année 2004 a permis de démarrer fin 2005 un programme d'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires dans les zones du pays touchées par la malnutrition.

En 2006, lorsque la crise éclate, Triangle G H est présent dans le pays depuis plus d'un an, et travaille déjà à la reconstruction et au développement de ce qui est alors le plus jeune état du monde. Des projets d'eau, assainissement et hygiène sont en cours. Fort de son expérience également dans les situations d'urgence, Triangle G H met en place très rapidement un projet d'assistance en eau, assainissement et hygiène pour 6 000 personnes dans les camps de déplacés, en collaboration avec l'ONG norvégienne NRC.

En parallèle, Triangle G H a développé un projet psychosocial dans la ville de Becora, avec l'objectif de recréer un lien social entre les populations. Ce projet a conduit à l'animation d'un centre de jeunes en partenariat avec une association locale, et à l'organisation de nombreuses activités (formation en anglais, tournoi de sport, groupe de musique, de peinture...)

Dès 2007, une relation de confiance s'est tissée avec l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement qui a chargé Triangle G H de mener une étude exhaustive des réseaux d'eau du district de Manatuto.

Triangle G H développe des projets sur le long terme, pour amener la population à l'autogestion d'un secteur répondant à des besoins importants et vitaux. L'association fait donc le choix de travailler en étroite collaboration avec les ONG locales, qui doivent être impliquées dès les premières étapes d'un projet pour bénéficier d'une formation qui leur permettra d'acquérir les compétences suffisantes pour pérenniser les nombreux chantiers.

- 2004** Mission d'évaluation.
- 
- 2005** Approvisionnement en eau potable et installations sanitaires dans les zones touchées par la malnutrition dans le sous district de Laleia.
- 
- 2006** Programme d'urgence eau et assainissement dans les camps transitionnels accueillant les personnes déplacées.
- 
- 2007** Assistance d'urgence aux populations affectées par la crise sévissant au Timor Oriental (eau et infrastructures sanitaires).
- 
- Construction du système d'adduction d'eau des villages de Lacro, district de Manatuto.
- 
- Réhabilitation, maintenance et gestion des réseaux d'eau du district de Gouvernement Timor oriental .
- 
- Approvisionnement en eau et infrastructures sanitaires dans les sites de transition hébergeant les personnes déplacées dans le district de Dili.
- 
- 2008** Soutien aux personnes déplacées par l'approvisionnement en eau et la construction d'infrastructures sanitaires.
- 
- Soutien aux personnes victimes de la crise à travers la réduction des conflits intercommunautaires.
- 
- 2009** Mise en place d'un système durable d'approvisionnement en eau en zones rurales (districts d'Oecusse et de Manatuto).
- 
- 2010** Soutien au centre de formation professionnalisant de Caméa en partenariat avec le SEPOFE.
- 
- Amélioration des conditions de vie des populations rurales du district de Covalima.



## Amélioration des conditions de vie des populations rurales du district de Covalima



Cette mission a permis de construire ou de réhabiliter six systèmes d'adduction d'eau alimentant en eau potable les habitants du district, dans l'objectif d'améliorer les conditions d'hygiène et d'assainissement de la zone.

Durant toute la mise en œuvre de ce projet, plus de 20 'facilitateurs' timorais ont travaillé en lien étroit avec les habitants pour former, informer, sensibiliser et impliquer chaque membre des communautés dans la réalisation, la maintenance et la bonne utilisation des infrastructures mises à disposition.

Après avoir réalisé une identification spécifique des besoins, les études techniques et le design des réseaux, l'équipe de Triangle G H a procédé à un appel d'offres pour la fourniture du matériel et réalisé, en partenariat avec la population, les travaux de construction ou de réhabilitation des réseaux et latrines.

Des comités ont été créés dans chaque communauté, qui ont été formés sur les aspects techniques de maintenance, et sur la promotion de l'hygiène, afin d'assurer la durabilité des installations.

Une formation a également été délivrée au Service national décentralisé de l'eau, sur les aspects techniques (études topographiques, test de qualité de l'eau, training hydraulique, design d'infrastructures...), et opérationnels (de projet, suivi, stockage...).

### bénéficiaires

**5.107**

### partenaires

- NTF (Naroman Timor Foun)



## Nicolas Malaizé, coordinateur du projet

| <http://timor-france.blogspot.fr/2011/09/cova-lima-triangle-gh-inaugure-son.html> |

“ Ce projet n’aurait pu voir le jour dans les délais impartis sans une grande implication des habitants, mais aussi des autorités locales, comme le Chef du Suco de Matai qui a durement travaillé à la mobilisation des communautés. Chaque sac de sable, de gravier ou de ciment, chaque tuyau et chaque outil a été transporté par les femmes, les hommes et les étudiants qui vivent ici. La source étant perchée dans la montagne et totalement inaccessible en véhicule, ils ont dû charrier tout le matériel sur leur dos ou leur tête. Ils ont également dû creuser plus de 3 km de tranchées à la force du poignet, casser les roches et déblayer la terre pour enterrer les tuyaux. Nombre d’entre eux, malgré l’âge, ont montré une force incroyable tout au long du projet et je les en remercie sincèrement. ”



## Amélioration des services d'eau et assainissement dans les zones rurales du Timor-Leste



Depuis sa première mission d'étude en 2004, Triangle G H a développé de nombreux programmes concernant l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement dans différentes régions du pays.

Ce programme concerne l'enclave d'Oecusse, où la situation est la plus critique, 10 à 15% seulement de la population ayant accès à des installations sanitaires, et 14.8% à des ressources en eau potable. Sur l'ensemble des 13 villages identifiés et sélectionnés dans le cadre de ce projet, avec une population totale estimée de 10 147 habitants, la couverture est de 2% pour les installations sanitaires, et de 20% pour les ressources en eau potable.

Une phase préparatoire visant à mettre à jour et vérifier les données sociales et les choix techniques retenus a tout d'abord été réalisée, qui a donné lieu à une définition participative de la mise en œuvre des activités dans chaque village. Le programme pour les trois années à venir se déclinera selon trois axes :

#### **Amélioration de l'accès à l'eau :**

- mise en place et/ou renforcement des comités locaux de gestion de l'eau et formation de ces derniers ;
- identification et protection des ressources en eau ;
- dimensionnement et conception des infrastructures, achats des matériaux et réhabilitation / construction des réseaux d'adduction d'eau ;
- contrôle de la quantité et de la qualité de l'eau en collaboration avec les services de l'eau et l'assainissement.

#### **Amélioration de l'environnement sanitaire grâce à un accès accru aux infrastructures sanitaires de base et au développement des connaissances et des bonnes pratiques liées à l'hygiène :**

- réalisation d'enquêtes Connaissances, Attitudes, Pratiques (CAP), définition des messages d'hygiène et sessions de sensibilisation (20 par village et par an) ;
- mise en œuvre d'une approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) pour la construction de 1100 latrines familiales ;
- sélection des bénéficiaires vulnérables selon des critères préétablis, et construction des infrastructures sanitaires.

#### **Renforcement des capacités des acteurs en charge des équipements :**

- élaboration d'une matrice des responsabilités sur la maintenance des infrastructures d'eau et définition d'un cursus de formation avec les services de l'eau et de l'assainissement, les communautés et l'ONG locale partenaire;
- mise en œuvre des formations techniques pour les comités de gestion de l'eau, le partenaire local et les services de l'eau et de l'assainissement ;
- suivi, soutien et évaluation des mesures prises par les acteurs en charge de la maintenance et de la réparation des réseaux d'eau.

**bénéficiaires**

**7.100**

**partenaires**



- NTF (Naroman Timor Foun)
- Direction Nationale des Services de l'Eau et Assainissement



## Soutien au centre de formation professionnalisant de Caméa en partenariat avec le SEFOPE (Secretary of State for Vocational Training and Employment)



Ce programme a pour objectif d'améliorer l'accès à des formations professionnelles pour des jeunes déscolarisés âgés de 15 à 30 ans, et favoriser l'intégration des filles au programme.

Cinq centres de formation sont concernés, chacun prenant en charge 60 participants (même nombre de filles que de garçons).

Cette mission vise à améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage dans les centres grâce au partenariat avec le SEFOPE et l'INDO, encourager les formatrices à montrer l'exemple et à promouvoir l'assiduité des filles, mettre en place des programmes pour sensibiliser les participants à la question du genre, renforcer les structures de prise de décision dans les communautés, et effectuer un suivi pendant six mois en délivrant des conseils aux jeunes à la fin de leur formation.

Les équipes de Triangle G H sont venues en appui au centre de Caméa en vue d'améliorer les opportunités professionnelles que peut offrir cette structure. Les quatre autres centres ont un partenariat avec d'autres ONG internationales. Au total, sur l'ensemble des centres, 300 élèves devraient d'ici la fin du projet avoir suivi une formation professionnelle.

L'année 2011 a été un vrai tremplin pour le centre Caméa. D'un budget initial annuel prévisionnel estimé à 54.000€, le centre a doublé son budget (109.000€), grâce à l'engagement financier de nouveaux partenaires et bailleurs (SEFOPE, BIT), mais également grâce au développement d'activités génératrices de revenus, comme la location de salles et la formation de formateurs.

Le centre Caméa a investi une partie de ses ressources dans la réhabilitation d'un bâtiment dont il est propriétaire, qui a permis, depuis octobre dernier la location de plusieurs salles au BIT (Bureau International du Travail), et l'installation d'un Centre de Ressources et d'Apprentissage destiné à l'ensemble des centres de formations de Dili.

Par ailleurs, le centre a été sélectionné puis accrédité par SEFOPE (certificat III) pour assurer la formation de formateurs (techniques de formations et d'évaluations) auprès du DENAFOP (National Directorate for Professional training), mais également auprès de la Police Nationale. Cette année, 47 professionnels ont bénéficié de ce nouveau curriculum sur une période de 9 mois.

Le soutien administratif, financier et de gestion des ressources humaines apporté par Triangle G H a porté ses fruits. Le centre Caméa est depuis le début de l'année 2012 totalement autonome dans sa gestion et son développement.

## bénéficiaires

70

## partenaires

- Norwegian Funds
- Secrétariat d'État pour la Formation professionnelle et l'Emploi (SEFOPE)
- Institut pour le développement de la main d'œuvre (INDMO)



# vietnam

Capitale :	Hanoi
Superficie :	331 210 km <sup>2</sup>
Population :	91,519 millions
Croissance démographique :	1,054%/an
PIB/habitant :	3 300 USD
Espérance de vie :	72,41 ans
Taux de chômage :	2,3%
Indice de développement humain (IDH) :	128/187



**Le Vietnam est un pays d'Asie du sud-est situé à l'extrême est de la péninsule indochinoise, bordé par la Chine (nord), le Laos et le Cambodge (ouest).**

La conquête du Vietnam par la France a commencé en 1858, pour s'achever en 1884. Le Vietnam intègre l'Indochine française en 1887. Bien que le pays ait proclamé son indépendance pendant la Seconde guerre mondiale, la France continue de l'administrer jusqu'en 1954. Les Accords de Genève divisent alors le pays : un régime communiste au nord (République Démocratique du Vietnam), et un régime nationaliste au sud (République du Vietnam). Dans le contexte de la Guerre Froide, le nord, soutenu par l'URSS et le sud, soutenu par les États-Unis entrent en guerre. Un cessez-le-feu sera signé en 1973, et le Vietnam réunifié en 1976 deviendra la République Socialiste du Vietnam. En 1979, l'armée vietnamienne envahit le Cambodge, mettant fin au régime des Khmers Rouges, et initiant un conflit avec la Chine. En 1989, le Vietnam se retire du Cambodge, permettant la restauration des liens diplomatiques avec les chefs d'état européens et asiatiques.

En 1986, les réformes politiques du Dôï Moi («Renouveau») marquent une véritable rénovation de l'état et de l'économie, inspirée de la Perestroïka russe. Elles entraînent l'ouverture à l'économie de marché ainsi que l'abandon progressif de la collectivisation des entreprises et des terres. Les entreprises étrangères, attirées par les bas salaires, commencent à s'implanter dans le pays. La nouvelle Constitution adoptée en 1992 renforce le rôle du Parti communiste, tout en ouvrant davantage la voie aux réformes économiques.

En 1994, les États-Unis lèvent leur embargo économique et le Vietnam peut réaliser des emprunts pour sa reconstruction auprès du Fonds Monétaire International. En 1995,

le Vietnam entre à l'Association des Nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN) et en 2007, à l'Organisation mondiale du Commerce.

La densité de population au Vietnam est élevée. C'est un pays en développement qui dans les trente dernières années a dû surmonter les ravages de la guerre, la perte de soutien financier de l'ancien bloc soviétique, et les rigidités d'une économie planifiée.

Bien que la politique de renouveau initiée dans les années 90 ait permis un essor économique important, la croissance démographique forte impose le maintien d'un niveau de croissance élevé.

La main d'œuvre en constante augmentation – et particulièrement l'arrivée de nombreux jeunes chaque année sur le marché du travail – met au premier plan la question de la qualification professionnelle et de la création d'emploi.

<b>1883 - 1954</b>	Colonisation par la France.
<b>1946</b>	Début de la guerre d'Indochine entre les forces françaises et le Viet Minh, force armée indépendantiste.
<b>1954</b>	Signature des accords de Genève.
<b>1959</b>	Début de la Guerre du Vietnam.
<b>1976</b>	Réunification officielle et proclamation de la République socialiste du Vietnam.

# Triangle G H au vietnam

personnel  
expatrié

1

personnel  
national

1

programmes  
réalisés

8

programmes  
en cours

2

Le tourisme est l'un des piliers de la croissance économique vietnamienne, et le parc hôtelier s'agrandit chaque année. En 1996, le ministère du Tourisme fait appel par l'intermédiaire de la Commission européenne aux investisseurs étrangers afin de mettre en place des systèmes de formation performants pour répondre au besoin de personnel qualifié dans ce secteur. Triangle G H décide de répondre à cet appel et propose la création d'une école hôtelière franco-vietnamienne pour les jeunes en difficulté à Hô Chi Minh Ville. Ce programme a été suivi pendant 11 ans par l'association, avant que sa gestion ne soit transférée au ministère des Affaires Sociales vietnamien.

<b>2002 - 2011</b>	Développement et soutien de l'école hôtelière pour les jeunes issus de milieux défavorisés.
<b>2006</b>	Soutien à un centre de formation professionnelle pour personnes handicapées.
<b>2007</b>	Renforcement du centre de formation professionnelle pour personnes handicapées de Ho Chi Minh Ville.
<b>2009</b>	Assistance aux personnes affectées par le typhon Ketsana et la tempête tropicale Mirimae.



## Contribution à l'amélioration de l'environnement sanitaire du district 8



Ce projet a été mis en œuvre dans le District 8, zone urbaine à forte densité de population (408 000 habitants environ). Situé à l'est du centre ville et mal desservi par les transports publics, il est considéré par le Département de Réduction de la Pauvreté du Comité Populaire comme le deuxième district le plus pauvre de la province (revenus moyens mensuels compris entre 50 et 100 US\$). L'accès aux services de base est globalement assuré par les structures d'état, sous condition pour les bénéficiaires d'être enregistrés auprès des services sociaux et d'obtenir un statut résidentiel. Toutefois, ces structures, souvent dans un état vétuste, sont surchargées du fait de l'immigration croissante des paysans expropriés dans le delta du Mékong (autour de 100 000 personnes viennent s'installer tous les ans à Ho Chi Minh ville).

Le District 8 comporte un nombre important de maisons insalubres, construites pour la plupart sur pilotis le long du canal, et ne disposant pas de sanitaires décentes. La taille souvent réduite des ruelles rend difficile la connexion aux égouts ou l'accès à l'eau potable, les déchets liquides et solides sont donc rejetés dans le canal sans aucun traitement approprié. Au niveau des deux dispensaires (Xom Cui et Rach Cat) et de l'hôpital principal, les systèmes d'assainissement existants ont été conçus pour traiter l'eau en fonction de la capacité d'accueil des infrastructures. Or, ces institutions ont du faire face à une démographie importante en raison de leur situation géographique. Selon les estimations transmises par le département de la santé, il fallait multiplier par trois la capacité de traitement des systèmes d'assainissement afin de faire face aux besoins et de réduire les risques sanitaires.

Triangle G H, en partenariat avec le PADDI (Centre de Prospective et d'Études Urbaines)<sup>1</sup>, et avec le concours du Comité Populaire et des Services de Santé du District 8, a donc

<sup>1</sup> - Le PADDI est un projet de coopération décentralisée entre la Région Rhône-Alpes et la Province d'Ho Chi Minh Ville. Les deux collectivités entretiennent un programme de coopération bilatérale depuis 1997, notamment dans les secteurs de la formation, de la santé, et de la gestion urbaine.

mis en œuvre un projet comportant deux volets principaux : l'amélioration des conditions sanitaires des dispensaires Xom Cui, Rach Cat et de l'hôpital principal du District 8 ; et l'élaboration d'un plan de développement pour le District 8 prenant en compte les questions de pauvreté urbaine et environnementale.



## Projet de développement et de renforcement de l'École Hôtelière pour jeunes défavorisés d'Hô Chi Minh Ville



Ce projet est le dernier volet de soutien à l'École Hôtelière pour les jeunes défavorisés que Triangle G H a contribué à créer et à administrer avec son partenaire, le DELISA (Services sociaux vietnamien) depuis 10 ans. Cette école qui dispense des formations en cuisine, pâtisserie, chocolaterie et service d'étage accueille et forme des jeunes défavorisés pour leur fournir un bagage éducationnel leur permettant de s'insérer dans la vie économique vietnamienne. 120 élèves sortent diplômés chaque année de l'école et 100% d'entre eux trouvent un emploi stable dans les restaurants et hôtels de la région d'Hô Chi Minh Ville.

Cette dernière phase visait donc à autonomiser et pérenniser le fonctionnement de l'école. Pour ce faire, ce dernier volet a vu la mise en place d'une auberge d'application pour

développer la formation de service d'étage, la pérennisation des activités génératrices de revenus de l'école (restaurant Sésame, Boulangerie) et l'autonomisation de son fonctionnement, en renforçant notamment le réseau de partenaires autour de l'école.

Triangle G H a confirmé son retrait du projet à la suite de cette phase. Depuis sa création, 763 élèves ont été formés et insérés dans la société vietnamienne.

**bénéficiaires**

**763**

**partenaires**

**Rhône-Alpes** Région

- Comité populaire du district



# yémen

Capitale :	Sanaa
Superficie :	527 968 km <sup>2</sup>
Population :	24,8 millions
Croissance démographique :	2,575%/an
PIB/habitant :	2 500 USD
Espérance de vie :	64,11 ans
Taux de chômage :	35% (2003)
Indice de développement humain (IDH) :	154/187



**La République du Yémen, est située à la pointe sud-ouest de la péninsule arabique, bordée par le royaume d'Arabie Saoudite**

**(nord) et le sultanat d'Oman (est), et comportant plusieurs îles : l'île de Kamaran en mer Rouge, l'îlot de Perim qui commande l'accès à la mer Rouge par le détroit de Bab-el-Mandeb, et l'île de Socotra dans l'océan Indien.**

La partie nord du Yémen obtient son indépendance de l'Empire Ottoman en 1918, et la monarchie est abolie en 1962. Elle devient alors la République Arabe du Yémen. La partie sud, sous protectorat britannique jusqu'en 1967, devient la République démocratique populaire du Yémen. Trois ans plus tard, le gouvernement se rapproche du bloc communiste, entraînant l'exode de milliers de personnes vers le nord. Une guerre éclate entre les deux états en 1979. Les négociations reprendront en 1988 pour une réunification du pays, qui sera effective en 1990, malgré des tensions persistantes. Le sud Yémen tente de faire sécession en 1994, avant de retomber sous le contrôle du gouvernement du nord. Le pays reste très instable, confronté à des mouvements rebelles Houtis dans le nord ouest depuis 2004, et à une relance du mouvement sécessionniste au sud depuis 2008. Le Printemps arabe s'est étendu au Yémen à partir de janvier 2011, à travers de nombreuses manifestations demandant le départ du Président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis trente ans. Celui-ci signe fin 2011 un accord prévoyant de céder le pouvoir au vice-président avant la fin de l'année.

Les affrontements armés qui perdurent dans différentes zones du pays, ainsi que l'instabilité politique régnant depuis le début de l'année 2011 dégradent fortement les conditions de vie de la population yéménite, déjà faiblement développées. Le nombre de victimes des

conflits et de personnes déplacées a augmenté en 2011, aggravant la crise humanitaire déjà subie par des centaines de milliers de personnes. Le Yémen doit également faire face à un afflux de réfugiés en provenance de la Corne de l'Afrique (Somalie, Éthiopie), estimé à 220.000 personnes selon l'UNHCR. À cela s'ajoutent des conditions climatiques extrêmes et des catastrophes naturelles (inondations, sécheresse) participant à la hausse du prix des denrées et amplifiant une crise alimentaire déjà alarmante.

<b>1918</b>	Indépendance du nord du Yémen.
<b>1962</b>	Abolition de la monarchie au Yémen du nord, qui devient la République Arabe du Yémen.
<b>1967</b>	Indépendance du sud du Yémen, qui devient la République Démocratique Populaire du Yémen.
<b>1990</b>	Les deux pays fusionnent pour former la République du Yémen.
<b>1994</b>	Tentative de sécession du Yémen du sud.
<b>2004</b>	Rébellion armée dans la province de Saada.
<b>2011</b>	Signature de l'accord mettant fin au mandat du Président Saleh. Malgré la prévision d'élections en 2012, le pays est en état de guerre civile.

# Triangle G H au yémen

personnel  
expatrié

11

personnel  
national

55

programmes  
réalisés

18

programmes  
en cours

5

En 1998, en partenariat avec l'UNHCR, Triangle G H décide d'intervenir auprès des réfugiés somaliens au Yémen.

Depuis cette date, l'association a développé dans le pays de nombreuses actions au profit des réfugiés (soutien à la création d'activités génératrices de revenus, soutien scolaire, formation professionnelle, suivi social des personnes les plus vulnérables...) mais également auprès de la population yéménite (programmes d'assainissement, réhabilitation d'infrastructures agricoles, développement rural...).

Le 28 mai 2011, Amélie, Léa et Pierre, ingénieurs travaillant dans le cadre d'un programme de relance des capacités agricoles dans la région de l'Hadramout sont enlevés à Seyoun. Le 13 novembre 2011, ils sont libérés après 170 jours de captivité. La réflexion est par conséquent lancée quant à l'avenir des opérations de Triangle G H dans ce pays. Les activités sont néanmoins maintenues, et mises en œuvre par du personnel national.

- 1998** Assistance aux réfugiés somaliens et éthiopiens (Aden).
- 
- 1999** Réhabilitation d'infrastructures agricoles dans l'Hadramout.
- 
- 2000** Réhabilitation de réseaux d'adduction d'eau sur l'île de Socotra.
- 
- 2002** Socotra : seconde phase du projet de réhabilitation de réseaux d'adduction d'eau.
- 
- 2004** Projet de développement de la culture maraîchère sur l'île de Socotra.
- 
- Alimentation en eau potable et amélioration des conditions sanitaires dans le Wadi Masila.
- 
- 2005** Projet d'étude portant sur la situation « eau et assainissement » au sein des communautés vulnérables établies dans les gouvernorats de Dhala, Taiz et Lahej.
- 
- 2006** Alimentation en eau potable et amélioration des conditions sanitaires dans le gouvernorat de Lahej.
- 
- Programme de stimulation du développement infantile dans le district de Dar Al Sa'ad, gouvernorat d'Aden.
- 
- 2007** Appui au développement de l'agriculture irriguée sur l'île de Socotra.
- 
- 2008** Programme intégré de sécurité alimentaire dans le district de Marawah, gouvernorat de Hodeidah.
- 
- 2009** Projet intégré de sécurité alimentaire dans les districts de Mayfaah et Rudoom, gouvernorat de Shabwah
- 
- Développement et promotion d'une agriculture socio et écolo compatible sur l'île de Socotra.
- 
- Vers des capacités agricoles restaurées des communautés résidentes du district de Sah, gouvernorat de l'Hadramout.
- 
- 2010** Vers la reconstitution des capacités agricoles des ménages, le renforcement des moyens de subsistance et une mitigation de l'impact de la hausse des prix alimentaires.
- 
- Soutien d'urgence aux populations déplacées d'Al Mazraq, gouvernorat d'Hajjah.
- 
- Soutien aux personnes déplacées par le conflit du nord Yémen.
- 
- Soutien d'urgence aux populations affectées par le conflit du nord Yémen.



## Programme intégré de sécurité alimentaire dans le district de Marawah, gouvernorat de Hodeidah



La plaine de la Tihama est l'une des zones les plus pauvres du Yémen. Elle présente des indicateurs de sécurité alimentaire très inquiétants, notamment dans le district de Marawah, essentiellement rural, qui dépend surtout de l'activité agricole. Le wadi Siham (cours d'eau temporaire) a fait l'objet d'aménagements qui ont fortement modifié l'accès à l'eau d'irrigation pour les agriculteurs. La plupart d'entre eux dépendent à présent des cultures pratiquées en saison des pluies (millet, sorgho), dont les faibles rendements ne permettent pas une autonomie alimentaire pendant toute l'année. La vente d'animaux, principale source de revenus internes, souffre du manque de soins vétérinaires et de la pauvreté des rations. Ce programme a donc été élaboré au plus près des agriculteurs et des éleveurs, pour mettre en place des méthodes améliorées de culture et d'élevage, et faciliter l'accès à certains intrants.

Triangle G H, avec le soutien de centres locaux de multiplication et des représentants locaux du ministère de l'Agriculture yéménite, propose aux agriculteurs des variétés à cycle plus court, permettant de faire face à la réduction de la période pluviale et d'optimiser l'usage de l'eau dans la région. Plusieurs variétés des différentes cultures locales (tabac, neem, sorgho, fourrage) sont ainsi testées, puis diffusées en cas de succès. Les échanges de pratiques entre les agriculteurs sont favorisés par l'organisation de réunions inter-villages. Les agronomes suivent avec les agriculteurs les avantages et inconvénients des nouvelles méthodes culturales, ainsi que le rendement des variétés introduites.

Les familles paupérisées disposant de petits troupeaux (ovins, caprins), élevés pour obtenir du lait et de la viande, et qui par ailleurs constituent une grande part du capital des foyers, ont bénéficié de formations sur l'identification et le traitement des maladies les plus courantes. Dans chaque village, deux femmes ont la charge des médicaments de

base qu'elles peuvent renouveler en faisant payer leurs interventions de soins aux animaux. Triangle G H a également proposé aux éleveurs volontaires d'acheter à prix réduit des compléments alimentaires permettant de renforcer les animaux et d'en tirer ainsi un meilleur prix lors de la vente. Ce protocole alimentaire est bien entendu encadré par des agronomes, et expliqué dans le détail à chaque éleveur participant. Un travail de développement de la culture du trèfle (moins consommatrice d'eau que celle de la luzerne, trop répandue dans la zone) et la mise en place de mangeoires évitant la perte de grandes quantités de fourrage qui se produit lorsqu'il est donné aux animaux par terre participent à l'optimisation des pratiques.

Triangle G H est également intervenu sur l'amélioration des connaissances et pratiques liées à l'hygiène personnelle et environnementale de base. Une méthode simple de sessions de formation pour les hommes et les femmes (séparés), basée sur la participation active des personnes, a été mise en place. Les thématiques abordées ont été définies suite à l'analyse d'une enquête initiale des pratiques dans les zones ciblées. Ce travail a été réalisé en lien étroit avec les équipes d'Aide Médicale Internationale qui interviennent et diffusent des messages complémentaires, et forment les agents communautaires de santé. Aide Médicale Internationale intervient sur la réhabilitation des centres de santé avec le Ministère de tutelle, met en place des formations dans neuf centres médicaux, et pilote deux cliniques mobiles, afin de rapprocher les services médicaux des populations les plus éloignées des bassins de population majeurs de la zone, améliorant ainsi leur accès aux soins de santé primaire, ainsi que la prise en charge et la prévention de la malnutrition.

A l'issue du programme, une coopérative agricole pour le développement rural de Wadi Siham (CAARD), composée de 162 membres a été mise en place. L'objectif de promouvoir la diversification des cultures a été atteint. Un nombre important d'agriculteurs et d'éleveurs ont participé à ce programme, et des semences mieux adaptées à la pluviométrie défailante sont désormais diffusées dans l'ensemble des villages ciblés par l'action, permettant des rendements significativement améliorés.

## bénéficiaires

# 22.481

## partenaires



**EUROPEAID**  
CO-OPERATION OFFICE

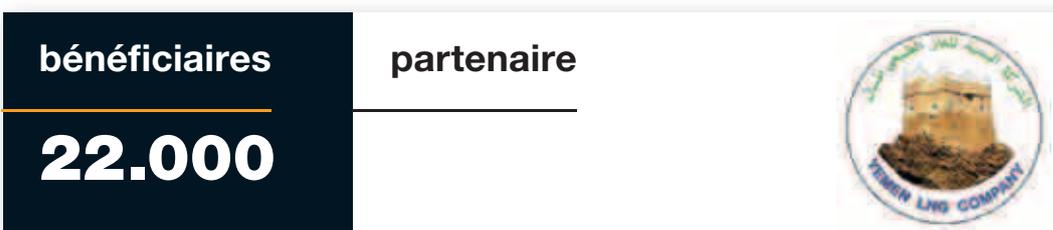
- **Ministère du Planning et de la Coopération Internationale (MoPIC)**
- **Tihama Development Authority (TDA)**



## Projet intégré en sécurité économique dans les districts de Mayfaah et Rudoom, gouvernorat de Shabwah



Les districts de Mayfaah et Rudoom font partie des zones du pays les plus touchées par l'insécurité alimentaire. La zone ciblée est isolée, sa population, très pauvre, dépend entièrement de l'agriculture, l'élevage et la pêche. Les rudes contraintes géographiques, climatiques et environnementales s'ajoutent à des implantations défailtantes des systèmes gouvernementaux de santé, ainsi qu'à un faible développement économique. Pour atteindre l'objectif fixé d'accroître les revenus et d'améliorer les moyens de subsistance de la population, l'équipe de Triangle G H a donc choisi d'intervenir sur l'amélioration de la production de l'élevage, ainsi que sur l'amélioration et la diversification de la production agricole. Une amélioration des services vétérinaires au travers d'une formation de base dispensée aux agriculteurs, la fourniture de petits équipements et l'introduction de techniques agricoles améliorées pour la culture d'un fourrage adapté ont permis une optimisation de la rentabilité des troupeaux. La réhabilitation de canaux endommagés et une assistance à la mise en place de nouvelles stratégies de productions céréalières et fourragères a significativement amélioré les rendements agricoles. Enfin, la réintroduction de la culture du palmier-dattier, la pose de clôtures visant à éviter le pâturage des animaux dans les jardins, et un contrôle de la prolifération du Seisaban (arbuste envahissant qui détériore les système d'irrigation) et une meilleure utilisation de celui-ci (bois de feu, fourrage), ont permis d'augmenter la production des jardins familiaux, avec une incidence à la fois sur les revenus et la diversification de l'alimentation.





## Projet intégré de sécurité alimentaire – Districts de Al Rawdah et Jordan – Gouvernorat de Shabwah



Basé sur l'expérience de Triangle G H au Yémen, ce projet est constitué sur l'équilibre entre une intervention directe et un renforcement de la collaboration avec les acteurs locaux. Cette méthodologie permet d'assurer à la fois la pertinence de l'action et sa pérennité, le lien permanent tissé avec les communautés ciblées favorisant une meilleure compréhension des actions. Les bénéficiaires peuvent faire part de leurs propositions, obtenir les précisions nécessaires, et exprimer leur éventuel désaccord, ce qui permet de désamorcer toute mésentente due à l'une des composantes du programme avant qu'elle ne se transforme en conflit.

L'implication des acteurs locaux dans la gestion de projet lui confère ainsi toute la légitimité nécessaire, institutionnelle ou sociale.

### **Cette collaboration se décline concrètement autour de différents thèmes :**

- une définition des besoins effectuée en commun, permettant de lier les objectifs du programme à des nécessités constatées,
- une adéquation entre les interventions proposées et le calendrier du projet qui garantit la faisabilité de l'action et l'optimisation de ses résultats,
- des actions associant une réponse aux besoins immédiats et aux exigences de développement à long terme, dans une approche globale,
- une priorité donnée aux actions ayant un impact rapidement contrôlable,
- une identification des bénéficiaires basée sur une enquête associée à des visites in situ,
- une mise en œuvre effectuée en collaboration avec les communautés et les autorités locales lorsque cela est possible, afin que les bénéficiaires puissent s'approprier le projet,
- l'accompagnement de tous les aspects de l'action d'un renforcement des capacités locales afin d'en assurer la réplique,

- une attention particulière portée aux questions transversales comme le sexe des bénéficiaires ou leur environnement social,
- une prise en compte des expériences acquises par Triangle G H ou d'autres associations au cours d'actions similaires.

*Ce programme a pour objet de contribuer à accroître la production alimentaire à travers la construction ou la réhabilitation des structures de protection contre les inondations et l'irrigation par épandage.*

#### **Réhabilitation des canaux :**

- réalisation d'une enquête de référence sur les stratégies actuelles de production et d'utilisation des terres ;
- réhabilitation de canaux endommagés et de points d'eau dans certains villages ;
- assistance et suivi des stratégies de production de céréales et de fourrage, de la productivité et de l'augmentation de l'utilisation des terres.

#### **Soutien au petit élevage :**

- amélioration de la santé animale du cheptel des petits agriculteurs grâce à de meilleurs services vétérinaires ;
- formation et assistance technique aux agriculteurs pour les compétences de base vétérinaires et l'utilisation de médicaments de base ;
- optimisation de l'alimentation du bétail des petits agriculteurs, en intégrant l'élevage et la production agricole ;
- amélioration de la gestion des troupeaux des petits agriculteurs et de la rentabilité des animaux par la formation et la fourniture de petits équipements.

#### **Agriculture :**

- réalisation d'une enquête de base sur les pratiques et les productions ;
- information de la communauté et mobilisation autour des objectifs du projet ;
- suivi de l'activité agricole dans les fermes sélectionnées de la zone cible ;
- expérimentation sur le fourrage amélioré et autres semences couramment utilisées.

**bénéficiaires**

**26.500**

**partenaire**





## Soutien d'urgence aux populations affectées par le conflit du nord du Yémen



Triangle G H poursuit ses opérations lancées fin 2009 auprès des personnes déplacées dans la zone d'Al Mazraq. Si des mouvements de retour ont été initiés courant 2010, de très nombreuses familles restent dans les camps<sup>1</sup>, et beaucoup d'entre elles ne reviendront plus dans leurs villages d'origine. Il s'agit donc à la fois d'initier des possibilités d'intégration pour les déplacés, mais aussi de soutenir le retour de ceux qui le souhaitent.

Triangle G H a choisi d'intervenir sur un soutien à l'élevage des petits troupeaux, qui constituent à la fois un moyen de subsistance et le seul patrimoine restant pour les familles déplacées qui ont fui leur village d'origine.

La réalisation d'une étude sur la situation des ménages ayant du bétail a permis la mise en place de distributions de fourrage hebdomadaires. En coordination avec les autorités vétérinaires locales, une permanence a été créée pour apporter des traitements spécifiques aux maladies endémiques, et des campagnes saisonnières de traitements contre les parasites internes et externes ont été organisées par une équipe de vétérinaires locaux.

En collaboration avec les ONG intervenant dans les camps, les besoins en construction ou réhabilitation d'abris ombragés pour le bétail ont été identifiés. Les travaux se sont accompagnés d'une sensibilisation des ménages au nettoyage et à l'entretien de ces abris.

1 - formés au cours du second semestre 2009 alors que les familles fuyaient les bombardements massifs du gouvernorat de Sa'ada effectués par le gouvernement yéménite et l'Arabie saoudite contre le mouvement rebelle des Al Houti;

Triangle G H a également réalisé, en partenariat avec OXFAM, des travaux de reconstruction d'infrastructures hydrauliques détruites pendant les bombardements dans les villages d'origine des populations déplacées, zones de retour potentiel.

<b>bénéficiaires</b> <hr/> <b>10.800</b>	<b>partenaire</b>	 <p>COMMISSION EUROPÉENNE Aide humanitaire</p>
---	-------------------	---



## Développement et promotion d'une agriculture socio et écolo compatible sur l'île de Socotra

	<b>budget</b>	<b>durée</b>																																																			
	<b>635 K€</b>	<table border="1" style="width: 100%; text-align: center; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th></th> <th>J</th><th>F</th><th>M</th><th>A</th><th>M</th><th>J</th><th>J</th><th>A</th><th>S</th><th>O</th><th>N</th><th>D</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2009</td> <td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td> </tr> <tr> <td>2010</td> <td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td> </tr> <tr> <td>2011</td> <td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td><td>■</td> </tr> </tbody> </table>		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	2009	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	2010	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	2011	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D																																									
2009	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■																																									
2010	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■																																									
2011	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■																																									

Le désenclavement de l'île de Socotra date de la réunification des deux Yémen (1990). La vie sociale et économique a subi des changements majeurs (monétisation de l'économie, création de services et d'emplois en ville, exode rural, abandon de cultures vivrières), dont Triangle G H est depuis 10 ans témoin et acteur. Une première intervention en 2000-2002 pour l'amélioration de l'accès à l'eau potable dans la majorité des zones rurales de l'île s'est poursuivie par un accompagnement au développement agricole via le maraichage, réapparu spontanément avec l'augmentation de la quantité d'eau disponible. Triangle G H promeut des systèmes de production maraichère biologique dans le respect des lois strictes de protection de l'environnement de cette île peu ordinaire.

Dans l'objectif de développer et promouvoir un modèle de production alimentaire adapté aux conditions locales, ce programme a permis la création de 10 jardins maraichers en agriculture biologique : sur des sites collectifs ou des jardins de case, une agriculture a été conçue en concertation avec les communautés afin d'être adaptée à leur mode de vie (sédentaires, bédouins et/ou pêcheurs). Les formations sur les pratiques agricoles appropriées et la maintenance du système d'irrigation sont les facteurs principaux de pérennisation des sites. Les bénéficiaires sont responsabilisés dès le début du projet sur les points cruciaux : pratiques agricoles, reproduction et conservation de semences, lutte phytosanitaire biologique, pérennisation des ouvrages, maintenance.

L'enjeu biologique est d'autant plus un challenge que les stigmates de l'agriculture conventionnelle font leur apparition sur l'île malgré leur interdiction (pesticides chimiques, semences hybrides enrobées).

Sur cette île où la majorité des aliments arrivent par bateau, la création de filières de vente de fruits et légumes locaux semblait un enjeu majeur. Un accompagnement des femmes déjà engagées dans cette activité en plein essor (identification d'acheteurs potentiels, formation à la vente, représentation auprès des autorités pour améliorer les conditions de vente) a permis de développer la vente directe, et l'implantation d'un magasin de vente de fruits et légumes en zone rurale.

En achetant des semences locales et en les distribuant sur les jardins du projet, ou en les faisant multiplier sur les sites du projet dans le cadre de la formation agricole des bénéficiaires, Triangle G H a encouragé leur propagation, tout en travaillant à la structuration de la filière semences par la création de deux pépinières de districts qui pourront approvisionner en plants les personnes tentées par le maraichage.

Les pratiques alimentaires font l'objet d'études comparées au cours du projet et des formations adaptées selon les résultats de l'enquête sont dispensées.

72 jardins créés par le projet (moyenne de 197m<sup>2</sup>) et 56 jardins créés spontanément. 2 pépinières sur l'île permettent d'approvisionner en semences améliorées les familles impliquées dans le projet. En moyenne celles-ci produisent désormais 5,9kg de légumes par semaine qui sont majoritairement auto-consommés.

Une partie des jardins, éloignés de points d'eau sont désormais irrigués grâce à 6 structures d'adduction d'eau (2.05ha irrigués nouvellement grâce au projet).

**bénéficiaires**

**1.347**

**partenaire**





## Vers la reconstitution des capacités productives agricoles des ménages, l'amélioration des pratiques et une mitigation de l'impact de la hausse des prix alimentaires



La vallée de Tareem, comme celle du wadi Sah, a été particulièrement touchée par les inondations d'octobre 2008. Triangle G H a travaillé en lien étroit avec deux partenaires locaux (WHADP et TAA) à la reconstitution du système d'irrigation traditionnel par canaux afin de permettre la relance agricole par l'accès à l'irrigation et le nettoyage/nivellement des terres agricoles. Ces surfaces rendues exploitables, le soutien à la réhabilitation des puits dans les zones arables non desservies par les canaux, la distribution d'intrants, des formations techniques aux agriculteurs ainsi que la recherche de solutions pour la gestion du mesquite ont permis l'augmentation des productions et l'amélioration du niveau de sécurité alimentaire à l'échelle des familles.

Le nettoyage et le nivellement des terres, encombrées de milliers de palmiers déracinés et d'amoncellements de pierres et de cailloux transportés par la crue, était un préalable indispensable à la relance de toute activité agricole. Ils ont été effectués par les tractopelles et camions d'une entreprise privée sous contrat avec Triangle G H.

La plupart des infrastructures traditionnelles d'irrigation (petits barrages, canaux et déviations), permettant de conduire une partie de l'eau des wadis à proximité des terres agricoles situées à distance des cours d'eau ont été détruites par les inondations. Un état des lieux a été réalisé avec les ingénieurs du WHADP et la population des villages concernés, pour identifier et dimensionner les infrastructures à reconstruire et/ou réhabiliter. Plus d'une quinzaine de sites ont fait l'objet de travaux d'envergure afin de permettre aux familles agricultrices de bénéficier à nouveau d'un accès à l'eau.

Afin d'améliorer les rendements de l'agriculture, des semences de variétés sélectionnées spécifiquement pour la région ont été distribuées aux familles les plus démunies afin de soutenir leur capacité à produire.

Les ressources en eau, rares au Yémen, vont en s'amenuisant. Certaines régions du pays sont dès à présent largement menacées à moyen terme. Afin de préserver cette ressource et de s'assurer de sa bonne utilisation, du matériel et des formations encourageant une utilisation raisonnée de l'eau d'irrigation ont été délivrés aux agriculteurs de la région.

Au cours du projet, 1750 ha de terres arables ont été réhabilitées et sont de nouveau irriguées. Elles ont d'ores et déjà été entièrement remises en culture par 1665 familles.

1132 familles ont en outre reçu des semences améliorées et ont ainsi pu mettre 1260 ha supplémentaires en culture.

## bénéficiaires

**130.000**

## partenaires

- Ministère de l'Agriculture Bureau de l'Hadramout
- Wadi Hadramout Agricultural Development Project (WHADP)
- Tareem Agriculture Association



**EUROPEAID**  
CO-OPERATION OFFICE

# **la vie associative**

# l'assemblée générale

Elle est constituée par les membres de l'association à jour de leur cotisation. Le montant des cotisations, 30€, reste inchangé en 2011. Les membres participent aux délibérations de l'assemblée générale et reçoivent des informations sur les initiatives engagées et le bilan des actions menées par l'association.

L'assemblée générale annuelle aura lieu le 24 mai 2012.

## le conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration sont élus pour 3 ans (renouvelables) par l'assemblée générale. Ils exercent leur fonction bénévolement. Au moment de la clôture de cet exercice, le Conseil se compose ainsi :

<b>président</b>	<b>Stéphane Mercado</b>   employé - Decaux
<b>vice-présidente</b>	<b>Véronique Valty</b>   consultante en communication
<b>trésorier</b>	<b>Victor Bérard</b>   ancien expert comptable & commissaire aux comptes
<b>trésorier adjoint</b>	<b>Christophe Cloarec</b>   informaticien
<b>secrétaire</b>	<b>Bertrand Quinet</b>   formateur en gestion de projet - Bioforce
	<b>Olivier Brachet</b>   vice-président de la Communauté urbaine de Lyon
	<b>Cédric Bréda</b>   travailleur humanitaire
	<b>Didier Dematons</b>   réalisateur (audiovisuel)
	<b>Patrice Houël</b>   chef d'entreprise
	<b>Philippe Merchez</b>   photographe
	<b>Monique Montel</b>   ancien cadre du secteur médico-social
	<b>Bernard Mourenas</b>   consultant informatique

Le Conseil d'administration se réunit au moins une fois par trimestre.

# le bureau

---

Le bureau est composé du président, de la vice-présidente, du trésorier, du trésorier adjoint et du secrétaire de l'association. Il se réunit avec la direction avant chaque conseil d'administration pour préparer les ordres du jour.

# les commissions mixtes | programmation, communication & stratégie |

Composées de membres du conseil d'administration et de salariés, elles préparent les dossiers importants qui seront soumis au vote du Conseil. Ces commissions techniques n'ont pas de rôle décisionnaire. Elles se réunissent au moins une fois par trimestre.

# l'exécutif

## personnel salarié |

L'exécutif est chargé de mettre en œuvre le projet associatif. Il se compose ainsi :

direction | **Christian Lombard**

| **Patrick Verbruggen**

adjoint de direction | **Jean-Luc Juhaneau**

chargé de mission | **Mounir Attallah**

| **Arnaud Loutoby** | contrôle budgétaire programmes

chargés de missions | **Ivan Deret** | Afrique

| **Anne Tréhondart** | Asie

chargés de programmes | **Alexandre Devort** | Asie

---

| **Félicie Monneret** | Afrique

---

pôle technique | **Gilles Groizeleau** | socioéducatif et psychosocial

---

| **Eric Martin** | génie civil

---

| **Lionel Roux** | sécurité alimentaire et développement rural

---

| **Joël Terville** | eau, hygiène et assainissement

---

ressources humaines | **Alexandra Bourdekas**

---

| **Laurence Lelièvre**

---

comptabilité | **Sylvie Houel**

---

assistance administrative | **Jacqueline Bonnet**

---

Au cours de cet exercice 97 personnes, volontaires et salariés expatriés (chefs de missions, administrateurs, coordinateurs de programmes, experts techniques, logisticiens ...) et 400 personnes recrutées dans leur pays d'origine ont pris part directement aux activités de l'association sur le terrain.

En 2011, nous avons diffusé une soixantaine d'offres de poste et reçu 3 500 candidatures.



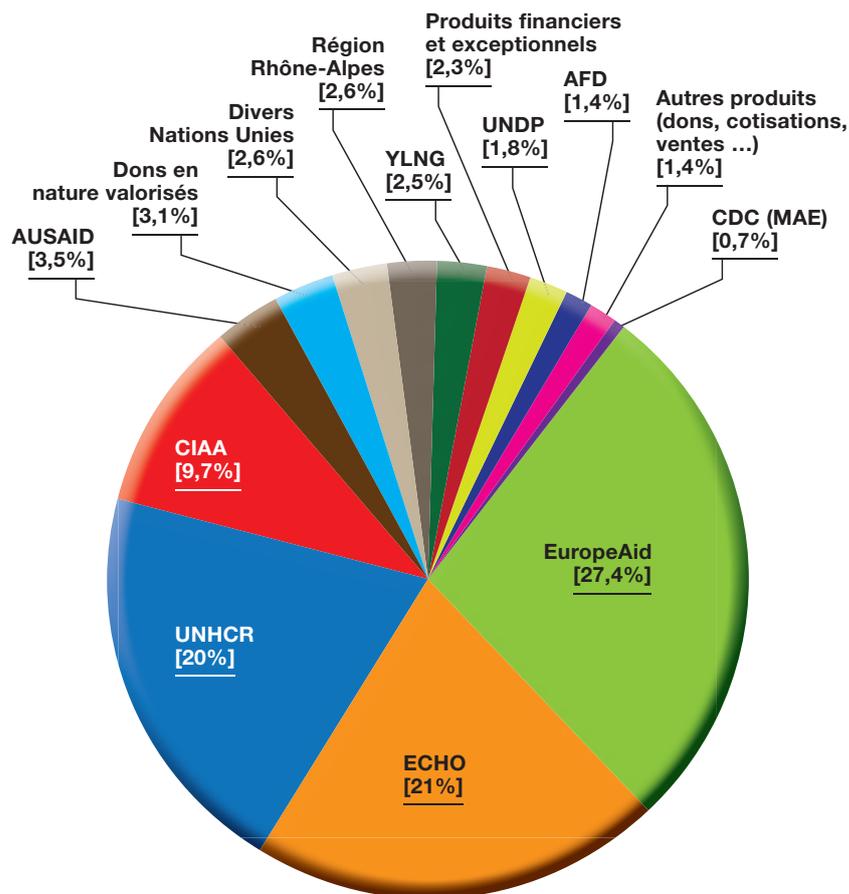
| **budget**  
**annuel** 2011 |

**12 739 K€**

dont **393 K€**

de valorisation de dons en nature

# origines des ressources



**EuropeAid** : Bureau de coopération de la Commission européenne

**ECHO** : Service d'aide humanitaire de la Commission européenne

**UNHCR** : Agence des Nations Unies pour les réfugiés

**CIAA** : Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (Ministère français des affaires étrangères et européennes)

**AUSAID** : Agence australienne pour le développement international

**Dons en nature valorisés** : **UNICEF** (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), **FAO** (Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture), **IDSS** (International Development Support Services), **UNHCR** (Agence des Nations Unies pour les réfugiés), **UNJLC** (Centre logistique commun des Nations-Unies)

**Divers Nations Unies** : **PAM** (Programme Alimentaire Mondial), **UNICEF** (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), **FAO** (Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture), **UNOPS** (Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets).

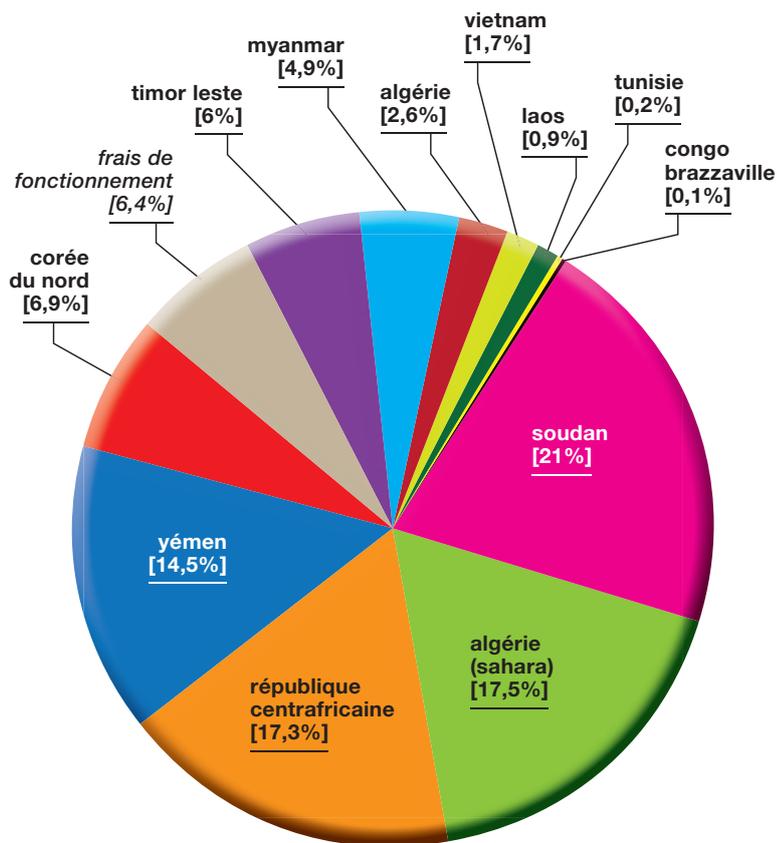
**YLNG** : Yemen Liquefied Natural Gas

**UNDP** : Programme des Nations Unies pour le développement

**AFD** : Agence française de développement

**CDC (MAE)** : Centre de Crise (Ministère français des affaires étrangères et européennes)

# affectation des ressources



# lexique des acronymes et sigles

<b>AAP</b>	Aide Alimentaire Programmée
<b>AFD</b>	Établissement public au cœur du dispositif français de coopération, l'Agence Française de Développement (AFD) agit depuis soixante-dix ans pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement dans les pays du Sud et dans l'Outre-mer. Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, elle finance des projets, des programmes et des études, et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.
<b>AusAID</b>	Programme d'aide internationale du gouvernement australien
<b>ECHO</b>	ECHO (acronyme de l'anglais European Community Humanitarian aid Office) est l'ancien Service d'Aide Humanitaire de la Commission européenne devenu une Direction Générale de la Commission Européenne en 2004. Depuis 2010. La Direction Générale à l'Aide Humanitaire a intégré la Protection Civile pour devenir la Direction Générale à l'Aide Humanitaire et à la Protection civile. Néanmoins l'acronyme ECHO demeure la dénomination la plus courante de cette direction générale de la Commission européenne.
<b>EUROPEAID</b>	L'Office/Agence de Coopération EuropeAid est une des directions générales de la Commission européenne. Fondée le 1er janvier 2001, elle a pour mission de mettre en œuvre les instruments d'aide extérieure de la Commission européenne, qui sont financés par Budget de l'Union européenne et du Fonds européen de développement régional.
<b>FAO</b>	L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (connue sous les sigles ONUAA ou, plus couramment, FAO soit en anglais Food and Agriculture Organization of the United Nations) est une organisation spécialisée du système des Nations unies, créée en 1945 à Québec. La FAO regroupe 191 membres (190 États plus l'Union européenne). Son objectif est « Aider à construire un monde libéré de la faim », sa devise, inscrite sur son logotype, est « Fiat panis » (expression latine signifiant « qu'il y ait du pain (pour tous) »).
<b>IFAD</b>	Le Fonds international de développement agricole (FIDA, International Fund for Agricultural Development, IFAD) est une institution spécialisée du système des Nations Unies. Il a été fondé en décembre 1977 dans le sillage de la Conférence mondiale de l'alimentation réunie à Rome en 1974. Le FIDA est une banque d'aide au développement qui a pour vocation d'aider financièrement, comme bailleur de fonds et organisateur, au développement agricole et rural dans les pays en développement et en transition. Il se donne pour mission d'y combattre la faim, la malnutrition et la pauvreté par l'amélioration des moyens et techniques agricoles et par la création et la modernisation d'activités agricoles ou commerciales en milieu rural, notamment moyennant des projets de microfinancement gérés au niveau local.
<b>IMC</b>	International Medical Corps est une organisation mondiale humanitaire à but non lucratif dédiée à la formation aux soins et aux programmes de secours et de développement.
<b>LIFT</b>	Fonds d'affectation spéciale pour les modes de vie et la sécurité alimentaire (fonds multi-donateurs pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables de Myanmar)
<b>NRC</b>	Norwegian Refugee Council (Conseil norvégien pour les réfugiés)

**ONU** Organisation des Nations Unies

---

**PAM** Le Programme alimentaire mondial (PAM, en anglais WFP World Food Programme) est l'organisme d'aide alimentaire de l'ONU, plus grande organisation humanitaire du monde, le PAM fournit principalement de la nourriture aux personnes souffrant de la faim, au prix de multiples acrobaties : achats des denrées au meilleur prix, transport en zones reculées, course contre la météo. Les dons recueillis par le PAM permettent de s'approvisionner dans le monde entier pour envoyer rapidement sur place les rations essentielles à la survie des populations. En moyenne, chaque année, le PAM nourrit 90 millions de personnes dans 80 pays, dont 58 millions d'enfants.

---

**PNUD** Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ou United Nations Development Programme en anglais (UNDP), fait partie des programmes et fonds de l'ONU. Son rôle est d'aider les pays en développement en leur fournissant des conseils mais également en plaidant leur cause pour l'octroi de dons. C'est ainsi que ce programme travaille en collaboration avec de nombreux autres programmes comme l'Onusida et d'autres organisations internationales (UPU, OMS, etc.).

---

**UNHCR** Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR ou HCR dans l'espace francophone), basé à Genève, est un programme de l'ONU. Il a pour but originel de protéger les réfugiés, de trouver une solution durable à leurs problèmes et de veiller à l'application de la Convention de Genève sur les réfugiés de 1951.

---

**UNICEF** Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (abrégé en UNICEF ou Unicef pour United Nations International Children's Emergency Fund en anglais) est une agence de l'ONU consacrée à l'amélioration et à la promotion de la condition des enfants. Son nom était originellement United Nations International Children's Emergency Fund, dont elle a conservé l'acronyme. Elle a activement participé à la rédaction, la conception et la promotion de la convention relative aux droits de l'enfant (CIDE), adoptée suite au sommet de New York en 1989.

---

*Source Wikipedia*



# | **nos principaux partenaires en 2011** |



| **conception**

**graphique**

**nathalie navarre graphiste**

+33 [0]4 78 28 55 44

n.navarre@wanadoo.fr |

| **relecture**

**et corrections**

**scarabeo**

contact@scarabeo.fr

http://scarabeo.fr |

| **traduction**

**anouk matéo**

anouk\_mateo@yahoo.com

www.annlou-traduction.com |

| **impression**

**recto verso repro** | 69570 dardilly

document imprimé

sur du papier 100% recyclé

et issu de forêts

gérées durablement |





## **organisation de solidarite internationale**

1 rue montribloud :: 69009 lyon  
T : +33 [0]4 72 20 50 10 :: F : +33 [0]4 72 20 50 11  
info@trianglegh.org :: [www.trianglegh.org](http://www.trianglegh.org)

Association loi 1901 créée en 1994, enregistrée à la Préfecture du Rhône N°W691052256